

LE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE DES PAYS DANUBIENS

THESE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

Présentée et soutenue le 7 décembre 1937

PAR

M. KARLIKOVITCH



JURY { *Président* : M. ROGER PICARD
 { *Suffragants* : { M. OUALID
 M. BAUDIN

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT
PARIS (5°)

—
1937

LE RAPPROCHEMENT
ECONOMIQUE
DES PAYS DANUBIENS

**LE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE
DES PAYS DANUBIENS**

LE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE DES PAYS DANUBIENS

THESE POUR LE DOCTORAT DE DROIT

Présentée et soutenue le 7 décembre 1937

PAR

M. KARLIKOVITCH



JURY { *Président* : M. ROGER PICARD
 { *Suffragants* : { M. OUALID
 M. BAUDIN

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ECONOMIQUE
3, RUE SOUFFLOT
PARIS (5°)

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A mes Parents bien-aimés

Leur fils reconnaissant

INTRODUCTION.

Les problèmes de l'Europe danubienne dominent ceux de l'Europe tout entière. C'est là que se rencontrent l'Occident et l'Orient, ces deux zones de civilisation, de culture et de commerce. C'est là le chemin vers l'Est, route importante pour les transactions. Il n'est donc pas surprenant que les grandes puissances européennes s'intéressent au plus haut point aux solutions des problèmes tant politiques qu'économiques qui se posent dans cette partie de notre continent. C'est là que se croisent les intérêts considérables de ces puissances ; c'est là que, depuis longtemps, elles se disputent la maîtrise.

En raison de sa situation géographique, le bassin danubien a joué toujours, au cours des siècles, ce rôle ingrat de servir au partage d'influence, en vue de l'équilibre entre les puissances européennes. Ce malheureux système d'équilibre, ne tenant aucun compte du principe des nationalités, a causé le plus grand mal à la majorité des peuples danubiens, qui ont longtemps souffert sous la lourde hégémonie germanique dans le cadre de la Monarchie Austro-Hongroise.

Une fois libérés à la suite de la Grande Guerre, ces peuples se sont trouvés devant nombre de problèmes de tout ordre, dont la solution était indispensable pour le maintien de leur indépendance si difficilement reconquise. Des problèmes analogues, aussi pressants, se posaient d'ailleurs également pour les autres peuples danubiens qui venaient de perdre leur rôle de dominateurs.

Pour la majorité de ces problèmes, les pays danubiens ont réussi, au cours des premières années qui suivirent l'armistice, à trouver les solutions désirables. Mais un certain nombre sont restés non résolus, dont les plus importants sont les problèmes économiques. C'est à eux que nous consacrons cette étude.

L'Europe danubienne, grâce à ses éléments géographiques, économiques et psychologiques, représentait avant la guerre un ensemble économique harmonieux. Sa plus grande partie entraînait dans la formation politique de l'Autriche-Hongrie, tandis que les autres parties gravitaient vers ce puissant centre d'attraction. Les économies de l'Autriche-Hongrie, de la Bulgarie, de la Roumanie et de la Serbie se complétaient d'une manière satisfaisante. Il est vrai que des harmonies analogues n'étaient pas rares dans l'Europe d'avant-guerre, qui ne connaissait pas les multiples entraves à la liberté des échanges dont souffre l'Europe actuelle ; mais le fait reste que l'Europe danubienne représentait alors un tout économique, avec les avantages qui résultent de l'existence de larges unités.

Toutefois, cette même Europe danubienne constituait dans sa plus grande partie, à savoir l'Autriche-Hongrie, un monstre politique et social, où nombre de peuples et de races diverses se trouvaient opprimées et exploitées par les peuples autrichien et hongrois qui assumaient le gouvernement de cet agglomérat chaotique. La politique de germanisation, que l'on commença à pratiquer avec intensité au commencement du XX^e siècle, augmenta davantage le poids sous lequel craquait la Double Monarchie, et elle ne tarda pas à s'écrouler définitivement à la suite de la Grande Guerre, qui fut la guerre libératrice des peuples danubiens si longtemps asservis.

Mais il était nécessaire de remédier au manque d'unité économique, unité qu'avait désorganisée la nouvelle configuration danubienne. La fausse politique d'autarchie poussée à l'extrême, ainsi que la multiplicité des murailles douanières et des entraves les plus diverses apportées aux échanges économiques mutuels, venaient aggraver davantage la situation des pays danubiens. L'Europe tout entière souffrait et souffre encore de ces maux, mais l'Europe danubienne se trouvait et se trouve encore dans une position particulièrement désavantageuse. La nouveauté de l'existence politique de ces pays, le nombre des problèmes d'ordre intérieur, le manque de moyens financiers propres, la répara-

tion des conséquences de la guerre, etc., entravaient fortement la stabilisation économique. Pour empirer les choses, ces pays, au lieu de s'appuyer l'un sur l'autre, au lieu de s'orienter dans une voie commune de rapprochement et de collaboration économique, se sont au contraire divisés en des camps opposés, pour des raisons d'intolérance et de méfiance politique, entravant leur commerce mutuel par la multiplication des barrières, chacun d'eux considérant la perte de l'autre comme un gain pour lui-même. La flore déjà abondante des mesures de protection s'enrichissait de plus en plus par des droits de douanes, des prohibitions, des contingents, des entraves administratives, fiscales et commerciales, des réglementations de change restreignant le libre commerce des devises, des clearings, etc. On retrouve les mêmes faits regrettables dans le reste de l'Europe, mais il est hors de doute que le point culminant était atteint dans l'Europe danubienne. A la crise agricole de ces pays s'est jointe la crise économique-financière : paralysie presque totale des transactions et absence presque complète des moyens de transfert, aboutissant aux moratoires totaux ou partiels que l'on dut employer pour protéger les encaisses d'or et de devises. Les crédits étrangers, qui constituent les principaux fonds de roulement dans ces pays, commencèrent à être retirés. Cet ensemble de faits aboutit, en Europe danubienne, à l'enrayement des mécanismes financiers et commerciaux et à une situation économique et sociale insupportable.

Ce n'est qu'à la suite de cette crise économique et financière, qui commença à sévir en 1929 et dont les conséquences furent des plus lourdes pour les peuples danubiens, que ceux-ci se sont rendu compte que leur position d'isolement les menait vers une situation sans issue. Ils commencèrent alors à s'orienter vers une collaboration économique, dont la nécessité apparaît de plus en plus évidente pour leur permettre de se sortir de leurs embarras économiques et de s'émanciper de la tutelle dont les menaçaient, à cet égard, les forts groupements économiques voisins.

Les grandes puissances européennes se sont également mises d'accord sur ce point que les peuples danubiens ne

doivent plus vivre divisés et tentèrent de contribuer à leur rapprochement économique. Mais, soit par l'excès du zèle qu'ils y ont apporté, soit plutôt par la crainte de perdre leurs zones d'influence dans le bassin danubien, elles arrivent souvent à entraver ce rapprochement. Le fait est que l'entente économique des pays danubiens n'a pu être réalisée jusqu'à ce jour. La raison en est, avons-nous dit ci-dessus, que dans ces régions se croisent et se heurtent les tendances à l'hégémonie de certaines grandes puissances, auxquelles la désorganisation économique des pays danubiens offre des tentations plus grandes pour élargir leurs sphères d'influence respectives. Mais aussi, les souvenirs des idées et des ambitions d'avant-guerre et les aspirations politiques de certains pays danubiens d'après-guerre, les ont dressés les uns contre les autres, au détriment de leurs intérêts matériels, qui ont une incidence directe sur leurs intérêts sociaux ainsi que sur les intérêts de la paix danubienne et européenne.

Les Etats danubiens doivent enfin se rendre compte que de leur entente mutuelle dépend leur prospérité, qu'ils ne doivent plus servir de jouets pour la politique des Etats tiers, et que, à défaut de l'appui des autres, il est indispensable qu'ils organisent eux-mêmes leur situation économique. Ils doivent surtout se persuader que, s'ils ne renouent pas leurs liens économiques et restent isolés, ils courent le risque de tomber finalement, à cet égard, sous l'emprise étrangère, notamment sous celle de certaines puissances voisines.

Il est hors de doute qu'il est grand temps d'arriver à un réajustement économique dans l'Europe danubienne, pour la tirer de ses embarras économiques, financiers et commerciaux qui peuvent se répercuter sur le plan politique et social. Il importe également de sauvegarder son indépendance et de la protéger contre certaines visées ambitieuses du dehors.

Nous allons exposer, dans les pages qui vont suivre, ce qui a été fait jusqu'à ce jour dans cette voie de rapprochement économique des pays danubiens, ce qui reste encore à faire et les moyens à employer pour arriver au but à atteindre.

CHAPITRE PREMIER.

VUE D'ENSEMBLE SUR L'ECONOMIE DE LA REGION DANUBIENNE.

Prenant sa source dans la Forêt Noire, arrosant tout d'abord le sud de l'Allemagne, le Danube passe, se dirigeant vers la Mer Noire, par une immense région dont la guerre a profondément modifié la structure politique. Certains Etats ont été démembrés et diminués territorialement ; d'autres se sont par là même agrandis ; de nouvelles unités sont nées. Cette région — la *région danubienne* — tire son nom du fleuve qui la traverse presque depuis son origine jusqu'à sa fin, c'est-à-dire sur 2.000 kilomètres environ. Elle a joué et joue encore un rôle de tout premier plan dans le développement économique et social de notre continent. Le Danube est, en effet, la grande voie de communication de l'Europe centrale, l'une des routes principales vers l'Orient. De là son importance extrême pour les Etats qu'il parcourt et qu'il relie — abstraction faite de toute conception politique — par une évidente communauté d'intérêts matériels.

Les Etats danubiens sont actuellement au nombre de six : l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

Avant d'aborder le sujet de notre étude, nous croyons indispensable de donner quelques précisions sur la situation économique de chacun d'eux.

Autriche.

L'Autriche se trouve dans la partie nord-ouest de la vallée danubienne et s'étend du Haut-Rhin, dans les Alpes Orientales, jusqu'aux plaines de Hongrie. Ses frontières sont, sur plus de la moitié de leur longueur, communes avec trois

autres Etats danubiens, la Tchécoslovaquie, la Hongrie et la Yougoslavie. D'une superficie de 83.000 Km², avec une population de 6 millions et demi d'habitants, c'est un pays en partie montagneux, en partie couvert de plaines fertiles, avec un riche sous-sol, dont le tiers de la population tire sa subsistance de l'Agriculture.

Au point de vue professionnel, 33,6 % de ses habitants dépendent de l'industrie, 30 % de l'agriculture, 16 % du commerce et des transports, 6 % des services publics et professions libérales, 3,3 % de l'économie domestique...

L'industrie, l'agriculture, le commerce, telles sont les principales branches de l'économie autrichienne.

I. INDUSTRIE. — Les richesses du sous-sol et du sol ont puissamment contribué au développement de l'industrie autrichienne, depuis longtemps connue et importante, non seulement en Europe danubienne, mais encore dans l'Europe tout entière. Les mines et les forêts lui fournissent les principaux éléments de son activité, à savoir le fer et le bois.

L'industrie métallurgique a ses centres principaux dans les régions de Styrie et de Gratz, où se trouvent de riches gisements de fer et de houille. En 1936 ont été extraites environ 1 million de tonnes de fer. Les hauts-fourneaux ont produit 300.000 tonnes de fonte et les aciéries 500.000 tonnes d'acier. Dans cette même année étaient exportées 25.000 tonnes de fer et 25.000 de fonte crue.

L'industrie forestière, qui occupe la seconde place, est largement approvisionnée par les ressources naturelles du sol. La production annuelle dans les diverses branches a été en 1936 de 82.000 t. de pâtes de bois, 52.000 t. de carton, 254.000 t. de cellulose, 178.000 t. de papier.

Viennent ensuite : l'industrie des textiles et de la broderie, dont le centre principal se trouve dans le Vorarlberg, laquelle satisfait largement aux besoins intérieurs et occupe une part honorable dans les exportations de l'Autriche ; — l'industrie du ciment, avec cinq fabriques principales, ayant produit en 1936, 371 millions de Kgs ; — les industries de l'électrotechnie, du cuir, de la porcelaine, suffisant également

à la consommation intérieure, avec un fort excédent pour l'exportation.

Les industries agricoles (laiteries, distilleries d'alcool, fabriques d'amidon, sucreries, brasseries et malteries) exportent également une partie de leur production.

II. RICHESSES NATURELLES. — Avec le fer, le bois est à la base de l'économie autrichienne. Plus du tiers (37,4 %) de la superficie totale du pays est boisé, produisant chaque année environ 9.500.000 m³, qui alimentent largement les industries du papier, de la cellulose, des pâtes de bois,... et permettent en outre d'exporter 1.250.000 tonnes.

Sur le fer, autre richesse naturelle de l'Autriche, repose la plus importante industrie du pays, la métallurgie, qui reçoit annuellement des mines, pour ses hauts-fourneaux et aciéries, 1 million de tonnes de minerai.

Citons ensuite : le sel gemme, qui se trouve en quantités considérables, permettant une exportation intéressante ; — le charbon, dont la production est insuffisante pour les besoins de la consommation intérieure ; — le plomb et le graphite, qui donnent lieu à exportation ; — la magnésite...

Une mention spéciale doit être donnée à la houille blanche. L'Autriche possède de nombreuses sources d'énergie hydraulique. L'énergie des chutes d'eau est évaluée au total à 3.700.000 CV ; une grande partie de ces chutes est aménagée et sert à l'éclairage ainsi qu'aux besoins industriels.

III. AGRICULTURE. — Bien que venant après l'industrie, l'agriculture n'en est pas moins une branche importante de l'économie autrichienne. De grands efforts sont faits pour intensifier la production agricole, afin de lui permettre de satisfaire le plus possible aux besoins intérieurs, et des résultats favorables ont été obtenus. De 1920 à 1930, la production en blé s'est accrue de 41 %, en seigle de 47 %, en orge de 65 %, en pommes de terre de 168 %, en betteraves sucrières de 475 %, en betteraves fourragères de 166 %, en trèfle de 173 %, en foin de 43 %... De 1927 à 1933, 27.000 hectares de terres jusqu'alors en friche ont été mis en culture.

Céréales. — La superficie ensemencée en blé est de 200.000 hectares environ, avec une production annuelle de 4,7 millions de quintaux, laquelle ne permet de satisfaire que 60 % des besoins du pays. On a dû importer, en 1933, 3,2 millions de quintaux de froment. — La superficie ensemencée en seigle est de 395.000 ha., avec une production de 8 millions de quint. par an, qui couvre les besoins intérieurs. — L'orge est cultivée sur 171.000 ha., qui produisent 3,7 millions de quint. par an, 1 million de quintaux supplémentaire tant demandée à l'importation. — La culture de l'avoine s'étend sur 300.000 ha., produisant annuellement 5,4 millions de quint., l'exportation n'étant nécessaire que pour 2 à 300.000 quint. — Quant au maïs, il est ensemencé sur 67.000 ha., avec une production moyenne de 1,3 million de quint. ne satisfaisant qu'un cinquième des besoins du pays qui doit importer plus de 5 millions de quint. chaque année.

Cultures potagères. — La plus répandue est celle de pomme de terre, dont la plantation porte sur 200.000 ha., avec une production de 26,5 millions de quint. par an, ce qui donne satisfaction aux besoins intérieurs. Les autres cultures sont de moindre importance, et l'Autriche doit importer environ 50 tonnes de légumes chaque année.

Plantes industrielles. — Les plantes cultivées sont la betterave à sucre (50 millions de quint., couvrant pour 1/5^{me} les besoins du pays) et le lin (plantations sur 2.000 ha., avec une production annuelle de 30.000 quint. environ. L'Autriche doit importer 10 millions de t. de tabac, et 30 de coton. Le houblon n'est cultivé que sur 50 hectares environ, avec une production insignifiante de 160 quintaux.

Viticulture. — Les vignes sont plantées sur 37.000 ha., donnant une production annuelle de 800.000 Hl. qui couvre 90 % de la consommation.

IV. LEVAGE. — Assez riche en bovins (2 millions de têtes environ), l'Autriche est pauvre en porcins, et doit importer chaque année approximativement 90 millions de shillings de bétail et 5 millions de graisses, ainsi qu'une quantité importante de volailles et œufs. Cependant, sa production

en lait est amplement suffisante pour la consommation intérieure et une certaine quantité peut être exportée.

V. COMMERCE. — Les statistiques annuelles concernant le commerce extérieur (importation et exportation) fournissent des renseignements intéressants, que nous nous contenterons de résumer. Les principaux articles d'importation sont, en premier lieu, les produits alimentaires (25 % du total), la première place appartenant aux céréales (10 % du total général), et la seconde au bétail (7 %); puis viennent le commerce extérieur (importation et exportation) fournissent le coton et le caoutchouc (10 %), les tissus (9 %), les métaux (5 %), les produits chimiques (4,5 %), les machines (3,5 %).

Quant à l'exportation, le principal article est le bois et les produits en bois; le bois de construction exporté est de 9 % du total général. Le papier figure pour plus de 11 %, le fer et les autres métaux pour 15 %, les textiles pour 14 %, les machines pour 7 %...

En ce qui concerne la participation des Etats tiers dans le commerce extérieur, nous en donnons les principaux éléments dans le tableau ci-contre, qui indique le pourcentage de la participation de chaque pays dans les exportations et les importations.

Ainsi qu'on le voit, le principal fournisseur est l'Allemagne. Après elle viennent, par ordre d'importance, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie.

Comme acheteur, la première place appartient encore à l'Allemagne, la seconde à l'Italie et la troisième à la Hongrie. Ensuite se trouvent la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Suisse.

Disons quelques mots des relations commerciales de l'Autriche avec les autres pays danubiens. Ces derniers participent pour 40 % environ dans l'importation et pour 30 à 40 % dans l'exportation. Ces relations sont en conséquence fort appréciables, tout en étant loin de l'importance qu'elles devraient avoir. Les études de M. Tibal donnent des indications intéressantes sur la nature des articles que l'Autriche

	Importation.					En % de la valeur.					Exportation.				
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	
Allemagne	21,0	21,1	22,0	20,0	18,7	17,1	16,6	16,5	18,1	16,1	16,1	15,1	15,9	15,6	
France	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	3,0	2,9	3,5	4,2	4,8	4,3	4,1	3,8	3,6	
Hongrie	10,0	10,6	9,2	9,8	11,8	11,2	9,5	7,5	6,4	7,0	9,3	10,0	11,5	10,8	
Italie	3,8	4,1	4,5	4,9	4,4	4,3	4,8	9,6	10,0	8,7	9,9	11,3	10,6	14,2	
Pologne	8,9	8,0	8,2	7,7	6,3	6,3	6,3	4,8	4,4	4,0	3,6	3,9	3,7	4,0	
Roumanie	3,9	4,8	5,6	5,8	4,6	5,6	7,0	5,1	4,6	3,3	3,4	5,8	6,3	6,2	
Royaume-Uni	2,8	2,7	2,6	2,5	2,9	3,9	4,0	4,5	5,5	7,0	3,8	4,7	5,0	4,3	
Suisse	4,4	4,2	4,2	3,5	3,4	3,8	3,3	5,7	6,0	7,3	8,0	8,2	7,4	5,7	
Tchécoslovaquie	18,1	17,7	16,9	15,3	13,7	13,7	12,8	13,5	12,0	11,6	10,6	7,8	7,5	7,1	
Etats-Unis	6,1	5,4	4,4	4,0	5,4	5,4	4,9	3,5	2,6	1,9	2,0	2,5	1,5	1,9	
Yougoslavie	4,1	5,5	4,4	7,8	9,2	8,5	6,8	7,8	8,1	7,7	7,6	7,2	6,2	6,1	

vend et achète dans la région danubienne. En une année moyenne elle vend aux Etats de cette région 59 % de ses fils et articles de soie, 34 % de ses fils et tissus de coton, 30 % de ses métaux bruts, 31 % de ses machines et appareils, 30 % de ses ouvrages de fer, 29 % de véhicules et moteurs. Elle leur achète 76 % des farines qu'elle se procure à l'étranger, 71 % des animaux vivants, 65 % des fourrages et 61 % des céréales.

Bulgarie.

Ce pays est situé dans la partie sud-est du bassin danubien, dont il forme l'aile orientale, avec la Roumanie. Par sa position géographique, la Bulgarie doit être comprise, au même titre que les autres Etats danubiens, dans l'ensemble des pays de cette région. Plus de la moitié de la longueur de ses frontières est commune avec la Roumanie et la Yougoslavie. Le Danube passe sur sa frontière nord, et elle effectue par ce fleuve une bonne partie de son commerce. De plus, le bassin danubien a toujours été pour les courants économiques de la Bulgarie un centre puissant d'attraction.

La superficie de la Bulgarie est de 103.146 km², avec une population de 6 millions d'habitants, dont 80 % vivent de l'agriculture. C'est donc, essentiellement, un pays agricole.

I. AGRICULTURE. — C'est l'activité économique la plus forte de la Bulgarie, d'autant plus que la propriété y est assez morcelée. Les propriétés rurales inférieures à 2 ha. représentent 17,1 % du total ; celles de 2 à 10 ha 68,2 %, celles de 10 à 30 ha., 14 % et celles au-dessus de 30 ha. seulement 0,6 %.

Les terres arables entrent pour 40,23 % dans le total de la superficie rurale, les forêts pour 24,87 %, les pâturages pour 3,88 %, le surplus, soit 31,02 %, comprenant les affectations diverses et les terres non cultivées. Si l'on considère les terres arables, 70 % de leur superficie est cultivée en blé, 17,6 % en plantes fourragères, 5 % en plantes industrielles,

3,8 % en cultures potagères, 2,7 % en vignobles et 0,2 % en roseraies.

Céréales. — Il ressort des chiffres précédents que la production des céréales est la base de la culture agricole de la Bulgarie. Mais la production satisfait **uniquement aux besoins** locaux, sans jouer de rôle important dans l'exportation. Le blé est la céréale la plus cultivée : en 1936, la moitié (1.142.164 ha.) des terres ensemencées l'étaient en blé, avec une production de 16.140.101 quint. Le maïs vient après (26 % des terres ensemencées, avec une production de 8.861.543 quint.), puis l'orge et le seigle, l'avoine, le méteil...

Dans les exportations bulgares, les céréales figurent pour **12 % environ**.

Plantes industrielles. — Elles tiennent un rang très honorable dans la culture et l'exportation, et les progrès sont chaque année croissants. Le tabac figure avec la première place : en 1936, 1.372 villages et 120.362 agriculteurs s'occupent de sa culture, sur une superficie de 37.298 ha., donnant un rendement de 34 millions de Kgs, dont 20 millions pour l'exportation. Le tabac représente à lui seul 40 à 50 % des exportations totales de la Bulgarie ; **65 % des tabacs** exportés sont à destination de l'Allemagne, le reste va vers l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Italie et les Pays-Bas.

Viennent ensuite les plantes oléifères, dont la plus répandue est le tournesol ; en 1936, 156.486 ha. ensemencés, avec un rendement de 1.806.833 quint., dont une grande partie fut exportée. Puis le soya (4.904 ha. et 17.888 quint.), également exporté en quantités considérables ; le sésame, le pavot, le ricin, la pistache ; ces dernières cultures ayant une importance plus restreinte.

La culture du coton est en progrès, mais se montre encore bien loin de couvrir les besoins intérieurs. Le pays n'en produit que 3 millions de Kgs, alors que la consommation y est de 7,2 millions de Kgs.

Les cultures de la betterave à sucre de l'anis, du chanvre et du lin sont secondaires.

Les cultures potagères sont assez étendues (tomates, pommes de terre, haricots, pastèques, melons).

De même pour les vergers : pruniers, pommiers, poiriers et cerisiers, l'exportation portant principalement sur les prunes et les poires.

La viticulture est également développée (90.000 ha., avec un rendement de 280.000 tonnes et 1.7 million d'hectolitres de vin). Le raisin est un important article d'exportation avec 20 millions de Kgs annuellement.

Les légumes et les fruits participent pour 13 % environ dans l'exportation totale de la Bulgarie.

II. ELEVAGE. — C'est une branche prospère du patrimoine économique de la Bulgarie, et l'exportation de ses produits augmente d'année en année, atteignant environ le quart des exportations totales. Le plus développé est l'élevage des volailles, puis viennent les bœufs, vaches, chevaux, buffles et chèvres. Quant à l'élevage des porcs, il ne pouvait, jusqu'en 1935, suffire qu'aux besoins intérieurs, mais ses exportations ont commencé en 1936 (12.754 porcs et 97.431 Kgs de bêtes abattues).

Les produits dérivés (beurre, fromage ordinaire et hachkavol) laissent des excédents pour l'exportation. Depuis 1935, on commence à exporter du saindoux.

III. RICHESSES NATURELLES. — La Bulgarie est assez riche en minerais, mais l'exploitation n'en est pas suffisamment développée. Les minerais les mieux exploités sont les combustibles, principalement le lignite. En 1936, la production totale a été de 1.665.890 tonnes de combustibles, dont 1.564.959 de lignite, presque entièrement consommée à l'intérieur du pays. La même année, on a extrait 1.672 tonnes de minerais d'étain, 6.768 t. de gros sel, 6.258 t. de minerais de fer, 1.135 t. de minerai de plomb, 200 t. de minerai de cuivre et 270 t. de minerai de chrome.

La Bulgarie est également riche en marbres de belle qualité, notamment à Berkovitza, Topolovgrade et Malko-Tarnovo, mais, pour des raisons diverses, ces marbres ne donnent encore lieu à aucune exportation.

Le patrimoine forestier fut en grande partie dévasté par une exploitation irrationnelle et par le manque d'éducation des propriétaires. En 1936, sont heureusement intervenues des mesures de contrôle, qui ont permis de sauver cette richesse. D'après les derniers renseignements, la superficie couverte en forêts est de 3.033.967 hect., soit 30 % de la superficie totale du sol. Les cinq sixièmes (2.580.867 hect.) sont exploitées et le reste composé de forêts en friche. Les cupulifères de basse futaie occupent 60 % de la superficie forestière; les cupulifères de haute futaie environ 20 % et les conifères environ 10 %. Le débit annuel est de 840.000 m³ bois de construction et de 4.210.000 stères de bois de chauffage.

IV. INDUSTRIE. — L'industrie bulgare est encore dans l'enfance, et ne produit que pour le marché intérieur. L'Etat s'efforce, par des subventions et des mesures de protection douanières, de la développer, et certains progrès ont été réalisés.

La plus ancienne et la plus importante industrie est celle des textiles. La Bulgarie possède 215 établissements qui produisent des tissus en coton et en laine. Il est essentiel que cette industrie, de même d'ailleurs que les autres, s'efforce de se procurer dans le pays même les matières premières dont elle a besoin. Elle est déjà parvenue à utiliser le coton et la laine indigènes dans la proportion de 30 %, le reste étant demandé à l'étranger.

Viennent ensuite les industries liées à l'agriculture, dont celles de l'essence de rose, du sucre, de la minoterie, du décorticage du riz, des huiles végétales, des bois, du tabac, puisent la presque totalité de leurs matières premières à l'intérieur du pays. Ces industries sont très importantes, notamment celles de l'essence de rose et du tabac, et forment à elles seules la moitié du total des exportations bulgares.

L'industrie alimentaire dispose de 120 établissements, celle de la fabrication des boissons de 407, l'industrie du cuir de 51, l'industrie du papier de 4, l'industrie métallurgique de 121, celle de la céramique de 96, l'industrie chimique de 108. Mais leur capacité de production est assez limitée.

L'industrie du caoutchouc est de date assez récente, mais fait des progrès appréciables. Elle produit, dans 14 fabriques des chaussures, mocassins et pneumatiques pour voitures automobiles et bicyclettes.

Fin 1936, l'industrie électrique disposait de 111 centrales, avec une production de 167.823 Kw. dont 112.400 fournis par des centrales à force motrice hydraulique, 32.700 par des centrales à vapeur et 22.700 par des centrales à force motrice thermique autre que la vapeur. L'électricité produite utilisée pour la plus grande partie (85 %) par l'éclairage.

La Bulgarie dispose, au total, de 1.200 établissements industriels, occupant 80.000 personnes.

V. COMMERCE. — Les échanges commerciaux de la Bulgarie avec l'étranger sont l'objet de la part du gouvernement d'une attention particulière, car c'est un des moyens principaux de valorisation des richesses nationales, étant donné que la Bulgarie est un pays essentiellement agricole.

Le principal article d'exportation est le tabac (42,7 % de l'exportation totale), pour une valeur de 1.390 levas ; ensuite, les œufs, le bétail, les peaux brutes, l'essence de rose...

Quant aux importations, les textiles occupent la première place (plus de 30 % du total). Viennent ensuite, les métaux, les machines, le pétrole...

Le tableau ci-contre donne un aperçu sommaire de la participation de l'étranger dans le commerce extérieur de la Bulgarie, les chiffres présentant le pourcentage de cette participation de divers pays dans l'exportation et l'importation.

Il en résulte que le principal fournisseur et client de la Bulgarie est l'Allemagne, qui est arrivée, en 1936, à participer pour 60 % dans l'importation et pour 50 % dans l'exportation de la Bulgarie. C'est pourquoi ce dernier pays attache une grande importance à ses relations économiques avec l'Allemagne, avec laquelle il faut de toute évidence compter si l'on veut faire entrer la Bulgarie dans la formation d'une future Entente économique danubienne.

La seconde place, assez loin derrière l'Allemagne, revient

	Importation.					En % de la valeur.					Exportation.				
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	
Allemagne	22,2	23,2	23,3	25,9	38,2	40,2	53,5	29,9	26,2	29,5	26,0	36,0	42,8	48,0	
Autriche	7,6	6,8	7,2	6,0	6,2	4,8	6,4	12,5	7,7	16,7	15,0	9,7	5,3	4,6	
Belgique	2,8	2,4	2,4	2,9	2,8	7,4	1,2	4,6	4,9	8,6	8,9	8,4	3,5	1,0	
France	8,2	9,3	7,0	6,5	4,4	3,8	1,4	5,1	5,2	3,9	2,7	3,3	2,1	1,8	
Hongrie	2,4	1,9	2,2	1,3	0,9	1,0	1,8	2,7	3,8	3,0	0,7	1,2	0,4	2,4	
Italie	10,7	13,6	13,7	15,6	12,7	7,8	3,1	10,5	8,3	5,8	12,5	9,1	9,2	8,7	
Roumanie	7,1	8,0	4,7	3,4	4,9	4,2	3,1	0,4	0,4	0,2	0,2	0,6	0,8	0,3	
Royaume-Uni	8,9	8,2	13,2	10,3	6,9	6,4	4,7	1,6	2,1	1,0	2,5	1,8	2,1	4,4	
Suisse	2,6	2,8	3,2	4,9	6,9	5,9	5,3	2,1	4,2	5,2	6,5	5,2	4,8	2,9	
Tchécoslovaquie	9,0	9,4	9,3	8,4	4,8	3,8	9,8	4,8	6,4	4,6	3,1	3,5	3,6	6,9	
Etats-Unis	3,3	1,9	1,1	1,9	2,3	2,3	1,3	1,7	1,0	0,9	0,8	1,1	0,6	1,0	
Pologne	0,6	1,2	3,1	3,0	1,1	2,1	0,3	8,5	10,2	8,3	5,2	1,7	1,6	2,1	
Yougoslavie	3,8	1,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,1	0,3	0,1	0,2	0,7	

à l'Italie, puissance également intéressée, par suite, dans la question économique du bassin danubien. Viennent après l'Autriche, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, tous trois pays de la région danubienne. La France, la Suisse, le Royaume-Uni, la Pologne, la Belgique et les Etats-Unis sont également en rapports commerciaux avec la Bulgarie. Les deux autres Etats du bassin du Danube, la Roumanie et la Yougoslavie, n'ont avec la Bulgarie que des relations commerciales assez faibles, à cause de leur structure économique analogue à la structure bulgare.

En ce qui concerne spécialement les relations commerciales avec les cinq pays du Danube, les plus fortes sont celles avec l'Autriche, où la Bulgarie exporte du tabac, des œufs, de la volaille et des légumes, et d'où elle reçoit des textiles, du fer et des produits forestiers. Vient ensuite la Tchécoslovaquie, à laquelle la Bulgarie vend presque les mêmes produits qu'à l'Autriche ; et d'où elle importe des textiles, des produits chimiques et des machines. Beaucoup plus faibles sont les relations avec la Hongrie, à cause de leur structure analogue. Avec la Roumanie et la Yougoslavie, les échanges sont encore moins importants, toujours pour la même raison. La Bulgarie importe de Roumanie des peaux et des graines jardinières et en importe du pétrole, des articles en bois et des produits chimiques. Elle exporte en Yougoslavie des graines de plantes industrielles et de cultures potagères et en importe des chevaux et produits chimiques. En 1936, les milieux yougoslaves ont montré plus d'intérêt pour la houille et les briquettes bulgares et les milieux bulgares se sont plus intéressés aux minerais et produits chimiques yougoslaves.

Hongrie.

La Hongrie se trouve au centre de la vallée danubienne, n'ayant à ses frontières que des Etats danubiens. Elle est bornée au nord par la Tchécoslovaquie, à l'ouest par l'Autriche, au sud par la Yougoslavie et à l'est par la Roumanie.

C'est donc un pays cent pour cent danubien. Aussi possède-t-elle la partie moyenne du Danube, cette **grande voie** de communication, cette artère qui unit les Etats danubiens entre eux et les relie à l'Europe et à l'Orient.

Ce pays s'étend sur une superficie de 92.950 Km², avec une population de 8.800.000 habitants, dont 54 % vivent de l'agriculture. C'est donc un peuple plutôt **agaire**, mais où l'industrialisation a atteint un degré assez élevé. Il n'en reste pas moins que le gros des exportations de la Hongrie est composé de produits agricoles.

I. AGRICULTURE. — Les principaux produits agricoles de la Hongrie sont les céréales, notamment le froment, qui laisse des excédents appréciables pour l'exportation. Le maïs atteint une production aussi importante que le froment, mais il est surtout employé pour les besoins locaux. Puis viennent le seigle, l'orge et l'avoine. La production en froment en 1936 a été de 24 millions de quintaux, celle de maïs de 26 millions, de seigle de 7 millions, d'orge de 6 millions et demi, et d'avoine de 2 millions 700 mille quintaux.

Quant aux cultures potagères, la plus répandue est celle de la pomme de terre, avec un rendement de 24,5 millions de quintaux en 1936. Parmi les plantes industrielles, la plus cultivée est la betterave à sucre, avec un rendement en 1936 de **11.244.460 quintaux**.

Les cultures fruitières sont également très développées, notamment pour les prunes qui donnent lieu à une forte exportation, et le mûrier, qui est à la base de la culture des vers à soie. Les vignes sont aussi répandues et donnent un rendement annuel de 4,5 millions d'hl. de vin.

II. ELEVAGE. — C'est une branche très développée de l'économie de la Hongrie, en raison des vastes steppes du pays. On y élève des chevaux, des moutons, des bovins et des porcs. Ils laissent un excédent important pour l'exportation, dans laquelle ils entrent pour 10 % du total. D'autre part, les moutons assurent une production de laine de plus de 6 millions de Kgs par an. Egalement développé est l'éle-

vage de la volaille qui, avec les œufs, forme environ 9 % des exportations totales.

III. RICHESSES NATURELLES. — Le pays n'est pas suffisamment riche, ni en minerais, ni en forêts.

Le fer se trouve assez répandu pour que l'exportation en soit possible. La bauxite est plus importante, de même que le manganèse. La production de gaz naturel a été en 1936 de 2,7 millions de M³. Mais c'est le charbon qui manque le plus à la Hongrie, étant donné qu'elle a des besoins industriels de plus en plus pressants. Elle n'en a produit en 1936 que 79,3 millions de quintaux, quantité nettement inférieure à ses besoins, pour l'industrie et les consommations publique et privée.

IV. INDUSTRIE. — C'est la branche économique dont l'importance s'accroît de plus en plus et, sans aucun doute, la Hongrie est sur la voie de se transformer de pays agricole en pays industriel. La plus importante industrie est la sidérurgie, ainsi que l'industrie des machines. En 1935, plus de 3 millions de quintaux de fer ont été employés par les hauts-fourneaux et 5,5 millions d'acier brut dans les aciéries. En ce qui concerne la production des machines, la plus développée est celle des machines agricoles. En 1935, l'industrie des machines représentait environ 10 % de l'exportation totale de la Hongrie.

Viennent ensuite les industries intéressées au bâtiment, comme l'industrie du ciment, de la chaux et des briques, du verre, de la porcelaine et des pierres.

Parmi les industries d'alimentation, à noter les minoteries et les sucreries, les distilleries d'alcool et les brasseries.

Le rôle de toutes ces industries pour l'économie de la Hongrie est appréciable, parce qu'elles donnent lieu à des exportations notables. Les sucreries ont produit en 1936 environ 1,2 million de quintaux de sucre dont 350.000 seulement ont été consommés dans le pays, le surplus restant libre pour l'exportation. Les brasseries ont produit en 1935 près de 60.000 Hl. de bière, complètement consommés à l'inté-

rieur du pays. Quant aux distilleries d'alcool, la production a été de 190.000 Hl. en 1936, dont 37.000 exportés.

L'industrie textile se développe de plus en plus et tente de couvrir les besoins locaux, au moins pour les articles de coton, les tissus de laine, les tissus de jute et le finissage des filés.

En 1935, 2.393 établissements étaient consacrés aux industries du vêtement, avec 15.933 ouvriers ; 4.507 aux industries alimentaires, avec 12.863 ouvriers ; 845 aux industries du bois et de l'os, avec 6.529 ouvriers ; 751 aux industries sidérurgique et métallurgique, avec 5.140 ouvriers...

V. LE COMMERCE. — Le principal article d'importation de la Hongrie est des textiles : vers 20 % de l'importation total du pays. Viennent ensuite les minerais (15 %), dont principalement le charbon. Les suivent le bois et articles en peaux, machines, etc.

Quant à l'exportation, la première place revient aux produits de l'élevage : bétail, volaille, œufs, saindoux, vers 25 % de l'exportation totale du pays. Viennent ensuite, les céréales (15 %), les machines (10 %), les ouvrages en fer, légumes, fruits, plumes, vins...

Le tableau ci-contre donne un aperçu sommaire de la participation de l'étranger dans le commerce extérieur de la Hongrie. Les chiffres présentent le pourcentage de cette participation par rapport à la totalité de l'importation et de l'exportation de la Hongrie.

Ici encore, comme fournisseur, l'Allemagne tient la première place, mais elle est suivie de très près par l'Autriche. Ensuite viennent la Roumanie, l'Italie et la Tchécoslovaquie, puis la Yougoslavie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la France et la Pologne.

Comme client le plus important pour la Hongrie est l'Autriche, qui achète surtout les produits d'élevage et les céréales, de même d'ailleurs que l'Allemagne. Loin derrière ces deux pays viennent l'Italie, puis le Royaume-Uni, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie...

Du même tableau, il ressort que les pays danubiens par-

	Importation.			En % de la valeur.					Exportation.					
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Allemagne	20,0	21,3	24,4	22,5	19,6	18,3	22,6	11,7	10,3	12,7	15,7	11,4	22,2	23,9
Autriche	13,2	11,5	12,4	15,5	19,9	23,4	19,1	30,4	28,1	29,8	30,1	27,1	24,5	18,9
France	2,3	2,8	3,3	4,1	5,6	2,9	1,2	1,2	1,8	4,6	4,7	4,5	3,4	2,3
Italie	4,4	5,0	6,0	5,6	7,4	11,9	7,4	6,9	12,9	9,7	7,8	8,7	8,3	13,3
Pologne	4,8	3,6	4,6	2,0	1,4	1,0	0,9	1,9	1,3	1,1	0,8	0,9	0,8	0,9
Roumanie	9,0	8,9	12,1	12,5	7,8	8,8	13,5	4,5	3,2	3,6	3,4	3,2	4,9	5,5
Royaume-Uni	2,8	4,2	3,9	4,7	4,1	5,3	5,1	3,6	5,6	9,8	6,9	7,8	7,6	8,1
Tchécoslovaquie	21,5	21,0	9,1	10,4	10,3	7,1	4,8	16,4	16,8	4,2	6,8	7,4	4,9	4,5
Etats-Unis	4,6	4,8	4,3	3,9	6,7	5,7	4,9	1,1	0,4	0,7	0,9	1,4	1,1	1,9
Yougoslavie	5,1	5,1	7,2	5,2	6,2	4,1	6,2	5,9	5,7	5,7	6,0	5,4	2,9	2,4

ticipent avec plus de 40 % dans le total des importations de la Hongrie et avec 45 % environ dans le total de ses exportations. Les relations commerciales entre ces Etats sont déjà remarquables, et sans aucun doute elles ne peuvent que se développer encore.

Roumanie.

La Roumanie se trouve dans la partie nord-est de la vallée danubienne, possédant sur son territoire le cours final et les bouches du Danube. La plus grande partie de ses frontières est commune avec la Bulgarie, la Yougoslavie et la Hongrie, tous pays danubiens.

La superficie de son territoire est de 294.954 Km², avec environ 16 millions d'habitants. C'est un pays essentiellement agricole, dans lequel près de 80 % de la population vit de l'agriculture.

I. AGRICULTURE. — Elle constitue l'activité économique principale de la Roumanie et l'occupation prépondérante de sa population. Les terres cultivées forment 57 % de la superficie totale du pays, les forêts 25 %, les divers et terrains incultes 18 %.

La superficie cultivée se répartit comme suit : Terres arables : 13.940.000 ha. ; prés naturels et pâturages : 4.150.000 ha. ; vergers et vignobles : 556.000 ha. En somme, 70 % environ de la superficie cultivée se compose de terres arables. Celles-ci sont, pour une proportion très forte (84,7 %) couvertes de céréales, le reste est réparti entre les cultures potagères, plantes industrielles et prairies artificielles.

Parmi les céréales, la plus cultivée est le maïs, sur une superficie de 5.260.000 ha., soit 37,7 % de la superficie ensemencée, avec une production de 54 millions de quintaux environ en 1936. C'est le principal aliment de la population rurale de la Roumanie, utilisé le plus souvent en farine mixte, et servant pour la fabrication du pain ou la consommation courante. C'est aussi un article d'exportation important, puisqu'il représente de 8 à 12 % de l'exportation totale du pays ;

en 1936, on a livré à l'étranger plus de 7 millions de quintaux. Vient ensuite le blé, cultivé sur 3.432.000 ha., soit 24,6 % de la superficie ensemencée, avec, en 1936, une production de 35 millions de quintaux, dont plus de 6 millions ont été exportés. L'orge est cultivée sur 1.610.000 ha., soit 11,6 % de la superficie ensemencée ; sa production en 1936 a atteint plus de 9 millions de quintaux, dont plus de 5 millions exportés. L'avoine est cultivée sur 800.000 hectares, soit 5,8 % de la superficie totale, avec une production, en 1936, de 8,5 millions de quintaux, dont 181.350 exportés. Vient ensuite le seigle, dont la production annuelle est d'environ 40.000 wagons.

Les cultures fruitières sont assez répandues, satisfont les besoins du pays, laissant même un léger excédent pour l'exportation.

Parmi les cultures potagères, la plus développée est celle des haricots, qui couvre 104.000 ha., soit 7,5 % de la totalité de la superficie cultivée, avec une production, en 1936, de 2.200.000 quintaux, dont près de 500.000 exportés.

Au premier rang des plantes industrielles figure le tabac, sur 16.000 hectares, avec un rendement de 18 millions de Kgs par an, dont 50.000 exportés. On cultive également le colza, le lin, le chanvre et la betterave sucrière.

La culture de la vigne est très répandue, notamment sur les coteaux subcarpathiens et transylvaniens. La production annuelle en vin est de 6 millions d'Hectolitres environ.

II. ELEVAGE. — Il forme également une grande richesse de la Roumanie, où l'on compte plus de 2 millions de chevaux, 4 millions et demi de bœufs, près de 12 millions de moutons, près de 3 millions de porcs.

III. RICHESSES NATURELLES. — En ce qui concerne les minerais, la Roumanie est très riche, notamment en pétrole, sa principale production. Elle vient au sixième rang des pays producteurs du monde entier, et au deuxième rang en Europe, après l'U.R.S.S. Les sources les plus abondantes se trouvent en Moldavie (Bacan) et en Montanie (Pralow, Dambovitza

et Buzeu). La production de pétrole s'accroît d'année en année, et est passée, pour le pétrole brut, de 1.108.924 tonnes en 1920, à 5.792.311 en 1930, 7.400.000 en 1933 et 9.412.503 en 1936. Près de 20 % de cette production est consommée à l'intérieur du pays, le reste est exporté. Le pétrole et ses dérivés représentent la moitié de l'exportation totale de la Roumanie. Les acheteurs principaux sont l'Angleterre, la France, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Yougoslavie et la Hongrie. L'Autriche, la Yougoslavie et la Hongrie achètent à la Roumanie 80 à 90 % du pétrole dont elles ont besoin.

La Roumanie est assez riche en charbon, grâce à la Transylvanie, où se trouvent les quatre cinquièmes des charbonnages du pays. Tous les gisements sont de lignite, notamment dans le département de Hunedoara, d'où on a extrait 1,8 millions de tonnes, 65 % de la production totale en charbon de la Roumanie. La houille se trouve à Banat et en Transylvanie (316.434 tonnes en 1936). La plus forte partie de la production est consommée dans le pays même, principalement par les chemins de fer et les établissements industriels. Peu de quantités sont exportées.

Le fer se rencontre à Ghelar, en Transylvanie, à Dognecea dans le Banat et à Campulang et Odorhei en Bukovine ; on en extrait approximativement 100.000 tonnes par an.

Citons également la production d'or (5.092 Kgs en 1936), d'argent (19.384 Kgs), de cuivre (200.000 Kgs), de manganèse, de chrome et de mercure.

Les carrières sont assez nombreuses, les plus anciennes étant de la Dobroudga. On en extrait la pierre calcaire, le basalte, le marbre, le granit, ainsi que du gravier, de l'argile et du tuf.

Les gaz naturels existent en quantités considérables. On les rencontre comme gaz de pétrole dans les régions pétrolifères, et comme gaz méthane. Les réserves en sont évaluées à 2,5 millions et demi de M^3 pour le gaz de pétrole et 200 millions de M^3 pour le gaz méthane. La consommation de gaz naturel est de 1,5 million de M^3 par an, dont le quart est employé pour les usages domestiques, éclairage et chauffage et le reste pour l'industrie.

Les forêts sont également une richesse importante de la Roumanie. Elles s'étendent sur 6.448.475 ha., soit 22 % de la superficie totale du pays. La plus réputée des espèces forestières est le hêtre, qui occupe 1.452.751 ha., soit 38 % de la superficie boisée, et dont la production a été en 1935 de 781.000 tonnes, l'exportation en absorbant 97.000 tonnes. Viennent ensuite le sapin (1.614.419 ha., avec une production de 2.068.000 t., dont 750.000 exportées), le chêne (1.548.774 ha., avec une production en 1935 de 1.976.000 tonnes, dont 54.380 exportées)...

La Roumanie est également riche en houille blanche. Les disponibilités hydrauliques sont évaluées à 1.500.000 CV environ. Les établissements exploitant cette énergie sont disséminés sur tout le territoire et la force est destinée aux usages industriels et à l'éclairage.

IV. INDUSTRIE. — L'industrie roumaine est très jeune, et sort à peine de l'enfance. Avant la guerre, elle était extrêmement faible, le pays devant importer 85 % des produits industriels qui lui étaient nécessaires. Depuis lors, la Roumanie a reçu certaines régions, telles que la Transylvanie et le Banat, riches en minerais et charbons, ce qui lui a permis d'avoir des bases solides pour le développement de ses industries. Mais celles-ci ne font vivre encore que 10 à 12 % de la population, et ne satisfont que 30 % environ des besoins du pays.

D'après le nombre d'établissements, la première place revient à l'industrie alimentaire (25 % de l'ensemble). Puis viennent les industries du bois, des textiles, de la métallurgie, des matériaux de construction.

Les plus forts sous-groupes de l'industrie alimentaire sont les minoteries, les sucreries, brasseries, distillation des alcools.

L'industrie chimique compte environ 250 établissements occupant 20.000 personnes. Sa principale branche est la distillerie du pétrole. On peut citer, en outre, les industries des carbures de calcium et cyanamides et de la soude.

L'industrie métallurgique ne date que de l'après-guerre. La plus forte est la sidérurgie, qui compte 10 établissements

avec une force de 1,6 millions CV et produit environ 100.000 tonnes de fer environ, couvrant 60 % de la consommation intérieure.

L'industrie textile s'exerce dans plus de 500 établissements. d'une capacité de 50.000 CV, avec 40.000 ouvriers. Mais elle n'arrive à couvrir qu'une petite partie des besoins du pays. L'industrie du papier (150 établissements ayant plus de 30.000 CV et occupant 10.000 ouvriers) permet de satisfaire à 75 % des besoins. L'industrie du bois (800 établissements, 75.000 CV et 40.000 ouvriers) est importante. Quant aux industries électrotechniques, de matériaux de construction, de la verrerie, elles sont peu développées.

V. LE COMMERCE. — De même que tous les pays danubiens, notamment les pays agricoles, la Roumanie attache un soin tout particulier à son commerce extérieur, la balance commerciale étant le facteur principal de sa balance des comptes. Riche en produits **agricoles et matières premières**, ce pays est essentiellement exportateur de céréales, de pétrole et de bétail. Mais, son industrie n'étant pas encore suffisamment développée, l'importation des produits manufacturés sera pendant longtemps encore nécessaire. D'où la difficulté d'équilibrer la balance commerciale, surtout dans les années de mévente des produits agricoles. Heureusement, le pétrole lui donne à cet égard une aide puissante.

Le principal article d'exportation de la Roumanie est le pétrole : 50 % de l'exportation totale du pays. Viennent ensuite : les céréales (15 à 20 %), bois et produits en bois (10 %), produits d'élevage (5 %), légumes, fruits.

Quant à l'importation, le coton et articles en occupent la première place avec 30 à 40 % de l'importation totale. Les autres textiles figurent avec 10 %. Viennent ensuite : le fer et articles en fer (10 %), les machines (10 %), produits chimiques (7 %), cuir.

Le tableau ci-contre nous donne un aperçu sur la participation (en pourcentage) de l'étranger dans les importations et les exportations de la Roumanie.

Il résulte de l'examen de ces chiffres que le principal four-

	Importation.					En % de la valeur.					Exportation.				
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	
Allemagne	24,1	25,1	29,1	23,7	18,9	15,5	24,4	27,6	18,8	11,4	12,3	10,6	16,6	16,6	
Autriche	12,5	11,6	8,8	4,9	9,3	9,8	11,8	9,1	9,1	10,7	6,4	6,6	9,1	12,8	
France	5,5	7,4	7,9	14,1	10,7	11,1	7,2	4,5	6,9	10,9	13,0	12,5	9,7	4,0	
Hongrie	5,0	3,9	3,7	2,1	2,8	4,1	6,9	11,1	7,5	10,2	5,4	3,8	5,5	8,0	
Italie	6,9	7,9	9,8	11,0	10,2	7,3	7,8	7,7	12,9	9,5	10,6	9,3	7,7	16,2	
Pologne	5,1	4,3	4,5	4,6	3,1	3,2	1,7	2,0	1,6	1,9	1,5	1,6	1,5	0,9	
Royaume-Uni	7,3	8,1	8,3	10,8	14,8	16,3	9,8	6,3	11,3	10,1	14,0	15,6	10,0	12,8	
Tchécoslovaquie	13,6	14,6	12,2	12,2	9,5	9,9	10,3	6,2	7,0	7,0	7,0	4,7	5,4	5,9	
Etats-Unis	6,1	5,4	3,7	3,4	3,2	4,2	3,1	0,2	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1	0,2	
Yougoslavie	—	0,3	0,3	0,4	0,8	0,7	0,6	1,7	1,8	1,1	1,4	1,3	1,1	1,1	

nisser de la Roumanie, et de beaucoup, est l'Allemagne. Pendant ces dernières années, le Royaume-Uni s'est assuré la seconde place ; puis l'Autriche, la France, la Tchécoslovaquie et l'Italie. Viennent ensuite : la Hongrie, la Pologne et les Etats-Unis. La Yougoslavie ne figure que pour un pourcentage infime.

Le Reich est également le principal client de la Roumanie. Ce n'est qu'en 1932 et 1933 qu'il a été dépassé par le Royaume-Uni et la France, mais il a repris sa première place en 1934 et 1935. Après lui viennent le Royaume-Uni, la France et l'Italie, puis l'Autriche, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Bien loin après, la Pologne, la Yougoslavie et les Etats-Unis.

Quant aux relations économiques de la Roumanie avec les autres pays danubiens, il ressort du tableau ci-contre que 20 à 30 % de l'exportation totale de la Roumanie sont dirigés vers la région danubienne et qu'elle en importe un pourcentage égal. Le principal fournisseur est la Tchécoslovaquie, qui vend principalement à la Roumanie des textiles, puis du fer et des articles en fer, pierres, machines... La seconde place appartient à l'Autriche, qui vend principalement des textiles et des produits métallurgiques. La Roumanie reçoit de la Hongrie des machines, du fer, du cuir et des tissus ; elle lui vend essentiellement du pétrole et des bois. La Yougoslavie vend des légumes, du fer et du papier. Le commerce avec la Bulgarie est infime.

Tchécoslovaquie.

La Tchécoslovaquie se trouve au nord du bassin danubien, limitée, d'une part, par l'Autriche, la Hongrie et la Roumanie, de l'autre, par des Etats non danubiens, l'Allemagne, la Pologne et l'U.R.S.S. Bien que la longueur de ses frontières communes avec ces trois derniers Etats soit supérieure à celle des frontières qui la séparent des premiers, elle n'en fait pas moins essentiellement partie du bassin du Danube, se trouvant sur le début de son parcours et commandant, par sa position, les courants économiques du bassin.

Sa superficie est de 140.493 Km², avec une population de 15 millions d'habitants, répartie comme suit au point de vue professionnel : 34,9 % dépendent de l'industrie ; 34,6 % de l'agriculture ; 7,4 % du commerce en général ; 5,5 % des transports ; 5,5 % des services publics...

Ces chiffres démontrent l'avantage de l'économie de la Tchécoslovaquie, dont la population se répartit fort heureusement entre l'industrie et l'agriculture, lui donnant l'équilibre de son existence économique, lui permettant d'arriver à un certain degré d'autarchie et réduisant l'amplitude des oscillations des crises. Les efforts des dirigeants ont surtout porté sur le développement de l'agriculture, actuellement organisée de telle façon qu'elle peut satisfaire à tous les besoins du pays.

I. INDUSTRIE. — Avant la guerre également, les pays tchèques possédaient la majorité des établissements industriels de l'Ex-Monarchie, ayant l'avantage de pouvoir écouler leurs produits dans les limites du territoire douanier austro-hongrois. De l'Ex-Monarchie, la Tchécoslovaquie a reçu avec sa nouvelle formation : 100 % de la production en porcelaine ; 92 % de l'industrie minière ; 92 % de la verrerie ; 87 % de la malterie ; 75 % de la cordonnerie ; 75 % de la papeterie ; 70 % de la maroquinerie ; 60 % de l'industrie métallurgique ; 57 % de la brasserie ; 50 % de l'industrie de l'alimentation ; 46 % de la distillerie, etc. Mais, comme le nouvel Etat ne possédait qu'un territoire trop restreint par rapport à cette capacité industrielle, le problème s'est posé sous la forme d'une recherche de débouchés pour l'excédent des produits. D'où l'importance primordiale des exportations pour la Tchécoslovaquie. Aussi le pays tend-il vers l'industrialisation, bien que l'égalité existe à l'heure actuelle entre l'industrie et l'agriculture en ce qui concerne le nombre de personnes employées.

Pour adapter l'industrie tchécoslovaque au nouveau statut territorial de l'Europe danubienne, les milieux compétents du pays élaborèrent un plan d'action, en agissant de façon si prudente qu'ils surmontèrent toutes les difficultés. Ils sont

arrivés, non seulement à obtenir que d'une façon permanente les exportations dépassent les importations, mais encore que la capacité de production soit augmentée.

Si l'on considère le nombre des personnes employées, la première place appartient aux industries métallurgique et mécanique (6,79 % de la population) ; puis viennent les industries du bâtiment (6,41 %), des textiles (3,57 %), du bois (3,05 %), des usines et forges (2,81 %), des vêtements (2,47 %). D'après le nombre d'établissements, la première place appartient à l'industrie de l'alimentation (9.241 établissements) ; viennent ensuite : les industries du bois (3.662 ét.), graphiques (2.933 ét.), carrières (2.901 ét.), métallurgiques (1.938 ét.), textile (1.686 ét.). Quant au capital engagé, d'après les chiffres de 1930, il était investi 11,3 % dans l'industrie lourde, 9,1 % dans l'industrie mécanique, 8,7 % dans l'industrie textile, 7,9 % dans les mines, 7,9 % dans les industries de la pierre et de la verrerie, 7,2 % dans l'industrie chimique, etc.

La plus importante au point de vue de l'exportation est certainement l'industrie textile, qui envoie sur les marchés extérieurs 70 % de sa production, employant plus de 250.000 ouvriers, dont 60.000 dans l'industrie lainière et 32.000 dans l'industrie linière. Il faut noter que cette industrie a de très anciennes traditions en Tchécoslovaquie. Citons notamment l'industrie du coton, avec 3.600.000 broches et 100.000 métiers, concentrée surtout en Bohême, à Liberec.

L'industrie métallurgique est également très développée, grâce à la présence de minerais de fer et de houille. Les plus importants établissements sont en Bohême, contrée riche en fer, mais obligée d'importer le coke. Viennent en première ligne les entreprises de l'acier, dont les plus grandes et les plus connues sont les usines de Skoda, avec 11 établissements. La gamme des productions est extrêmement variée : matériel de guerre, locomotives, automobiles, avions, moteurs, outillage industriel, machines pour les sucreries, brasseries, malteries, etc.

L'industrie des produits alimentaires est également très importante, employant près de 500.000 personnes. Surtout

les sucreries, spécialité de la Tchécoslovaquie, qui ont travaillé en 1936 plus de 40 millions de quintaux de betteraves, et fabriqué plus de 7 millions de quintaux de sucre, dont 70 % ont été absorbés par la consommation intérieure et 30 % exportés.

Nous ne faisons que citer les brasseries, malteries et distilleries, qui occupent, elles aussi, une place de tout premier ordre.

L'industrie laitière est non moins importante, avec ses 795 établissements, produisant chaque année 120.000 quintaux de beurre, 150.000 quintaux de fromage blanc et environ 100.000 quintaux d'autres fromages. Quant aux minoteries, elles sont au nombre de 9.220, et travaillent annuellement 2 millions de tonnes de céréales.

Les industries du verre et de la porcelaine tirent leurs matières premières presque entièrement du pays même, et exportent de 80 à 90 % de leur production. Celle-ci jouit d'une réputation européenne. Les fabriques occupent plus de 120.000 personnes.

L'industrie chimique, très développée, approvisionne le pays en alun, acide sulfurique, potasse, soude, saccharine, et surtout engrais artificiels, intéressants pour l'intensification de l'agriculture tchécoslovaque. Au point de vue des produits chimiques et pharmaceutiques, la Tchécoslovaquie a réussi à s'affranchir de la dépendance de l'étranger, et à exporter des quantités appréciables.

Les industries du bois sont favorisées par l'étendue des forêts. On compte environ 3.000 scieries, ayant une capacité de production de 4,5 millions de M³ de planches par an, faisant vivre près de 500.000 personnes. Dans cette catégorie rentrent les fabriques de cellulose, de pâte de bois, de papier et de carton, exportant près des deux tiers de leur production.

Egalement développée est l'industrie du cuir, notamment en ce qui concerne la ganterie. La fabrication des chaussures a pris, après la guerre, un essor très rapide et a acquis une renommée mondiale, grâce à un industriel d'une remarquable envergure, M. Thomas Bata, qui dirige 32 fabriques, avec

16.000 ouvriers et d'une capacité de production de 150.000 paires de chaussures par an.

II. AGRICULTURE. — Elle occupe une place aussi importante que l'industrie. L'existence d'un parti agrarien, fort et discipliné, et le fait que les agrariens tchécoslovaques sont l'élément le plus sûr, ont conduit les pouvoirs publics à développer les intérêts agricoles dans la plus large mesure.

L'agriculture tchécoslovaque est intensive et mécanisée, usant abondamment des engrais chimiques et des machines, et arrivant à couvrir la plus grande partie des besoins intérieurs, ainsi qu'à approvisionner en matières premières les industries agricoles.

Sur la superficie totale de la Tchécoslovaquie, 42 % sont des terres arables, 33 % des forêts, 9,8 % des prairies, 8,5 % des pâturages, le reste ayant des affectations diverses.

La plus grande partie des terres arables est affectée à la production des céréales, notamment le froment (17 millions de quintaux en 1935), le seigle (16,4 millions de quintaux), l'orge (10,3 millions de quintaux).

Les plantes industrielles les plus répandues sont le houblon (141.476 Hl.), la betterave à sucre (35 millions de quintaux), et le tabac (près de 14 millions de Kgs).

Les cultures potagères occupent une place importante dans l'agriculture tchécoslovaque, et couvrent les besoins intérieurs. La culture des pommes de terre est, notamment, prospère. Elle occupait, en 1935, 750.000 ha. avec un rendement de 61,8 millions de quintaux. La viticulture, par contre, est insuffisante pour la consommation du pays, bien que sa production soit appréciable (328.576 Hl. de vin). De même de la culture fruitière.

III. ELEVAGE. — La superficie occupée par les prairies et pâturages est assez restreinte, et l'élevage est, en conséquence, peu développé. On n'y élève d'animaux que dans la mesure des besoins pour le travail des champs, et la motorisation de l'agriculture a diminué, sous ce rapport, ces besoins. Aussi la Tchécoslovaquie doit importer du bétail en

assez grande quantité, exception faite, cependant, pour l'espèce porcine, qui est en progrès constant.

IV. RICHESSES NATURELLES. — Le sous-sol est particulièrement riche : houille, lignite, fer, urane, mercure, antimoine, sel, métaux précieux, etc.

La production de charbon suffit largement aux besoins intérieurs. Cette production a atteint son chiffre le plus fort en 1929 (16 millions de tonnes de houille, 22,6 millions de tonnes de lignite). En 1936, elle a baissé à 12,4 millions pour la houille et 16 millions pour le lignite.

L'extraction du minerai de fer est assez variable. En 1936, la production a été de 1.139.800 t. en fer brut et 1.559.500 t. en aciers.

Dans la même année, on a extrait 5.462 t. de manganèse, 3.403 t. de plomb, 5.209 t. de cuivre, 147.299 t. de sel. L'or produit a été de 1.400 Kgs, l'argent de 25.500 Kgs.

Seule, la production de charbon fait largement face à la consommation intérieure ; les autres produits miniers ne lui suffisent pas.

Les forêts couvrent plus de 4 millions d'hectares, soit 33 % de la superficie totale. Seules en Europe, la Suède, la Finlande, la Yougoslavie et l'Autriche possèdent une richesse forestière supérieure. Elles sont exploitées de façon rationnelle, et représentent un facteur important dans les exportations. La production annuelle est évaluée à 18 millions de M³.

V. LE COMMERCE. — Nous avons déjà indiqué, que la Tchécoslovaquie est essentiellement un pays exportateur. Tous les efforts des pouvoirs publics ont tendu au développement de l'exportation, et c'est pour ainsi dire le seul des pays danubiens dont la balance commerciale accuse, de façon permanente, un excédent appréciable.

La Tchécoslovaquie importe principalement les produits d'alimentation et les matières premières, nécessaires à son industrie (coton, laine, coke).

Elle exporte surtout les produits de la métallurgie et de

l'industrie textile. Viennent ensuite le verre, la porcelaine, le cuir, les minerais, le bois...

En ce qui concerne la participation de l'étranger dans le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie, le tableau ci-contre en donne un aperçu sommaire (en pourcentage).

Le principal client et fournisseur est l'Allemagne. C'est un fait essentiel, que l'on rencontre pour presque tous les pays danubiens, avec lequel on doit, en conséquence, compter dans l'étude et la solution de la question danubienne. Aussi la Tchécoslovaquie s'est-elle toujours montrée opposée à toute combinaison qui, sur quelque point que ce soit, serait dirigée contre l'Allemagne.

La France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et les pays danubiens viennent fort après l'Allemagne, tant pour les exportations que pour les importations.

Il est à noter que les relations commerciales de la Tchécoslovaquie, avec les autres pays danubiens, ne sont pas suffisamment développées. Les plus fortes sont celles que la Tchécoslovaquie entretient avec l'Autriche, bien que leur structure soit semblable, étant toutes deux industrielles. La Tchécoslovaquie importe d'Autriche des fils et tissus de soie, articles de fer et de cuir. Elle y exporte ses produits en laine et coton, du charbon, de l'orge, du houblon, et beaucoup de produits chimiques.

Les échanges sont moins forts avec la Hongrie, qui achète principalement des textiles, du charbon, du bois, de la verrerie, du fer, du sucre et du papier, et qui vend des céréales, bœufs, porcs et légumes.

Avec la Roumanie et la Yougoslavie, les échanges augmentent de plus en plus, surtout depuis la formation de la Petite Entente Economique. La Tchécoslovaquie importe de Roumanie des céréales, du bétail, des légumes et surtout du pétrole ; elle y exporte les textiles, les produits de son industrie métallurgique, du sucre, de la bière, du papier, etc. De la Yougoslavie, elle importe du maïs, des porcs et des bœufs, des légumes, du tabac et, dans ces dernières années, beaucoup de cuivre. Elle y exporte principalement des textiles, des produits en fer, cuir, verre, etc.

	Importation.					En % de la valeur.					Exportation.				
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	
Allemagne	25,0	25,4	28,0	24,2	19,8	19,4	17,3	19,3	17,0	15,5	16,2	17,7	21,5	14,9	
Autriche	7,8	7,7	7,2	5,5	4,9	5,1	4,6	15,0	14,0	13,7	14,0	12,2	10,6	9,5	
France	3,8	3,6	3,8	3,9	6,2	6,4	5,6	1,6	2,3	3,5	4,9	5,5	4,1	4,0	
Hongrie	4,8	5,9	1,1	1,5	2,7	2,0	2,0	6,4	5,8	2,2	2,7	3,2	2,1	1,8	
Italie	2,3	2,4	2,9	3,1	3,8	3,8	2,8	2,7	2,8	2,6	2,6	2,8	2,9	2,6	
Pologne	6,5	5,6	5,3	4,6	3,1	3,7	3,7	4,4	3,7	3,0	2,5	2,8	2,0	3,3	
Roumanie	2,4	3,6	4,8	4,1	2,9	2,9	3,9	3,8	3,4	2,6	4,1	3,7	3,7	4,8	
Royaume-Uni	4,1	3,7	3,7	4,2	4,6	5,2	5,4	6,9	7,9	10,3	5,5	6,1	6,4	6,9	
Etats-Unis	5,5	5,0	4,1	11,4	7,6	5,5	5,9	7,2	5,6	6,1	6,8	7,2	6,8	7,7	
Yougoslavie	1,7	2,8	3,3	4,8	3,8	3,1	5,4	5,6	8,7	6,3	5,5	3,3	3,5	4,0	

Quant à la Bulgarie, elle ne participe que très peu au commerce de la Tchécoslovaquie. Ce dernier pays en importe des légumes, du tabac et des œufs ; il y exporte des produits textiles et métallurgiques.

Yougoslavie.

Ce pays est situé dans la partie sud-ouest du bassin danubien, englobant également une partie de la péninsule balkanique. Il a des frontières communes avec l'Autriche, la Bulgarie et la Roumanie, sur un total de 1.825 Km. ; 904 Km. de frontières lui sont communes avec d'autres pays, non danubiens. Dès lors, sa situation dans l'Europe danubienne présente une grande importance. Elle possède une superficie de 247.542 Km², avec une population de 15 millions d'habitants, dont 12 millions environ dans les campagnes et le surplus dans les villes. C'est un pays essentiellement montagneux ; les plaines ne s'étendent même pas sur un cinquième de la superficie totale.

Au point de vue hydrographique, la Yougoslavie est très bien arrosée par de nombreux cours d'eau et par le Danube, qui la traverse sur une longueur de 591 Km., soit 20,7 % de sa longueur totale. Le plus long fleuve de la Yougoslavie est la Sava, 939 Km., navigable dans une grande partie de son cours, de même que la Bojana, la Neretva, la Tissa et la Drava, qui possèdent, de ce fait, une grande importance au point de vue économique. Quant au Danube, il est entièrement navigable sur tout son parcours à travers la Yougoslavie, d'où l'intérêt primordial qu'il présente ; il constitue la meilleure voie de communication avec les Etats danubiens, avec la Mer Noire et les ports allemands, depuis la construction du canal Danube-Rhin. Mais la principale voie navigable de la Yougoslavie est la mer Adriatique. Le littoral yougoslave sur cette mer s'étend sur 1.570 Km., avec 363 ports, dont 58 sont bien outillés pour le trafic. Les ports de Susake, Sibenik et Doubrovnik possèdent des communications ferroviaires avec l'intérieur du pays et c'est par eux que s'effectue la majeure partie du trafic international. Par

eux également, la Yougoslavie communique avec les grandes lignes maritimes de la Méditerranée.

En raison de la nature de son sol et de son climat, la Yougoslavie est un pays agricole. Au point de vue professionnel, sa population est répartie dans la proportion de 76 % à l'agriculture, 9 % à l'industrie, 3,5 % au services publics et aux professions libérales, 3,2 % au commerce...

I. AGRICULTURE. — C'est la branche principale de l'économie yougoslave. Sur la superficie totale, 47 % des terres sont cultivées, 31 % couvertes de forêts et 22 % avec des affectations diverses.

D'après les dernières statistiques de 1933, la superficie cultivée se répartissait comme suite : 7.231.078 ha. de terres arables ; 4.327.083 de pâturages ; 1.861.942 de prairies ; 252.228 de vergers, 194.001 de vignobles, etc. Près de 6 millions d'hectares de terres arables étaient affectés à la culture des céréales, dont la production totale annuelle est d'environ 65 millions de quintaux. La première place revient au maïs (43 % de la superficie emblavée), dont la production a été de 51 millions de quintaux en 1936 ; 60 % de cette production est consommée à l'intérieur du pays, le surplus exporté. Le blé détient la seconde place, avec 36 % de la superficie emblavée et une production moyenne de 22 millions de quintaux (29,2 en 1936) ; 65 % de cette production est consommé à l'intérieur du pays, le reste exporté. Viennent ensuite, l'orge (4 millions de quint.) ; l'avoine (3,5 millions de quint.) ; le seigle (2,5 millions de quint.).

Les cultures potagères n'occupent que 4 % de la superficie des terres arables, avec une production moyennée annuelle de 18 millions de quintaux, notamment en haricots, nourriture principale de la population.

La culture des plantes industrielles s'est particulièrement développée au cours de ces dernières années, pour une double raison : mauvaise conjoncture pour les céréales, sur les marchés européens, ce qui a détourné les agriculteurs vers la culture des plantes industrielles ; — développement de l'industrialisation du pays, et nécessité d'un approvisionne-

ment en matières premières. Mais, pour la plupart des plantes, la production intérieure est encore loin de suffire aux besoins. Les principales cultures sont : le chanvre, avec un rendement de 270.000 quintaux, dont 40 % sont exportés, la Yougoslavie venant au second rang parmi les pays européens exportateurs de chanvre, après l'Italie ; — le houblon, avec une production suffisante pour permettre d'exporter 75.000 quintaux ; — le tabac, avec un rendement de 15 millions de Kgs, dont un tiers exportés ; — la betterave à sucre, la plus répandue des cultures industrielles, occupant un tiers de la superficie affectée à ces cultures ; le rendement, en 1933, a atteint 7 millions et demi de quintaux ; — le pavot, dont la production annuelle est de 14.000 quintaux, etc.

La vigne est cultivée sur 200.000 hectares, avec une production de 4 millions d'hectolitres, dont un quart pour l'exportation.

La culture fruitière occupe une place importante, notamment en ce qui concerne les prunes. On compte environ 40 millions de pruniers en Yougoslavie, avec un rendement de 6 millions de quintaux. Un quart de cette production est exporté, soit comme prunes fraîches, soit comme fruits secs, soit comme confitures. Viennent ensuite, les pommiers, poiriers et noyers. Les autres fruits, olives, cerises, marrons sont à peine suffisants pour la consommation intérieure.

Sur la valeur totale des exportations yougoslaves, le tiers revient à l'exportation des produits agricoles.

II. ELEVAGE. — Il vient en seconde place, après l'agriculture, et représente 28 % des exportations totales. Si l'on compte les produits de l'élevage parmi les produits agricoles, il ressort que plus de la moitié de l'exportation yougoslave est composé de produits agricoles. La prospérité de cette branche économique conditionne donc la prospérité générale du pays.

III. RICHESSES NATURELLES. — La Yougoslavie est très riche en minerais, mais leur exploitation n'est pas encore complète ni rationnelle. La production porte sur la

houille, le fer, le cuivre, le chrome, le manganèse, le plomb, etc.

La houille est le principal produit. La Yougoslavie possède 237 houillères, avec une production moyenne de 5,6 millions de tonnes par an, consommée presque totalement dans le pays. — Le fer produit est exporté en presque totalité, car l'absence de coke met obstacle au développement de la métallurgie ; en 1936, l'exportation atteignait 313.426 tonnes sur une production de 430.000 tonnes. Les mines de cuivre sont importantes et, de ce fait, la Yougoslavie se classe parmi les premiers pays européens producteurs. Les plus connues sont celles de Bor, de Trepca et de Majdan Pek. Tout le cuivre brut est exporté à l'étranger, car les mines appartiennent aux capitalistes d'autres nations. — De même les mines de plomb sont aux mains des capitalistes étrangers. Leur production totale a été de 685.000 tonnes en 1933. — Le chrome se trouve dans les environs de Skoplie et de Bosnie ; sa production a été de 25.000 t. environ en 1933. Les mines de manganèse ne sont que très faiblement exploitées ; leur production n'a été en 1933 que de 529 t., contre 40.000 avant la guerre. — La production de zinc, soit 3.500 tonnes, est presque entièrement exportée. — La bauxite est une richesse importante du pays et le classe au troisième rang des pays européens producteurs. L'extraction a été de 86.642 tonnes en 1933, également exportée presque en entier. — Le sel se trouve notamment à Tuzla, qui donne environ 40.000 tonnes annuellement, production insuffisante pour les besoins intérieurs. Aussi procède-t-on à l'extraction du sel marin.

La Yougoslavie possède également des gisements de pétrole, mais la production est encore faible et loin de satisfaire les besoins du pays, qui atteignent 100.000 tonnes par an.

On trouve aussi du gypse, du marbre, de l'antimoine, de l'argent et d'autres minerais, mais en quantités bien plus modestes.

Le tiers de la Yougoslavie est couvert de forêts, qui représentent ainsi un facteur économique considérable. Les cou-

pes de bois atteignent environ 16 millions de m³ par an, dont 4 sont destinés aux besoins du pays et le reste pour l'exportation, qui est l'une des plus fortes, atteignant 18 % du chiffre total des exportations. Ce sont principalement les bois de construction qui sont demandés par les marchés, puis les traverses de chemins de fer, bois de chauffage, etc.

D'abondantes sources d'énergie hydraulique existent en Yougoslavie, évaluées approximativement à 3 millions de chevaux au minimum et à 9 millions au maximum. Mais ne sont en exploitation, jusqu'à ce jour, que 200.000 CV, soit 5,7 % du total minimum.

IV. INDUSTRIE. — Le développement industriel est bien loin d'être suffisant. La plus forte est l'industrie forestière, qui se compose : de scieries, au nombre de 3.000, fabriquant des poutres et des madriers, avec une production annuelle de 10 millions de m³, dont les quatre cinquièmes sont utilisés dans le pays, le cinquième étant exporté ; — d'établissements industriels, pour la fabrication d'articles en bois semi-manufacturés : meubles, parquets, cannes, tonneaux, etc. ; — d'usines pour la fabrication des dérivés chimiques du bois : distillation du bois (charbon, gaz, alcool), cellulose, allumettes, tannin.

L'industrie alimentaire se compose de minoteries, sucreries, fabriques de conserves et de pâtes alimentaires.

D'une façon générale, les industries sont loin de pouvoir suffire à la consommation intérieure.

V. COMMERCE. — Dans les premières années qui suivirent la guerre, la balance commerciale de la Yougoslavie était nettement déficitaire. Le pays avait été dévasté par l'occupation, l'industrie nationale était presque inexistante. Il en résultait la nécessité de procéder à des importations massives. Le déficit de la balance commerciale dépassait parfois 2 milliards de dinars.

Mais, une fois la situation économique du pays consolidée, les importations commencèrent à diminuer et les exportations vinrent apporter un frein régulateur. Depuis 1924, la balance commence à se solder par des excédents et la

situation s'est, de ce fait, nettement améliorée, exception faite de légers déficits en 1927, 1928 et 1930.

En ce qui concerne la politique commerciale, la Yougoslavie a passé par les mêmes phases que les autres pays danubiens. Immédiatement après la guerre, le commerce s'exerçait dans le cadre des *accords de compensation* à court terme ; ce fut la plus triste époque pour le commerce yougoslave. Le gouvernement n'arrivait pas à se mettre d'accord sur les traités commerciaux, et ce furent les industries privées qui organisèrent les échanges sur la base des compensations : viande de Yougoslavie contre tissus d'Autriche, etc. Puis vint la seconde phase, pendant laquelle les Etats entrent en rapport et concluent des *accords de contingentement*. On entre ensuite dans la période où de véritables traités de commerce sont conclus, contenant la clause de la nation la plus favorisée et des tarifs douaniers. Actuellement, la Yougoslavie possède des traités de commerce avec tous les pays avec lesquels elle est en relations commerciales.

Les principaux produits d'exportation sont les céréales et les bois. Viennent ensuite les produits d'élevage, les plantes industrielles, les minerais, les fruits, les produits chimiques et le ciment. Parmi les céréales, le froment ne figure que très modestement. Le principal article d'exportation est le maïs, dont près de la moitié va en Autriche. Près des deux tiers des bois sont dirigés sur l'Italie, la Grèce, l'Algérie, l'Angleterre, la France et la Suisse. Pour les produits d'élevage, les principaux acheteurs sont l'Autriche, la Tchécoslovaquie, l'Italie et l'Allemagne. Les minerais sont exportés principalement en Allemagne, en Belgique, aux Etats-Unis et en France. Les principaux acheteurs de ciment sont la Syrie, l'Egypte, la Tunisie et l'Algérie.

En ce qui concerne l'importation, elle porte surtout sur les textiles : cotons, laine et soie, fournis par l'Autriche et l'Italie en premier rang, puis par la Tchécoslovaquie, le Royaume-Uni et la France. Ensuite viennent les produits métallurgiques, en provenance de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne. Enfin, les produits alimentaires et le charbon.

La participation des pays étrangers dans le commerce extérieur est donnée succinctement par le tableau ci-contre.

Le principal fournisseur de la Yougoslavie est l'Allemagne. C'est surtout depuis le traité du 1^{er} mai 1934, entre l'Allemagne et la Yougoslavie, que la première a accentué son rôle de fournisseur. Plus encore, la politique sanctionniste à l'égard de l'Italie, a influé favorablement sur les importations en provenance de l'Italie. Mais après le traité de commerce du 26 octobre 1936 et les conventions commerciales de mars 1937, l'Italie a retrouvé ses marchés en Yougoslavie.

Après l'Allemagne vient l'Italie, puis la Tchécoslovaquie et l'Autriche.

Quant aux clients de la Yougoslavie, le principal est l'Italie. Les sanctions de 1936 ont également diminué les exportations yougoslaves vers l'Italie, mais, en 1937, les courants commerciaux ont repris. Viennent ensuite, l'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Quelques mots des relations commerciales de la Yougoslavie avec les cinq pays danubiens. Dans le tableau qui précède, on voit la participation de chacun d'eux : l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie. Les importations yougoslaves en provenance de ces pays représentent de 30 à 40 % des importations totales. Les exportations vers ces pays de 30 à 45 % des exportations totales de la Yougoslavie.

L'Autriche est le principal fournisseur et le principal client, en raison de la plus grande différence des économies des deux pays. Ce n'est que pour les produits de l'industrie du bois qu'ils se font concurrence l'un à l'autre. La Yougoslavie exporte en Autriche principalement du bétail, puis des céréales, des fruits et des minerais. Elle en importe des textiles, du papier, des articles de fer.

Après l'Autriche, vient la Tchécoslovaquie. Les relations commerciales sont les mêmes qu'avec l'Autriche. Sensiblement identiques comme produits sont les importations et les exportations.

Les relations avec la Hongrie sont beaucoup moins in-

	Importation.					En % de la valeur.					Exportation.				
	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	
Allemagne	15,6	17,6	19,3	17,7	13,2	13,9	16,2	8,5	11,7	11,3	11,3	13,9	15,4	18,6	
Autriche	17,4	16,8	15,2	13,4	16,1	12,4	11,9	15,6	17,7	15,2	22,1	21,7	16,4	14,3	
France	4,0	3,9	4,4	4,5	4,2	5,0	4,3	4,0	4,2	4,0	2,7	2,2	1,3	1,6	
Hongrie	6,5	5,8	5,3	5,0	3,9	2,9	2,9	6,8	7,2	6,6	4,1	3,5	3,5	5,0	
Italie	10,8	11,2	10,3	12,7	15,9	15,5	10,0	24,9	28,3	25,0	23,1	21,5	20,6	16,7	
Roumanie	2,4	3,2	1,6	3,0	2,6	1,8	1,8	12,9	3,0	1,9	3,1	3,2	1,1	0,4	
Royaume-Uni	5,6	5,9	6,6	7,4	9,7	9,3	10,1	1,3	1,5	2,0	2,1	2,7	4,7	5,3	
Tchécoslovaquie	17,5	17,6	18,2	15,6	12,1	11,7	14,0	5,4	8,2	15,5	13,2	10,8	11,3	13,4	
Etats-Unis	4,7	4,1	4,2	4,4	5,1	6,4	6,2	1,6	0,9	1,0	0,9	1,9	4,1	5,6	

tenses, en raison de la structure analogue de l'économie dans les deux pays. La Yougoslavie exporte en Hongrie du maïs, du bois (construction, chauffage et charbon de bois), des minerais, des peaux, des fruits et des produits chimiques. Elle en importe des articles métallurgiques, des cotons, machines et objets d'électrotechnique, eaux minérales et semences oléagineuses.

Relations également peu importantes avec la Roumanie. La Yougoslavie importe principalement le pétrole et ses dérivés. Elle exporte le fer, le cuivre, le papier et certains produits chimiques.

Avec la Bulgarie, peu d'échanges, étant donné la similitude de structure économique. La Yougoslavie importe principalement des semences oléagineuses et autres. Elle exporte des chevaux, des produits chimiques et du papier.

CHAPITRE II.

LES IDEES D'AVANT-GUERRE SUR LE RAPPROCHEMENT DES PAYS DANUBIENS.

Les idées concernant le rapprochement des pays danubiens remontent assez loin dans le passé. Elles se modifièrent lorsque ces pays changèrent d'aspect politique et économique ; mais nombre d'entre elles ressuscitèrent au cours de certaines phases du développement économique et politique des pays danubiens, constitués après la guerre. Il est dès lors utile d'exposer certaines d'entre elles, notamment celle des pangermanistes, bien connue, sur le *Mitteleuropa*.

Avant la guerre, le rapprochement des pays danubiens était préconisé, soit au point de vue économique, soit au point de vue politique, soit aussi à ce double point de vue simultanément. Nous ne donnerons que de brèves explications concernant le point de vue politique, notre travail étant plutôt d'ordre économique.

Le bassin danubien était alors partagé entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Roumanie et la Bulgarie. Les deux premiers Etats étaient les tenants de toute l'activité économique et politique dans la vallée danubienne, les trois autres ne jouant qu'un rôle effacé.

Cependant, déjà en 1840, dans la petite Serbie — pivot de la grande Yougo-Slavie actuelle —, les hommes d'Etat commencèrent à songer à la formation d'une grande confédération danubienne. Le Prince Michel de Serbie, homme possédant une haute culture, envisage la libération et l'unification de tous les éléments slaves qui composent aujourd'hui la Yougoslavie, en même temps qu'il entretient des rapports amicaux avec les hommes d'Etat de la Roumanie et de la Hongrie, à l'effet d'étendre à ces deux pays la confédération projetée.

D'après ses vues, son premier ministre, Ilija Garasanin, également très cultivé, dresse, en 1844, un programme écrit, connu sous le nom de « Natchertanïe ». Ce programme envisageait principalement le rapprochement des peuples balkaniques, mais prévoyait aussi la possibilité d'un élargissement vers les pays danubiens. Son auteur l'avait dressé sous l'influence des émigrés tchèques et polonais vivant alors à Belgrade. Il était, d'autre part, en rapport avec Louis Kossuth et les autres libéraux hongrois, proscrits de 1848. Même, en 1850, Kossuth envoya un délégué auprès de Garasanin, pour préparer ensemble le projet d'une confédération danubienne. En lui adressant ce délégué, Kossuth écrivait à Garasanin : « Nous avons la ferme conviction que l'avenir de **notre pays** et des diverses nationalités slaves ne sera assuré que si ces dernières se groupent autour de nous sur la base d'une forte confédération. Nous avons exposé cette conviction à l'Assemblée Nationale de Szeged et, sans les événements malheureux qui se sont produits, le Gouvernement indépendant de la Hongrie aurait considéré comme sa tâche la plus belle de fonder cette confédération. »

Nous voyons donc que Louis Kossuth, le Gouverneur de la Hongrie en 1848 et 1849, prit dès 1850 position en faveur d'une confédération danubienne. Il avait déclaré en substance au colonel polonais, le Comte Zomoyski : « Le but de mes efforts, mon espérance, c'est la création d'une vaste confédération, comprenant la Hongrie, la Pologne, la Croatie, la Serbie et le pays roumain. »

Mais ce n'est qu'en 1862 que, de la part des Hongrois, fut élaboré le plan de cette confédération. C'est le général hongrois Klopka qui se chargea d'en établir les détails et qui pria Kossuth de signer la proclamation qui l'exposait. Kossuth donna sa signature en affirmant, dans une lettre adressée au général hongrois Türr, que les gouvernements français et italien étaient favorables à la création d'une confédération danubienne.

D'après ce projet, les Etats danubiens auraient formé un Etat fédératif avec communauté de régime en ce qui concerne la politique étrangère, la représentation diplomatique, le sys-

tème douanier, l'organisation et la législation commerciales, le régime monétaire et la défense de la Confédération. Il était prévu un Parlement qui aurait à élire un organe exécutif, le Conseil de la Confédération. Belgrade, Budapest et Bucarest, devaient à tour de rôle servir de capitale.

Mais le projet fut lancé trop tard. Les négociations entre l'Autriche et la Hongrie, en vue de la formation d'une union politico-économique, étaient trop avancées. La loi fondamentale du 21 décembre 1867, créant la Monarchie austro-hongroise, rendit caduc les projets formés en vue de la Confédération danubienne.

*
* *

Beaucoup plus grandioses et importants pour les pays danubiens étaient les projets des pangermanistes, qui désiraient arriver à la formation d'un puissant territoire économique et politique en Europe centrale, à savoir le projet d'un *Mitteleuropa*.

Le pangermanisme est né avec le Saint Empire Germanique, qui étendait la suprématie de la race allemande sur une grande partie de l'Europe et dont les Empereurs tentaient d'exercer leur pouvoir aussi bien à Rome et à Vienne qu'à Francfort. Après l'écroulement du Saint Empire germanique, le pangermanisme s'endormit. Ce n'est que depuis 1813, lorsque la Prusse commença à rassembler les pays allemands, et après la victoire de 1870, quand elle se proclama, sous la conduite de Bismarck, héritière du Saint Empire Germanique, que les idées pangermanistes commencèrent à se réveiller. Pour mieux défendre les frontières allemandes, pour appuyer l'Empire sur un bloc solide et pour réaliser ainsi son rêve d'une plus grande Allemagne, Bismarck conçut le plan d'entraîner d'abord l'Autriche, puis l'Italie, dans son orbite politique. Grâce à son génie et avec l'aide du comte Andrassy, le chef politique de la Hongrie, grand germanophile, il réussit à attirer à lui l'Autriche-Hongrie. En jouant habilement du « danger français », il parvint ensuite à mettre également l'Italie dans son jeu et, le 20 mai 1882, fut

signé le traité qui donna naissance à la Triple Alliance. C'était la reconstitution, bien que partielle, de l'Empire Germanique au point de vue militaire. Bismarck ne manqua pas de tenter de réaliser une entente économique étroite entre ces puissances. Mais l'idée était trop jeune pour pouvoir réussir.

Grand esprit politique, Bismarck s'arrêta là, craignant qu'un pangermanisme démesuré ne provoquât un rapprochement entre la France et la Russie. Il était même partisan de donner aux Salves quelques avantages. Mais ses projets se heurtèrent à l'opposition d'un pangermaniste par excellence, l'empereur Guillaume II, qui imposa ses vues personnelles. Il éloigna Bismarck et ne pensa qu'à la réalisation d'un grand Empire allemand. La conséquence fut la tragédie de 1914.

L'idée pangermaniste, on la trouve exaltée de toutes parts en Allemagne. Les poètes, les littérateurs, les historiens, les professeurs, les philosophes, les hommes d'Etat et, ce qui est surtout important pour nous, les économistes, militent avec enthousiasme, et chacun avec de multiples raisons, pour une plus grande Allemagne, allant de Hambourg à Trieste. La Ligue pangermaniste *Alldeutscher Verbands*, fondée en 1891, recrute ses adeptes dans toutes les classes de l'Allemagne. Elle a même porté son influence en Autriche-Hongrie, où M. G. Schonerer avait fondé, dès 1882, un parti pangermaniste qui se montra particulièrement actif.

C'est surtout en raison de l'exemple du *Zollverein* allemand, le modèle-type de l'union douanière, que l'idée d'un rapprochement économique entre les puissances de l'Europe centrale a trouvé des adeptes parmi les pangermanistes. Les résultats de l'institution ayant été merveilleux dès sa mise en vigueur, à partir de 1834, les pangermanistes rêvent de l'étendre à l'Europe danubienne tout entière.

Mais le *Zollverein* n'était qu'un exemple, un stimulant. Les raisons véritables des efforts tentés pour créer un vaste territoire économique datent de beaucoup plus loin, de la formation de l'économie allemande.

L'Allemagne était autrefois un pays essentiellement agricole qui, au point de vue industriel, dépendait presque entièrement de l'étranger, ce qui le mettait dans un état de

dépendance économique trop marqué. C'est alors que Frédéric List, le grand économiste allemand de la première moitié du XIX^{me} siècle, commença sa célèbre campagne pour un protectionisme national devant permettre à l'Allemagne de passer de la phase agricole à la phase manufacturière et industrielle. Au cours du XIX^{me} siècle, l'Allemagne, grâce à ses abondantes ressources naturelles et à son génie d'entreprise, réussit à développer chez elle de nombreuses industries et put ainsi s'affranchir avec succès de la concurrence étrangère.

Frédéric List plaida également pour la création d'une forte marine marchande, évoquant le souvenir si cher aux pangermanistes de la grande Ligue Hanséatique, qui dominait autrefois le commerce maritime mondial, mais dut s'incliner devant les marines marchandes anglaise et hollandaise, parce qu'elle n'avait pas un *Hinterland* suffisant. En conséquence, List demandait la formation d'une puissante marine marchande, mais suivie d'une organisation économique centre européenne qui, à la base d'une union douanière, engloberait l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Hollande et la Suisse.

Ses idées furent reprises et développées par nombre de savants et hommes d'Etat. En 1849, le ministre autrichien de Bruck avait rédigé un plan d'union économique austro-allemande. Des projets analogues furent soutenus par G. Hoefke en 1859, par R. Dietz en 1863, par Bergman en 1879, par R. de Kaufman en 1880, par Paul de Lagarde en 1881, par Lujo Brentano et Paul Dehn en 1884, etc.

Dès 1890, les pangermanistes se tournent de moins en moins vers la Suisse, la Belgique et la Hollande, pour porter principalement leurs efforts vers l'Autriche-Hongrie et l'Italie, afin d'ajouter à la formation politique et militaire, que constituait la Triple Alliance, des bases économiques qui la rendraient encore plus solide. L'Allemagne espérait s'assurer la prédominance économique, étant donné le développement très avancé de sa propre économie par comparaison à celles de ses partenaires. Guillaume II, en créant une puissante marine marchande, et en se lançant dans une politique coloniale qui tendait à assurer à l'industrie allemande les matières premières et les débouchés nécessaires, n'a fait qu'appliquer

les idées de List et des autres pangermanistes. La formation d'une forte union économique entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie n'était que la continuation de la réalisation des rêves pangermanistes.

Il faut cependant noter que l'idée de l'union économique entre les pays de l'Europe centrale eut des adversaires, même parmi les germanistes. Ainsi, en 1900, E. Franck, Julius Wolf, G. Schmoller, etc. exposent les difficultés et les inconvénients qu'aurait rencontrés la réalisation d'une union douanière entre les pays de l'Europe centrale. Le Dr. Huber va même jusqu'à déclarer que c'est une « utopie au moins pour la génération présente ». L'idée d'un Zollverein élargi rencontre des adversaires également en Hongrie dont les économistes craignent que l'industrie nationale ne soit écrasée par celle de l'Allemagne.

Toutefois, les idées des pangermanistes l'emportent. En 1904, Partsch, professeur à l'Université de Breslau, publie une étude qui, pour la première fois, porte le titre de *Mittel-europa*, nom qui symbolise, depuis lors, l'ensemble des plans formés par l'Allemagne en vue de la création d'un territoire économique devant englober l'Europe danubienne dans le sens le plus large. Ce livre n'eut pas un grand retentissement lors de sa publication, mais il n'en exerça pas moins une influence profonde sur les écrivains germaniques, à la veille de la guerre de 1914. Dans son ouvrage, Partsch s'attache à démontrer l'unité géographique et économique des pays qui se trouvent entre les Alpes Occidentales et les Balkans, jusqu'à la Manche. Il donne le nom de « *Mitteuropa* » à ce vaste territoire, où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seront les bloc économiques les plus forts. D'après lui, ces deux Etats devaient fatalement être amenés à former ce bloc économique, afin d'éviter d'être écrasés entre les puissants blocs anglais et russe.

Mais c'est Friedrich Naumann, député au Reichstag, le grand économiste allemand, qui porta la question de la *Mitteuropa* à son point culminant, enthousiasma l'opinion publique des deux Etats germaniques et rendit son projet actuel et opportun aux yeux des dirigeants des deux puissances. Il

exposa ses vues dans son livre, également intitulé *Mittel-europa*, publié en octobre 1915. Son succès est évidemment dû à la manière saisissante dont il a écrit son étude et aux raisons qu'il y expose. Mais peut-être il le devait encore plus aux circonstances mêmes dans lesquelles il l'a écrit. En effet, la guerre de 1914 a donné un nouvel élan au mouvement pangermaniste, en amenant les Allemands, les Autrichiens et les Hongrois, à lutter les uns à côté des autres, en développant leur solidarité et en leur démontrant, d'une façon claire et même péremptoire, la nécessité de la formation d'un puissant bloc économique, qui servirait à soutenir leur œuvre militaire. C'est fort justement que, dans l'avant-propos de son livre, Friedrich Naumann déclare : « Comme j'écris, la guerre fait rage à l'est et à l'ouest. C'est à dessein que j'écris cet ouvrage en pleine guerre, car ce n'est qu'en temps de guerre que les esprits sont aptes à concevoir de grandes idées réformatrices. Après une guerre, l'âme ordinaire reprend vite le dessus et ce n'est pas avec l'âme ordinaire qu'on peut réaliser une Europe Centrale. De même que c'est au cours de la guerre de 1870, que Bismarck a créé l'Empire allemand et non après, de même c'est en pleine guerre que nos chefs politique doivent établir les assises de l'édifice futur, dans les flots de sang, durant la tourmente des nations. Lorsque le conflit sera terminé, il sera trop tard pour bien faire. »

Dans son célèbre projet, Naumann plaidait pour la création d'un vaste territoire économique en Europe centrale, dans le but d'éviter à la nation allemande d'être écrasée par les grands groupements économiques qui se partageaient alors le monde. Ces grands groupements étaient le Royaume-Uni avec 425 millions d'habitants et 32,4 millions de Km², la Russie avec 170 millions d'habitants et 23,7 millions de Km², les Etats-Unis avec 107 millions d'habitants et 9,4 millions de Km². Entre ces colosses, l'Allemagne, avec ses 68 millions d'habitants et 541.000 Km², n'était qu'un petit groupement, incapable de mener une *Weltpolitik* et de « développer la nation allemande dans le sens d'une puissance mondiale, en vue de lui procurer le champ d'expansion qui lui

était nécessaire et d'assurer au caractère allemand et au génie allemand l'influence à laquelle il a droit dans le monde », c'est-à-dire de réaliser le rêve des impérialistes pan-germanistes.

Si l'Allemagne se rapproche de la Russie, vu le caractère complémentaire de leurs économies, elle risque de perdre son indépendance économique. Si elle se rapproche de l'Angleterre, elle doit reconnaître l'hégémonie maritime de la Grande-Bretagne et ne pourra jouer, dans le monde, qu'un rôle très effacé.

Alors, une seule solution lui reste : former un vaste groupement économique-politique dans l'Europe centrale, former une puissante *Mitteleuropa*, qui engloberait l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie en attirant, dans sa sphère d'influence, les Etats balkaniques, à savoir : la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie. Ce vaste groupement donnera à l'Allemagne l'accès à la Méditerranée, cette route importante du commerce mondial, et facilitera la pénétration germanique vers l'Orient, en étendant la zone d'influence allemande jusqu'au golfe Persan, et en lui ouvrant la route de Bagdad. C'est le fameux *Drang nach Osten*, le chemin vers l'Est, que l'Allemagne espérait réaliser aux dépens des pays danubiens et des intérêts des grandes puissances européennes, et qui coûta cher à l'Europe tout entière en 1914-1918.

Pour aboutir à la création de ce vaste groupement, qui permettra à l'Allemagne de combattre la prédominance économique-politique anglaise et russe, Naumann recommande qu'on commence par l'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Une fois cette union formée, elle représentera un puissant centre d'attraction qui entraînera facilement dans son jeu tous les éléments qui se trouvent sur le chemin du *Drang nach Osten*.

« *Mitteleuropa* » de Naumann exerça une influence profonde sur toutes les classes sociales allemandes et autrichiennes et galvanisa toutes les opinions. Une campagne enthousiaste se manifesta pour sa réalisation. Les dirigeants économiques et politiques des deux pays prirent en mains le projet que des raisons militaires rendaient encore plus né-

cessaire. L'opposition des libéraux allemands et des partisans de l'indépendance austro-hongroise fut vaincue et, le 15 novembre 1915, les Parlements des deux Empires engageaient des négociations sur un plan d'union politique, économique et sociale, conforme aux idées de Naumann. Ces négociations furent longues et difficiles en raison d'obstacles d'ordre constitutionnel. Car l'Autriche ne pouvait pas s'engager dans une telle combinaison sans le consentement de la Hongrie qui, de son côté, faisait de graves objections au projet d'union, entre les deux Empires. Enfin, les Hongrois cédèrent et signèrent, le 24 février 1917, un compromis, à la suite duquel les pourparlers austro-allemands furent repris et aboutirent, le 11 octobre 1918, à la signature de la *Convention de Salzburg*.

D'après cette convention, toutes les lignes douanières entre les deux Empires auraient été supprimées, exception faite pour certains droits provisoirement maintenus en cas de nécessité absolue, pour protéger les intérêts essentiels de la production. On n'avait pas prévu un Parlement douanier ni une administration douanière commune, mais des conférences permanentes devaient se tenir, qui auraient été chargées d'assurer l'unité dans l'application et l'interprétation des prescriptions de la convention signée. Cette dernière contenait, en annexe, un tarif douanier donnant la liste des droits qui devaient être provisoirement maintenus.

Mais les faits devancèrent les idées. Le 11 novembre 1918, les puissances centrales durent s'incliner devant les puissances alliées. La convention de Salzburg devenait caduque et l'indépendance économique des pays danubiens fut ainsi sauvegardée.

CHAPITRE III.

LA PERIODE D'APRES-GUERRE.

Les Etats danubiens, issus de la Grande Guerre, sont presque tous les successeurs de l'Ex-Monarchie austro-hongroise. Les uns, à savoir l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sont formés uniquement de territoires de l'ancienne Monarchie. Les autres, comme la Roumanie et la Yougoslavie, ont seulement augmenté leur territoire en y ajoutant certaines parties du territoire de la Double Monarchie, formant ainsi de nouvelles unités politiques et économiques. Seule, la Bulgarie est un pays danubien non successeur de l'ex-Monarchie.

Il en résulte qu'on ne peut parler de la nouvelle carte économique de la vallée danubienne, sans évoquer l'ancienne, qui était, en fait, la carte économique de l'Autriche-Hongrie. Et, en parlant de l'économie des pays danubiens, de leurs difficultés d'ordre économique, commercial et financier, on rappelle que la Double Monarchie représentait, au point de vue économique, un groupement bien équilibré, qui satisfaisait d'une façon convenable aux intérêts du bassin danubien. Son territoire douanier s'étendait sur une superficie de 667.000 Km², englobant 52 millions d'habitants ; la partie occidentale possédait une industrie bien équipée, pourvue de riches ressources en matières premières ; la partie orientale, par contre, était essentiellement agricole et complétait ainsi la première. Les échanges entre ces deux parties s'effectuaient librement, sans être gênés par des entraves douanières. Il en résultait une communauté économique dont les avantages étaient incontestables. Avantages propres à chaque vaste entente douanière, et en raison desquels on a toujours montré le souci de former des grandes et fortes unions économiques. L'exemple le plus récent et le plus caractéristique est fourni par les efforts que les experts européens ont déployés après

la guerre pour la formation d'une Paneurope économique et douanière.

Mais il ne faut pas exagérer la perfection de cette union économique et douanière, que constituait la Double Monarchie, ni regretter sa disparition. Elle ne fut réalisée qu'en 1850 et complétée en 1867 par le Compromis austro-hongrois ; elle était donc d'origine relativement récente. De plus, de nombreux malentendus surgissaient de temps à autre entre l'Autriche et la Hongrie, démontrant les points faibles de leur accord douanier. Sa perfection était encore loin d'être réalisée, bien qu'elle représentât, en définitive, un équilibre économique assez satisfaisant.

Mais si, au point de vue économique, on ne pouvait adresser d'objections sérieuses à l'Ex-Monarchie, il ne faut pas méconnaître qu'elle était un véritable monstre au point de vue politique et social. Trop de peuples divers vivaient entremêlés et souvent sous une grande oppression, pour que cette agglomération pût se soustraire à l'effondrement définitif. Formée par la juxtaposition de dix peuples différents, allemands, tchèques, polonais, hongrois, roumains, yougoslaves, italiens, turcs, albanais et ruthènes, et de quatre races (slave, germanique, latine et magyare), qui ne s'étaient ni fondus, ni unis, ce non sens politique craquait de toutes parts et devait fatalement s'écrouler un jour. L'Ex-Monarchie reçut le coup le plus dur et le plus décisif de la part de sa population slave, à la suite de la politique antislave qu'elle commença à mener au XIX^{me} siècle, sous les instructions allemandes, bien que la moitié de sa population fût d'origine slave. Trouvant un appui suffisant en Russie, le panslavisme naquit et les peuples slaves de la Double Monarchie entamèrent une lutte longue, mais ardente, contre leurs oppresseurs germaniques et magyares. Les Tchèques, les Slovaques, les Polonais et les Yougoslaves se lancèrent dans une offensive enthousiaste pour arriver à leur libération culturelle, sociale et politique, ne reculant pas devant les dures épreuves que leur imposait la politique perfide des Habsbourg. Sous les coups dangereux, que portait à la Double Monarchie l'éveil du nationalisme à l'intérieur même du ter-

ritoire, et dans le but de sauver l'intégrité de celui-ci, l'Archiduc François-Ferdinand conçut un projet qui prévoyait pour son Royaume la forme politique d'un Trialisme fédératif, où les Slaves du sud seraient groupés, formant un troisième tronçon de la Monarchie. Moyen ingénieux pour combattre l'attraction que les Serbes exerçaient sur les autres Yougoslaves se trouvant dans la Double Monarchie, et pour combattre également le panslavisme en général. Heureusement, le projet échoua du fait du chauvinisme aveugle des Magyars, lesquels ne désiraient nullement partager la suprématie qu'ils possédaient jusqu'alors avec les éléments slaves, lesquels étaient en majorité sous leur domination politique et culturelle.

Lorsque le jeune Empereur Charles 1^{er} proclama, cependant, le 17 octobre 1918, le Fédéralisme Tripartite, comme forme de son Royaume, en accordant de larges concessions aux Slaves il était trop tard. La défaite militaire consacra définitivement la chute de la Monarchie et libéra les peuples qu'elle opprimait depuis si longtemps. Elle disparut vite, même avant la signature de l'armistice et les puissances alliées eurent bien de difficultés à trouver une autorité qualifiée pour négocier avec elle l'armistice.

Voyons maintenant comment se forma la carte économique du bassin danubien.

A la suite de la Grande Guerre, les Etats danubiens successeurs de l'Ex-Monarchie, se partagèrent son territoire et ses richesses économiques. L'union douanière austro-hongroise disparaissait ; de nouvelles unités économiques ont vu le jour. Mais le mal n'était pas tant dans la disparition de l'ancienne unité et dans la formation de nouvelles unités économiques, que dans la politique antagoniste que ces unités révélèrent dès les premiers jours les unes contre les autres. Dès leur formation, à la suite de l'armistice, les Etats danubiens montrèrent leur tendance à s'isoler économiquement les uns des autres. Les uns, jeunes, remplis d'enthousiasme, ainsi que du désir de manifester leur existence et leur vitalité économique et politique, se méfiant de l'ancienne unité, tentent de rompre tout lien avec l'état de choses d'au-

trefois, d'organiser leur propre économie, de se procurer un outillage aussi complet que possible et d'assurer leur indépendance politique par les fortes assises de l'indépendance économique. Les autres, les vaincus de la Grande Guerre, font les mêmes efforts, mais pour des raisons quelque peu indifférentes : soulager le poids de leur défaite, ce à quoi ils ne peuvent arriver qu'en fortifiant leur indépendance économique.

Le résultat : sens centrifuge des courants économiques dans la vallée danubienne, sous la forme du nationalisme économique, poussé à l'extrême et tendances vers l'autarchie économique. Les Etats ferment leurs frontières pour couper aussi bien que possible tout lien avec l'ex-ennemi. Les Etats industriels déploient de grands efforts pour développer chez eux l'agriculture. Les Etats agricoles apportent tous leurs soins, au contraire, à protéger leurs industries. Les mesures protectrices accroissent de plus en plus les entraves apportées aux échanges. Le nationalisme économique sévit. Les Etats danubiens s'efforcent d'arriver à une autarchie aussi complète que possible. Des raisons politiques, c'est-à-dire la méfiance et les souvenirs trop frais encore des années pénibles, vécues sous la dure domination austro-hongroise, chez les vainqueurs, et les rêves du revisionnisme chez les vaincus, exacerbent encore plus les tendances vers l'isolement économique.

Et quand on veut porter un jugement sur ces faits malheureux, on ne doit pas être trop sévère, parce qu'on peut en trouver quelques raisons légitimes, surtout chez les peuples danubiens qui, jusqu'alors, avaient trop souffert dans l'Ex-Monarchie et se méfiaient de tout lien avec le passé.

Prévoyant les difficultés économiques qui devaient suivre immédiatement l'effondrement de la Double Monarchie, les Alliés offrirent à certains Etats successeurs la possibilité de se rapprocher économiquement pour adoucir les conséquences les plus proches de la désagrégation. Ainsi, dans la partie « *Clauses économiques* », Section I^{er}, du Traité de Saint-Germain, conclu le 10 septembre 1919, entre les Alliés et l'Autriche, l'article 222 a prévu un rapprochement écono-

mique sous la forme de préférences douanières entre l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. D'autre part, l'article 224 prévoit une collaboration économique entre la Pologne et la Tchécoslovaquie, d'une part, et l'Autriche, d'autre part.

De même, les articles 217 et 220 du même Traité ont prévu la clause de la nation la plus favorisée, en obligeant les Etats successeurs à l'appliquer dans leur politique commerciale. Mais dans l'article 222 fut stipulée une exception à l'application de cette clause, permettant aux trois Etats de conclure, entre eux, des arrangements sur la base des tarifs préférentiels, sans que les Etats tiers puissent en profiter, en invoquant la clause de la nation la plus favorisée. Aux termes de cet article : « Nonobstant les dispositions des articles 217 à 220, les Puissances alliées et associées acceptent de ne pas invoquer ces dispositions pour s'assurer l'avantage de tout arrangement spécial qui pourrait être conclu par le gouvernement autrichien avec les gouvernements de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, pour établir un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés originaires et en provenance de ces pays, qui seront spécifiés dans les arrangements en question, pourvu que la durée de cet arrangement ne dépasse pas une période de cinq années, à dater de la mise en vigueur du présent Traité. »

Ainsi donc, les Puissances Alliées, signataires du Traité de Saint-Germain, ont renoncé à réclamer, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, pour une période de cinq années, les avantages tarifaires que l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie s'accorderaient mutuellement. Ce traitement préférentiel, qui aurait bénéficié à ces trois Etats, devait faciliter leur rapprochement économique et leur permettre de traverser plus facilement la période succédant immédiatement à l'effondrement de l'unité économique, dans laquelle ils avaient vécu jusqu'à 1918.

D'un autre côté, l'article 224 prévoyait un système de préférence tarifaire, consenti par la Tchécoslovaquie et la Pologne à l'Autriche, en vue de lui assurer, pour une période de quinze années, une quantité déterminée de charbon.

Des dispositions analogues furent stipulées dans les articles 205 à 207 du Traité de Trianon, conclu entre les Puissances Alliées et la Hongrie, le 4 avril 1920.

Mais le délai de cinq années, prévu dans ces deux Traités, s'écoula sans que les trois pays autorisés aient montré la moindre volonté d'utiliser les dispositions prévues. Ces années ont été, au contraire, pleines de mesures protectionnistes et d'isolement économique, que les pays danubiens employèrent les uns contre les autres. Elles n'étaient pas favorables à des contacts économiques plus étroits.

Cependant, ces Etats ne pouvaient persister plus longtemps dans la voie de l'isolement. Peu à peu, ils commencèrent à délaisser le système des échanges privés qui ressemblait beaucoup au système du troc ; pour passer au système des accords commerciaux d'Etat à Etat.

Les premières conférences économiques entre les Etats successeurs qui contribuèrent à un rapprochement, furent la Conférence de Rome, du 6 au 15 juin 1921 et la Conférence de Porto Rose, du 15 octobre au 25 novembre 1921.

A la Conférence de Rome furent représentés tous les Etats successeurs, à l'exception de l'Autriche et de la Hongrie. La réunion avait plutôt un aspect politique, car il s'agissait d'établir des mesures pour écarter les desseins manifestés par certains pays successeurs qui se proposaient d'utiliser les efforts vers un rapprochement économique pour tendre au rétablissement de la Double Monarchie ou à la restauration des Habsbourg dans certains Etats. C'est pourquoi on envisage, à la Conférence de Rome, des dispositions qui, pour une période transitoire, devaient permettre aux Etats successeurs de s'adapter à la nouvelle configuration économique du bassin danubien et faciliter les échanges mutuels des produits indispensables pour leur existence. Une fois rétablis économiquement, ces Etats inviteraient l'Autriche et la Hongrie à contribuer à la consolidation économique de la vallée danubienne, traitant d'égal à égal, sans aucune visée d'hégémonie.

Le 15 octobre 1921 fut convoquée, à Porto Rose, par l'intermédiaire de la Commission des Réparations de la S. D. N.,

une conférence des sept Etats successeurs de l'Ex-Monarchie : l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Cette Conférence avait pour tâche d'examiner les diverses questions économiques qui se posaient dans les pays danubiens. Les délégués des Etats successeurs se mirent d'accord sur la nécessité d'une collaboration économique entre leurs pays respectifs et, notamment, sur la nécessité de l'organisation d'un régime plus normal d'échanges commerciaux, par la suppression des entraves et prohibitions existantes et par le rétablissement du libre-échange, afin de consolider leur propre existence économique. De nombreux protocoles furent signés, relatifs aux échanges commerciaux, tarifs postaux, relations postales, télégraphiques et téléphoniques, améliorations du trafic par voie ferrée...

Ne pouvant obtenir de caractère obligatoire, la majorité de ces protocoles demeura lettre morte. Mais il reste que leurs directives sont d'une importance non négligeable, parce qu'elles ont ébauché le rapprochement économique entre les pays danubiens. C'est sur leurs bases que furent signés les premiers traités de commerce entre les Etats danubiens et le commerce entre eux est devenu libre, au moins en principe. De plus, l'importance de la Conférence de Porto Rose réside dans le fait que, pour la première fois depuis la guerre, les Etats successeurs se trouvaient engagés simultanément sur le chemin d'une collaboration en vue de leur rapprochement économique.

Cette question d'une collaboration économique dans la vallée danubienne ressuscita passagèrement en 1922, lors des efforts tentés pour le rétablissement financier de l'Autriche.

Le cas de l'Autriche était l'un des problèmes les plus graves qui suivirent la guerre. Déjà avant la guerre, la situation financière de la Double Monarchie était loin d'être brillante. En raison des hostilités, elle fut poussée à de coûteux emprunts, ce qui aggrava encore davantage sa situation financière. Après l'effondrement de la Double Monarchie, la situation de l'Autriche devint vraiment désespérée. Réduite à 84.000 Km², avec 7 millions d'habitants, dont un quart en-

viron étaient englobés par la seule capitale, privée des riches contrées industrielles de la Bohême et des centres agricoles du Tyrol, l'Autriche tomba, après l'armistice, dans une position économique et financière misérable. Son agriculture étant insuffisante pour satisfaire aux besoins du pays, il lui fut nécessaire de se procurer à l'étranger les vivres indispensables. Son industrie, déjà affaiblie par le manque de matières premières, était encore désavantagée par les difficultés de trouver des débouchés suffisants, se heurtant à toutes les murailles douanières qui défendaient ses voisins. Manquant de ressources financières, l'Autriche se lança dans une déflation démesurée, ce qui augmenta encore plus la misère du pays, le transformant en foyer de troubles et de révolutions, dangereux pour la stabilité et la stabilisation sociale de l'Autriche et des peuples voisins. D'un autre côté, les éléments pangermanistes s'apprêtaient à exploiter cette pénible situation dans des desseins de rattachement. Il fallait donc agir.

Le Traité de Saint-Germain a prévu une Section d'Autriche, chargée de s'occuper du relèvement de ce pays, par l'établissement d'un plan de réorganisation économique et financière. Cette Section s'attacha à résoudre le problème posé, élabora un plan et le présenta le 1^{er} novembre 1920. Dans ce travail, connu sous le nom de « Plan de la Section d'Autriche », elle exposait ses vues sur le rétablissement économique et financier de ce pays. Il fut rejeté par la Conférence de Paris, en janvier 1921. Un comité fut alors chargé d'élaborer un autre projet. Son plan est connu sous le nom de « Plan Loucheur ». Présenté le 26 janvier 1921, il ne fut pas non plus accepté. A la Conférence de Londres, de mars à mai 1921, une délégation de la République d'Autriche sollicita une aide financière, mais les Puissances Alliées commençaient à peine à examiner les questions autrichiennes. Ce n'est qu'à la session de mars 1921, à Paris, que la S. D. N., par l'intermédiaire de son Comité financier, poussa plus activement l'étude. Mais toutes les tentatives en vue d'une solution restèrent infructueuses, en raison de l'intérêt insuffisant que l'Europe portait à l'Autriche. C'est seulement

avec l'arrivée au pouvoir de Mgr. Seipel, que l'Europe, éclairée par lui, se décida à s'inquiéter du sort de l'Autriche. Il exposa avec succès aux gouvernements des puissances européennes, que la détresse économique et sociaux du pays était susceptible de conduire, soit au rattachement à l'Allemagne, soit à un protectorat de l'Italie. Ses efforts furent couronnés de succès. La question autrichienne fut portée devant la S. D. N. et des remèdes furent votés. Les Protocoles de Genève du 4 octobre 1922 accordèrent à l'Autriche un emprunt de 650 millions de couronnes-or. L'Angleterre, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie souscrivirent chacun un cinquième, le restant étant réservé pour la libre souscription des autres Etats. En revanche, l'Autriche s'engageait à maintenir son indépendance économique et politique.

Il s'écoula ensuite presque huit année avant que la question de la collaboration économique des pays danubiens fût de nouveau abordée. Pendant cette période, la prospérité économique endormit les pays danubiens dans leur rêve d'autarchie économique. Ce n'est que la crise agricole qui, en 1929, les réveilla en leur dévoilant leur position économique véritable et en les poussant à s'orienter vers une collaboration mutuelle, pour s'assurer une existence plus normale. Cette crise agricole, qui se répercuta ensuite sur les pays industriels, fut extrêmement grave dans la vallée danubienne, également en raison de la politique de nationalisme économique exagéré qui y avait été pratiquée après la guerre. Elle fut tellement inquiétante dans cette partie de l'Europe, que les Puissances européennes durent entreprendre la tâche de la dissiper et s'efforcèrent d'aboutir, en premeir lieu, uar un rapprochement économique entre les pays danubiens.

L'autre fait qui, presque en même temps, bouleversa les relations économiques et politiques du bassin danubien et appela également l'attention du reste de l'Europe, fut la tentative de création d'une union douanière austro-allemande.

Qu'il nous soit permis de consacrer quelques lignes à ces deux faits saillants de l'histoire économique des pays danubiens d'après-guerre : la crise agricole et la question de l'union douanière austro-allemande.

CHAPITRE IV.

LA CRISE AGRICOLE DES PAYS DANUBIENS.

La crise agricole qui commença à sévir à partir de 1929 dans le monde entier, se manifesta de la façon la plus grave dans la vallée danubienne. Elle devint si angoissante en 1930, que les pays danubiens, jusqu'alors méfiants et isolés, économiquement, commençaient à sortir de leur position réservée pour se rapprocher sur le terrain économique, afin de mener une action commune en vue de la défense de leurs intérêts vitaux. Cette question entre donc dans le cadre de notre travail. D'autre part, il est certain qu'une étude sur l'Europe danubienne serait incomplète, si l'on omettait les problèmes agricoles, qui présentent une importance capitale pour la plus grande partie de la population de ces pays.

C'est en 1928, que la dépression dans la culture des céréales manifesta ses premiers symptômes dans plusieurs Etats. Peu à peu, elle toucha les autres branches de l'agriculture — les textiles, le caoutchouc, le sucre, le coton, le houblon, etc. — et se généralisa, en atteignant presque tous les pays agricoles du monde. Et, parce que près de 70 % des habitants du monde entier tirent de l'agriculture leur pouvoir d'achat, la détresse agricole entraîna dans la crise également les autres branches de l'activité économique. De cette redoutable crise mondiale, on n'a pas encore réussi à sortir entièrement. Certes, elle agit de façon différente, selon la capacité et le perfectionnement économique de chaque pays, mais on peut dire qu'elle n'en a épargné presque aucun, et qu'elle fut vraiment une crise mondiale.

La crise agricole de 1929 est une crise de mévente. Pour mieux dire, c'est une crise des débouchés et de la vente à vil prix. Les prix des produits agricoles ont tellement baissé, que l'agriculteur, non seulement ne pouvait plus toucher une rémunération équitable de son travail et des capitaux inves-

tis, mais qu'il ne pouvait même pas couvrir ses frais de production en général. Dès lors, il n'était plus capable de satisfaire aux besoins de la vie culturelle et sociale, de répondre à ses devoirs civils, et voyait diminuer de la façon la plus sensible son standard d'existence. En 1930, la baisse des prix devint catastrophique, ces prix descendant à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre.

D'un autre côté, en raison de la surproduction incroyable et d'une sous-consommation relative, les marchés se raréfiaient, ce qui empira encore la détresse agricole.

Les causes de la crise agricole de 1929 sont nombreuses et complexes. La principale est la surproduction, résultant de l'essor fantastique de l'agriculture dans les pays d'outre-mer, notamment au Canada, aux Etats-Unis, en Argentine et en Australie. Cet essor est le résultat d'une forte augmentation des superficies ensemencées et des progrès réalisés dans la technique. La Grande Guerre a largement profité aux pays d'outre-mer, parce qu'ils sont devenus les principaux fournisseurs des belligérants européens. Cette position favorable a incité les agriculteurs du Nouveau Monde à accroître la capacité de production de leurs terres. Ainsi, de 1919 à 1929, la superficie emblavée a augmenté de 132 % au Canada, de 62 % en Australie, de 8 % aux Etats-Unis et de 87 % en Argentine. D'un autre côté, au moyen de méthodes scientifiques, par la sélection des semences, par l'emploi judicieux des engrais, par l'utilisation des machines agricoles, on est arrivé à une augmentation considérable du rendement, ce qui a diminué sensiblement le prix de revient. Le résultat fut une forte augmentation de la production. Ainsi, la production de blé est passée de 1910 à 1929 : au Canada, de 54 à 154 millions de quintaux, soit 185 % ; aux Etats-Unis, de 188 à 249, soit 32 % ; en Argentine, de 40 à 95, soit 137 %. Par contre, dans la même période, elle n'a augmenté, en Europe, que de 371 à 389 millions de quintaux, soit 4,9 %.

La production devait inévitablement dépasser les besoins et la situation s'aggrava à la suite de la baisse de la consommation, qui se manifesta d'après certaines statistiques pour divers produits agricoles.

La situation, née de la surproduction, s'est encore aggravée à la suite du rétablissement économique de l'Europe, après la guerre. Les Etats régénérèrent leur économie, développant leur propre agriculture, ce qui accrut encore plus la différence entre la production et la consommation des produits agricoles.

Une autre cause provient des fluctuations monétaires, dont l'agriculture souffre, vu son incapacité à s'adapter rapidement aux changements des marchés financiers. Les mesures protectionnistes qu'on commença à pratiquer dans les pays européens, le manque de collaboration et l'isolement des pays à tendance autarchique et totalitaire, et encore nombre d'autres raisons, vinrent aggraver une situation déjà particulièrement pénible.

Parmi les pays du monde, ceux de la vallée danubienne furent les plus durement atteints. La baisse vertigineuse des prix des produits agricoles, à partir de 1929, provoqua une émotion considérable dans l'opinion publique et chez les gouvernants, d'autant plus que la majeure partie de la population de ces pays tirait sa subsistance de l'agriculture. Ainsi, 30 % en Autriche, 79 % en Bulgarie, 60 % en Hongrie, 78 % en Roumanie, 40 % en Tchécoslovaquie et 76 % en Yougoslavie de la population vivent de l'agriculture. Environ les trois quarts des exportations de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie sont composés de produits agricoles. Il n'est dès lors pas surprenant que ces pays attribuent une extrême importance à la production et à la vente des produits agricoles.

Dans le bassin du Danube, la crise agricole se manifesta également sous les deux aspects : vente à vil prix et manque de débouchés.

La baisse des prix fut plus rapide et plus profonde que partout ailleurs. Ainsi, le quintal de blé valait en Yougoslavie 450 dinars environ en 1925, et seulement 130 dinars en 1930. Un quintal de maïs y valait environ 200 dinars en 1925 et seulement 50 d. en 1931. Une baisse analogue peut être notée pour tous les produits de la terre, dans les quatre

pays danubiens agricoles : Bulgarie, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie.

D'un autre côté, les débouchés se restrignaient de plus en plus, pour les produits agricoles danubiens, à la suite de la concurrence des produits d'outre-mer, qui sont de meilleure qualité et de moindre prix. Ces produits arrivaient à chasser les produits agricoles danubiens même sur leur propres marchés. Par exemple, le blé américain, après avoir traversé l'Atlantique et la Méditerranée, majoré dès lors de nombreux frais supplémentaires, arrivait dans les ports yougoslaves où il était vendu à meilleur prix que les blés indigènes.

Les Etats européens, importateurs de produits agricoles, méconnaissant leur devoir de solidarité devant cette situation désastreuse pour les pays continentaux agricoles, s'approvisionnaient de plus en plus en Amérique et en Australie. Tandis qu'avant la guerre, sur un total de 133 millions de quintaux de blé importé, ils achetaient 61 millions en Europe et 72 dans les pays d'outre-mer, ils n'ont acheté, en 1928, sur 172 millions de quintaux importés, que 6 millions dans les pays européens agricoles. Dans les années suivantes, ces derniers ne figurent que pour 4 à 10 % dans les importations de blé des pays européens industriels. Ainsi, en 1933, la France a importé d'outre-mer 82.000 wagons de blé, soit 98 % de ses importations totales ; l'Allemagne, 71.000 wagons (92 %) ; l'Angleterre, 489.000 (90 %) ; la Belgique, 96.000 (85 %) ; l'Italie, 39.000 (85 %) ; la Suisse, 40.000 (79 %) ; la Hollande, 49.000 (66 %), etc. L'Angleterre a importé, en 1932, environ 530.000 wagons de froment, dont 355.000, soit 67,50 % de ses Dominions, le Canada et l'Australie, 125.000, soit 24 %, de l'Argentine et des Etats-Unis. Le reste, soit 8,5 %, lui a été fourni par l'U.R.S.S. et par l'Allemagne. Parmi les Etats danubiens, seule la Roumanie a vendu, cette année-là, à l'Angleterre, 2.500 wagons de blé ⁽¹⁾. Le pourcentage de la participation des pays danu-

(1) Ces chiffres sont extraits de l'article de M. НОДЖА : « La place de la Petite Entente dans l'organisation économique de l'Europe centrale ». (L'Europe Centrale, 27 octobre 1934.)

biens dans l'importation des pays européens, était un peu meilleur pour le maïs (10 à 30 %), et pour l'orge (25 à 35 %).

Le manque de solidarité de l'Europe industrielle est d'autant plus injuste, que les excédents de produits agricoles européens étaient relativement faibles et facilement absorbables par les pays industriels. Ainsi, l'excédent disponible de blé des pays européens agricoles ne représente que 15 % de l'importation totale de cet article dans les pays industriels.

Voyons maintenant quelles sont les causes de l'aspect extrêmement sérieux de la crise agricole dans la vallée danubienne.

Qu'il nous soit permis, tout d'abord, de rejeter comme primordiale le morcellement de la Monarchie austro-hongroise, cause qu'invoquaient avec vigueur certains économistes autrichiens et hongrois. Certes, ce morcellement a eu pour conséquence la diminution de la capacité économique des pays danubiens successeurs sur les marchés européens, en raison de la concurrence qu'ils se font mutuellement et du protectionnisme agraire que pratiquent ceux d'entre eux qui sont spécialement industriels. Mais ce n'est là qu'une des causes de la gravité de crise agricole dans la vallée danubienne, et elle n'est pas de beaucoup la plus importante. Les causes prépondérantes, nous allons les indiquer. Et quand on évoquera le morcellement de la Double Monarchie, il ne faut pas oublier que seule, la Hongrie, parmi les pays agricoles danubiens d'aujourd'hui, faisait intégralement partie de l'Ex-Monarchie, tandis que la Roumanie, la Serbie et la Bulgarie étaient des unités économiques distinctes. Plus de la moitié de l'Europe danubienne agricole ne dépendait donc pas de l'ancienne Autriche-Hongrie.

Dès lors, la crise agricole dans la vallée danubienne n'est pas principalement d'ordre structurel. Elle n'est qu'un aspect spécial de la crise agricole mondiale, avec laquelle elle est apparue et avec laquelle elle disparaîtra. Mais il est hors de doute, que cette crise s'est manifestée dans la vallée danubienne, de façon plus grave que partout ailleurs. On en verra les causes. Celles-ci ne proviennent pas de la disparition de la Double

Monarchie. Nous insistons encore une fois sur ce point que, si l'Autriche-Hongrie avait encore existé en 1930, la crise agricole y aurait sévi également comme dans les autres pays agricoles, aggravée de troubles sociaux en raison de la monstrueuse composition de cet Etat et de la situation déplorable qu'y présentait la question agraire.

Les causes principales doivent donc être cherchées ailleurs.

La première tient aux procédés encore primitifs du travail agricole et à la culture extensive que pratique l'agriculteur danubien. A la différence des pays d'outre-mer et de certains pays européens, où l'agriculture est mécanisée, les pays danubiens en sont encore au travail familial et manuel. L'agriculteur danubien n'est pas encore suffisamment instruit dans les procédés d'intensification et de rationalisation de la culture. Il lui manque les techniciens, les instructeurs, qui lui apprendront à pratiquer la culture intensive et le travail mécanique. Il ne connaît pas encore suffisamment l'emploi des engrais chimiques, des machines agricoles, des méthodes scientifiques. Il n'est donc pas surprenant que, pour cultiver 100 hectares de terres, il faille en Roumanie 70 hommes, et seulement 5 dans les pays d'outre-mer. D'où la grande différence entre le rendement moyen par hectare dans les pays danubiens et les autres pays européens et d'outre-mer. Ainsi, le rendement de blé à l'hectare est dans le bassin du Danube de 11 quintaux (sauf en Tchécoslovaquie où, grâce à la culture plus perfectionnée, il est de 16 quintaux), tandis que ce rendement s'élève en France à 15 quintaux, en Allemagne à 22 et dans les pays d'outre-mer à 20-28 quintaux.

Il en résulte une grande différence dans le prix de revient, en faveur des pays d'outre-mer, ce qui leur permet de concurrencer très avantageusement les produits agricoles danubiens sur les marchés européens et même sur les marchés danubiens et de les chasser de ces marchés.

L'autre cause de l'aspect si pénible de la crise agricole dans la vallée danubienne, c'est le fort endettement, dans lequel est tombé l'agriculteur. Son outillage ayant été détruit pendant la guerre, il a été obligé de le reconstituer. De plus, les charges de l'organisation et de l'équipement des Etats

danubiens, dévastés par la guerre et ayant des besoins nombreux, puisqu'ils étaient des Etats nouveaux, sont retombées en grande partie sur l'agriculteur, qui forme la majeure partie de la population. Les agriculteurs ont donc été amenés à soutenir l'Etat, ce en payant de lourds impôts. Pour toutes ces raisons, ils furent obligés d'emprunter, souvent dans de mauvaises conditions. Pliant sous le lourd fardeau de dettes excessives, ils ne pouvaient donc penser à perfectionner leur outillage. On est arrivé de la sorte à un effroyable appauvrissement de la classe paysanne.

Cette cause est en relation étroite avec une autre : la pénurie de capitaux. Les pays danubiens sont des pays pauvres en capitaux. Faute de ce moyen important, indispensable pour tout progrès économique, l'agriculteur n'était pas en état de financer le perfectionnement de la culture. Il ne pouvait non plus attendre d'aide de l'Etat, qui manquait également de ressources financières, employant tout ce dont il pouvait disposer pour satisfaire à des besoins plus urgents, tel l'équipement administratif et militaire du pays.

Une des causes principales est aussi la réforme agraire, exécutée dans presque tous les pays danubiens agricoles. Justifiée pleinement au point de vue social, elle n'avait pas toujours des résultats économiques satisfaisants. Avec leurs fermes morcelées, leurs petites propriétés, qui ne permettaient pas une large mécanisation de la culture, ni l'emploi des méthodes modernes, les pays danubiens se trouvaient dans une position désavantageuse par comparaison avec les autres pays possédant de vastes domaines ruraux. Ainsi, en Bulgarie, 57 % des propriétés rurales sont au-dessous de 5 hectares ; en Roumanie et en Yougoslavie, 73 % sont inférieures à 10 hectares ; en Hongrie même, où l'on n'a pas appliqué la réforme agraire, 51 % des terres arables appartiennent aux petits propriétaires. Par contre, dans les pays d'outre-mer, les fermes sont d'une étendue moyenne de 300 à 500 hectares.

Au nombre des causes de la crise, on peut mentionner encore le manque d'organisation commune dans le placement des produits agricoles. Les pays danubiens agricoles, au lieu

de se concentrer pour mieux parer au danger qui leur venait d'outre-mer, se faisaient l'un à l'autre concurrence sur les marchés étrangers et diminuaient encore leur position commerciale déjà faible.

C'est justement à ce défaut que les conférences agricoles, dont nous parlerons plus loin, se sont attaquées, pour arriver à une organisation de placement commun des produits agricoles.

Enfin, indiquons encore comme une des causes, le protectionnisme un peu exagéré de l'agriculture, que pratiquaient l'Autriche et la Tchécoslovaquie justement dans les années critiques pour l'agriculture danubienne en général, alors que ces deux pays servaient en temps normal de débouché traditionnel. Grâce à la protection douanière et à l'intensification de la culture, la Tchécoslovaquie a réussi à s'émanciper presque entièrement de l'étranger pour certains produits agricoles. L'Autriche poursuit également l'intensification de son agriculture, et bien qu'elle soit encore loin d'arriver à l'indépendance complète à ce point de vue, elle a pu arriver à satisfaire tous ses besoins en lait, laitage, pommes de terre et sucre par sa propre production. Pour les autres produits agricoles, elle a diminué fortement ses importations. Une telle politique protectionniste n'était certainement pas favorable aux pays danubiens agricoles, car elle leur fermait leurs marchés accoutumés.

Voilà donc les causes principales de l'aspect de la crise agricole mondiale dans le bassin danubien. Voilà pourquoi elle n'est pas due principalement et seulement au morcellement de la Double Monarchie. Voilà pourquoi elle est, non seulement conjecturelle, mais également structurelle. Mais il reste qu'elle n'est qu'un aspect spécial de la crise mondiale, et qu'elle disparaîtra avec elle. Peut-être un peu plus tard, en raison de la gravité extrême qu'elle a revêtue dans la vallée danubienne, pour les raisons que nous avons tenté d'éclaircir. Il n'en faut pas moins rejeter les affirmations, qu'elle est exclusivement et spécifiquement danubienne, résultant du morcellement politico-économique dans le bassin du Danube. Elle est vraiment spécifique, mais pour d'autres

raisons, et reste un aspect spécial, bien que le plus grave, de la crise agricole mondiale.

L'extrême gravité qu'elle a eue dans les pays qui nous intéressent, a amené les pouvoirs publics à se concerter sur le terrain économique pour apporter une aide commune à l'agriculture danubienne. Cette action commune s'est manifestée à plusieurs reprises et a eu des résultats plus ou moins heureux.

C'est à la Conférence de Bucarest, tenue du 2 au 24 juillet 1930, que nous voyons, pour la première fois, trois des quatre pays danubiens agricoles, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie, se concerter en vue d'une collaboration économique pour défendre leurs intérêts communs. Précédemment, à la Conférence de la Petite Entente, à Strbské Pleso, du 25 au 27 juin, la Roumanie et la Yougoslavie avaient ouvert cette voie de rapprochement sur le terrain économique et c'est à la Conférence de Bucarest qu'elles ont réussi à rallier la Hongrie à une action commune.

La conférence préliminaire, en vue d'une action concertée, du 17 février au 24 mars 1930, à Genève, discuta le problème agricole européen et posa aux pays agricoles un questionnaire sur les moyens susceptibles d'assurer, d'une manière pratique et effective, l'écoulement des excédents agricoles à des prix rémunérateurs. Cette Conférence réserva un accueil peu favorable aux doléances des pays agricoles européens, qui demandaient pour leurs produits un traitement préférentiel de la part des pays européens industriels. La demande resta sans résultat, à la suite de l'opposition des pays d'outre-mer, qui s'appuyaient sur le principe de la clause de la nation la plus favorisée. Les pays danubiens furent, dès lors, amenés à se concerter pour défendre simultanément leurs propres intérêts. Ils se réunirent à la Conférence de Bucarest pour se mettre également d'accord sur la réponse à donner au questionnaire rédigé par la Conférence préliminaire.

Les représentants des trois pays élaborèrent à Bucarest une réponse commune, dans laquelle ils se déclarèrent, en résumé : pour un traitement tarifaire préférentiel, que les pays européens importateurs de produits agricoles auraient

dû accorder aux produits agricoles d'origine européenne ; — pour l'abolition de tout protectionnisme agraire pratiqué par les pays européens industriels et pour l'octroi aux pays européens agricoles de crédits à longue échéance. A l'appui de ces demandes, les trois pays, qui avaient pris part à la Conférence de Bucarest, argumentaient de l'intérêt qu'avaient les pays européens industriels à augmenter le pouvoir d'achat des pays agricoles, afin d'y assurer un meilleur débouché pour leurs propres produits.

Outre cette réponse commune, les représentants des trois pays examinèrent et recommandèrent à leurs Gouvernements respectifs nombre de mesures susceptibles de relever les prix des produits agricoles danubiens. Parmi ces mesures figurent : 1° la création d'un réseau de silos suffisant pour emmagasiner les produits achetés ou warrantés, afin d'éviter la vente immédiate après la moisson, génératrice de la chute des prix ; — 2° la réglementation des conditions financières, et pour les achats et pour les avances à faire sur le prix des céréales ; — 3° la création d'une organisation pouvant garantir l'unité de la politique de vente, ce qui éliminerait la concurrence entre les trois pays.

Bien que la réponse au questionnaire n'ait pas trouvé un accueil favorable, bien que les mesures recommandées aux gouvernements respectifs n'aient pas été appliquées, la Conférence de Bucarest de juillet 1930 reste une belle preuve de la collaboration économique des trois pays danubiens agricoles.

Cette action a été poursuivie.

A la Conférence de Sinaïa, les 31 juillet-1^{er} août 1930, l'action commune fut reprise par la Roumanie et la Yougoslavie, en vue d'établir une collaboration économique. Bien que cette Conférence éveillât des inquiétudes chez les Hongrois, elle fut également un témoignage de la collaboration économique dans le bassin danubien.

Malheureusement, les efforts déployés pour la solution de la crise agricole sortent du cadre de la vallée danubienne. Sur l'initiative de la Pologne fut convoquée, à Varsovie, du 28 au 30 août 1930, une Conférence où furent représentées

la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Cette conférence envisagea également la solution de la crise agricole, mais sur une base plus large, en sortant du cadre danubien pour embrasser tous les pays agricoles de l'Europe. C'était une belle œuvre, à laquelle participaient tous les pays danubiens agricoles, mais qui n'était pas très heureuse pour eux. En effet, nous l'avons indiqué plus haut, la crise agricole avait un aspect spécial dans la vallée danubienne et on devait limiter l'action aux seuls pays danubiens, tout en résolvant parallèlement la crise avec les autres pays agricoles. Les pays danubiens devaient poursuivre l'action qu'ils avaient inaugurée à la Conférence de Bucarest. En sortant du cadre de cette Conférence, ils se sont éloignés des possibilités de remédier à la spécificité de la crise agricole danubienne.

La nouvelle voie qu'ils ont suivie alors sort du cadre de notre étude et nous passerons rapidement sur les manifestations de cette orientation de la lutte contre la crise agricole.

Les résolutions principales, adoptées à la Conférence de Varsovie, comprennent les idées déjà émises dans les résolutions de la Conférence de Bucarest : rationalisation de l'exportation et de la vente en vue d'éliminer la concurrence entre les pays agricoles ; — tarifs préférentiels pour les produits agricoles européens ; — action commune dans les Conférences internationales appelées à discuter le problème agricole ; — collaboration permanente au moyen de réunions fréquentes des experts des pays intéressés ; — création d'un Comité permanent pour les études économiques, qui aura pour mission la préparation du travail des conférences économiques entre les pays intéressés et l'exécution des résolutions votées par les Conférences, etc.

Avec les résolutions de Varsovie, les Etats agricoles se rendirent à Genève, à la XI^{me} session de l'Assemblée de la S. D. N., du 10 septembre au 4 octobre 1930.

La demande de l'octroi d'un traitement préférentiel pour les produits agricoles européens fut renvoyée pour discussion devant la 2^{me} Commission. Les représentants de l'An-

gleterre, de l'Italie, de la Hollande, de l'Irlande, des Etats Scandinaves et des Etats d'outre-mer manifestèrent une forte opposition contre cette demande de traitement préférentiel, en lui objectant la clause de la nation la plus favorisée. Ce furent surtout les pays d'outre-mer qui combattirent, de la façon la plus énergique, les résolutions de Varsovie et, en raison de leur importance beaucoup plus grande dans la balance des négociations internationales, leur point de vue l'emporta. Dans ces conditions, les Etats agricoles européens ne purent obtenir que des résultats extrêmement médiocres. Les résolutions adaptées par la XI^{me} Assemblée de la S. D. N. renvoyèrent les points les plus litigieux du problème agricole pour une étude ultérieure.

Quinze jours plus tard, les délégations de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie se réunirent de nouveau à Bucarest, du 18 au 21 octobre 1930, et se préoccupèrent de resserrer leur collaboration économique de leurs pays respectifs. Plusieurs résolutions furent adoptées en vue de renforcer la position des Etats agricoles européens, après les résultats peu satisfaisants obtenus à Genève.

Depuis lors, les Etats agricoles européens ont tenu plusieurs conférences : du 10 au 13 novembre 1930, pour l'étude du crédit agricole à terme moyen ; le 12 novembre 1930, à Belgrade, conférence des instituts d'exportation, dont les résolutions, très utiles, ne furent pas adoptées par les Gouvernements respectifs.

A la deuxième Conférence Internationale, en vue d'une action économique concertée, du 17 au 28 novembre 1930, fut communiquée la réponse commune de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, adoptée à la Conférence de Bucarest. Les réponses des autres pays agricoles étaient un peu différentes.

Après des discussions longues et détaillées, la Conférence aboutit au « Protocole Stucki », où furent exposées les possibilités de l'application d'un régime préférentiel pour les produits agricoles européens. Mais en fait, ce protocole n'a pas été réalisé.

Aux sessions de la Commission d'Etudes pour l'Union européenne, à la Conférence européenne de Céréales de Paris, du 23 au 25 et du 26 au 28 février 1931, à la Conférence Internationale du Blé à Rome, du 26 mars au 2 avril 1931 ; à Londres, du 18 au 23 mai 1931 et à la Conférence de Stresa, du 5 au 20 septembre 1932, les pays danubiens agricoles se sont trouvés de nouveau à côté des autres pays agricoles pour défendre leurs intérêts économiques. Mais les résultats ne furent pas satisfaisants, toujours en raison de l'opposition des pays européens industriels et des pays agricoles d'outre-mer. Seule, la France, parmi les pays européens, a montré un peu plus de compréhension pour la situation pénible des pays européens agricoles. Son attitude fut extrêmement conciliante lors de la troisième session de la Commission d'Etudes pour l'Union européenne à Genève, du 15 au 21 mai 1931, où elle présenta un « Memorandum constructif », pour « apporter des solutions promptes et pratiques aux problèmes les plus urgents qui se posent actuellement en Europe sur le terrain économique ».

Le « Memorandum constructif » contenait quatre points : 1° écoulement des céréales des pays agricoles de l'Europe centrale et orientale ; — 2° crise des débouchés des pays industriels ; — 3° manque de capitaux et difficultés de crédit dans la plupart des pays de l'Europe centrale et orientale ; — 4° situation particulière de l'Autriche.

Le point le plus intéressant pour les pays danubiens est le premier, dans lequel le Gouvernement français s'est déclaré favorable à l'établissement d'un régime préférentiel en faveur des pays européens agricoles. Sans méconnaître le principe de la clause de la nation la plus favorisée, le Gouvernement français s'est efforcé de démontrer la nécessité de certaines atténuations de cette clause par l'octroi de tarifs préférentiels pour les produits agricoles européens, en raison des circonstances anormales dont souffrent les pays producteurs de ces produits.

La Commission adopta la suggestion du Gouvernement français, avec les réserves faites par la Grande-Bretagne, les pays scandinaves et l'U.R.S.S. Ces suggestions ont même

abouti à certaines applications du régime préférentiel. Ainsi, les traités roumano-allemand et hongrois-allemand furent conclus sur la base préférentielle. De même, la France a accordé des préférences pour les blés hongrois, roumain et yougoslave.

A la veille de la Conférence monétaire et économique mondiale à Londres, en août 1933, les délégations de la Bulgarie, de l'Estonie, de la Hongrie, de la Lettonie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslave se sont réunies à Bucarest, du 4 au 6 juin, pour arrêter un programme commun. Elles tombèrent d'accord pour maintenir leurs revendications antérieures concernant la reconnaissance du principe du traitement préférentiel en faveur des produits agricoles européens.

Les Etats agricoles européens étaient représentés à la Conférence monétaire et économique mondiale de Londres par un Comité commun, et M. Madgearu, alors ministre roumain des Finances, au nom du bloc agraire européen, exposa les desiderata des pays intéressés.

La Conférence de Londres échoua en raison de l'opposition du représentant des Etats-Unis et ne donna que de faibles résultats pour la solution du problème agraire européen. Depuis lors, l'action internationale en vue de remédier à la crise agricole s'est endormie.

D'ailleurs, on peut dire que la crise agricole est actuellement terminée. Elle disparaît pour des raisons extérieures et spontanées, qui interviennent souvent **indépendamment de** toute action expresse internationale. Grâce à la diminution des terresensemencées dans les pays d'outre-mer, grâce à plusieurs mauvaises récoltes dans ces pays, grâce à la meilleure organisation de la vente, grâce aux efforts concertés internationaux, grâce aux efforts des Gouvernements des pays agricoles, et surtout grâce à la reprise générale des affaires qui est le résultat des grandes fournitures d'origine militaire, la crise disparaît. Il n'en reste que des souvenirs, dont nous devons tirer des enseignements.

La crise quitte également la vallée du Danube. Une preuve de plus qu'elle est un aspect spécial de la crise mondiale et non pas le résultat du morcellement de l'Ex-Monarchie. Un

aspect spécial et beaucoup plus grave qu'ailleurs, pour les raisons que nous avons données. La crise y disparaîtra un peu plus tard qu'ailleurs et laissera des traces plus profondes, pour les mêmes raisons. Il faut donc s'attacher à éliminer les raisons qui rendent la vallée danubienne plus sensible aux crises économiques. Le premier pas sur ce chemin est, sans doute, la concentration des énergies de l'Europe dans le rapprochement économique des pays danubiens.

CHAPITRE V.

L'UNION DOUANIÈRE AUSTRO-ALLEMANDE.

Beaucoup plus que la crise agricole, c'est le projet d'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, de mars 1931, qui attira l'attention des grandes puissances européennes sur les problèmes économiques danubiens. Et, parce que ce projet n'est que l'aspect économique du fameux projet de l'*Anschluss*, particulièrement dangereux pour les puissances européennes et les pays danubiens, il n'est pas surprenant qu'il ait éveillé l'inquiétude lors de sa publication. Etant donné l'importance capitale que ces deux projets, étroitement liés, présentent pour le destin économique des pays danubiens, il nous paraît opportun de leur consacrer quelques lignes.

L'idée d'une union douanière n'est que le projet bien déguisé de rattachement économique et politique de l'Autriche à l'Allemagne et, par là, constitue le premier pas vers la réalisation de l'ancien rêve de la Mitteleuropa. Vaincue dans la Grande Guerre, l'Allemagne se trouvait obligée de renoncer, tout au moins pour une courte période, à ses rêves impérialistes, parmi lesquels figurait au premier plan le projet d'une Mitteleuropa économique-politique. Mais, une fois sortie de ses embarras politiques et économiques qui suivirent sa défaite, elle commença à tourner de nouveau ses regards vers l'Est. Et, en présence de la détresse de l'Autriche, les Allemands reprirent avec intensité leur propagande pangermaniste en faveur d'un rattachement, d'abord économique, puis politique, de l'Autriche à l'Allemagne. Des raisons sentimentales — la composition purement allemande de l'Autriche nouvelle — et des raisons matérielles — l'attraction économique de l'Autriche vers son puissant voisin — furent les facteurs les plus importants de la propagande du pangermanisme.

Evidemment, l'Autriche actuelle est beaucoup plus petite que l'Ex-Monarchie, et n'a plus de beaucoup l'importance que présentait cette dernière pour la formation d'une Mitteleuropa. Mais le rattachement, connu sous le nom d'Anschluss, que préconisent les pangermanistes, ne leur serait pas moins utile pour réaliser les espérances qu'ils avaient depuis longtemps conçues et que les accords de Strasbourg de 1918 avaient commencé à matérialiser. L'Autriche d'aujourd'hui doit servir d'avant-garde pour la pénétration allemande dans l'Europe danubienne et balkanique. L'Anschluss n'est que le prélude de la Mitteleuropa. On voit immédiatement tous les dangers qui en résultent pour l'indépendance économique et politique des pays danubiens, ainsi que pour la paix européenne.

Les partisans de l'Anschluss, pour détourner l'opinion publique et les gouvernements intéressés de leurs desseins véritables, ont recouvert leurs projets d'un voile économique, en présentant le rattachement comme une nécessité qui s'imposait inévitablement pour sauver l'Autriche, incapable de vivre seule au point de vue économique.

En effet, dans les premières années qui suivirent la guerre, ce pays traversa une crise extrêmement sérieuse d'ordre économique et financier, crise qui menaçait de se répercuter sur le plan politique et social. Envahie par une misère intense, devant les déficits énormes de son budget, avec une monnaie avilie, dépendant de l'étranger pour ses besoins alimentaires, l'Autriche se croyait au bord de l'abîme, à la veille d'une liquidation déplorable. Mais, après l'appui financier que lui apporta la S. D. N. en 1922, elle commença lentement à se relever. Son industrie réussit à se rétablir sur des bases solides, et déjà en 1930, elle couvrait tous ses besoins alimentaires en lait, beurre et pommes de terre ; 70 % de sa consommation intérieure en sucre et 65 % en orge. Son appareil bancaire a reconquis en grande partie son ancienne importance dans la vallée danubienne. Toutes les branches de l'activité économique autrichienne se sont, peu à peu, adaptées aux conditions nouvelles. Le progrès est constant, et s'il y a une crise économique, elle n'est, en fait, que celle qui

a sévi également dans tous les autres pays danubiens. Déjà, en 1925, à la question posée par la S. D. N., « L'Autriche, est-elle viable ? », les enquêteurs internationaux, MM. F. Layton et Ch. Rist, ont pu répondre, après une analyse détaillée de la situation : « L'affirmative s'impose. » Donc, l'Autriche est viable, le problème de rattachement n'est pas économique. Si les Autrichiens invoquent encore cet argument, très peu, en réalité, croient ; pour la majorité, il ne sert que de monnaie d'échange, pour obtenir des puissances européennes des concessions économiques, financières ou politiques.

Mais les pangermanistes n'ont pas hésité, en 1931, à essayer de réaliser leur projet de rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, en mettant en relief son aspect économique. Le ministre des Affaires Etrangères allemand, Julius Curtius, et le ministre des Affaires Etrangères autrichien, Johannes Schober, après avoir poursuivi des négociations secrètes, signèrent, le 14 mars 1931, un accord sur l'établissement d'une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche. Le 21 du même mois, ils surprirent l'Europe en publiant les « lignes de direction en vue d'une uniformisation des conditions douanières et politico-commerciales de l'Allemagne et de l'Autriche ».

Cet accord Curtius-Schober prévoyait une union douanière entre l'Autriche et l'Allemagne, avec la franchise du trafic entre les deux pays, et avec une frontière douanière commune envers les pays tiers. Des tarifs transitoires étaient prévus pour le trafic entre les deux pays, tarifs qui devaient permettre l'assimilation de l'économie autrichienne au nouvel état de choses, principalement pour protéger l'industrie autrichienne contre la puissante industrie allemande. A la fin était stipulée la possibilité pour les Etats tiers d'adhérer à cette union douanière, dans les mêmes conditions. On visait par là tout d'abord la Tchécoslovaquie, attirant Prague par les « avantages » que l'agriculture tchécoslovaque et certaines branches de l'industrie auraient trouvés dans la combinaison. Mais Prague se rendit vite compte de la précarité de ces « avantages », qui ne pouvaient être que passagers et dispa-

raîtraient le jour, sans doute prochain, où l'Allemagne se serait résolue à diriger l'économie d'une telle union.

L'Autriche, de son côté, ne pouvait non plus espérer gagner grand'chose dans un tel accord. Tout au contraire, elle était menacée de devenir une simple province de la puissante Allemagne, perdant toute indépendance économique-politique. Et, quand on sait que l'union douanière ne devait être que le prélude de l'union politique, on se rend facilement compte, que l'Autriche risquait d'être définitivement rayée du rang des Etats indépendants.

Même les raisons purement économiques, que les partisans de cette union invoquaient en faveur de l'Autriche, n'étaient qu'apparentes, vu la capacité économique infiniment plus grande de l'Allemagne par rapport à sa voisine. L'Autriche profiterait, certes, dans la balance des négociations internationales, de l'avantage de faire partie d'une puissante unité économique. Mais, en revanche, elle perdrait sur ce terrain son indépendance, pour être à la solde de l'Allemagne, qui imposerait, avant tout, au nouveau bloc la sauvegarde des intérêts allemands. Notamment, l'industrie et les établissements financiers autrichiens devaient le plus souffrir dans l'organisation projetée, risquant d'être écrasés par la concurrence allemande. Les tarifs transitaires, prévus dans le projet Curtius-Schober, ne protégeraient que certaines branches de l'industrie autrichienne. Seules l'industrie du bois, les filatures, la confection de qualité et quelques autres branches pouvaient espérer trouver un marché plus vaste. Mais les autres industries, surtout celle des machines, devaient être définitivement compromises, obligées à une liquidation totale ou partielle. La rationalisation et la concentration dans le domaine de l'industrie auraient lieu, dans le nouveau territoire économique, évidemment au profit de l'industrie allemande, vu la supériorité écrasante dont elle jouit sur tous les points à l'égard de l'industrie autrichienne.

Dès lors, les ressources et les richesses nationale de l'Autriche diminueraient. Si l'on n'oublie pas que la liquidation d'une partie de l'industrie autrichienne aurait comme corollaire l'augmentation du chômage, avec toutes ses con-

séquences néfastes, on se rendra facilement compte des « avantages économiques pour l'Autriche » de la nouvelle combinaison.

Egalement, les banques viennoises, cette branche importante de l'activité autrichienne, ne pouvaient que diminuer et tomber sous la dépendance et la direction des banques allemandes. Un certain nombre de banques viennoises se trouveraient obligées de liquider, le reste décroîterait vite ou serait dirigée par les intérêts allemands.

Seule, peut-être, l'agriculture autrichienne aurait à gagner avec les accords Curtius-Schober, en raison de la situation de l'Allemagne, pays importateur par excellence de produits agricoles. Mais l'agriculture n'est qu'une branche relativement peu importante de l'activité économique autrichienne. Et qui sait si, un jour, les intérêts des agrariens autrichiens ne seraient pas sacrifiés, eux aussi, aux intérêts des agrariens allemands.

L'union douanière austro-allemande aurait donc abouti inévitablement à l'absorption économique de l'Autriche par son associée, infiniment plus forte au point de vue économique et financier. L'Autriche aurait été détournée de sa voie naturelle et traditionnelle, qui est la vallée danubienne, pour se porter vers le Nord et végéter péniblement. Si elle veut demeurer indépendante, vivre et se développer, elle doit déployer son activité vers la vallée du Danube, toujours et sans cesse, et fixer son destin dans une collaboration féconde avec les autres pays danubiens. En effet, ces derniers sont tous des petits pays, d'une capacité économique à peu près égale, sans aucune visée d'hégémonie, ne constituant l'un pour l'autre aucune menace pour l'indépendance économique. Il importe seulement de les rapprocher sur le terrain économique pour leur permettre de vivre en paix les uns à l'égard des autres et accroître leurs forces à l'égard des Etats tiers. C'est le plus grand désir à exprimer, désir qui se réalisera, espérons-le, dans un prochain avenir. En ce moment, on peut dire qu'il n'y a, ni dessein, ni possibilité, que l'un quelconque des pays danubiens puisse absorber économiquement un autre ou menacer son indépendance économique, ce qui ne man-

querait pas d'arriver dans le projet d'union entre l'Allemagne et l'Autriche.

D'autre part, l'union économique entre l'Allemagne et l'Autriche aurait été dangereuse pour les autres pays danubiens, également en raison de l'intervention directe d'une puissance économique trop forte dans le bassin du Danube. Ces pays auraient perdu non seulement le marché autrichien, au profit de l'Allemagne, mais ils auraient vu leurs économies respectives profondément troublées et menacées d'être entraînées dans l'orbite allemande. Leur indépendance économique et, par là, peut-être également leur indépendance politique, auraient été mises en question. Triste résultat des efforts énormes dépensés de 1914 à 1918 pour leur assurer la liberté.

Enfin, l'union douanière est un danger pour l'Europe tout entière, en raison des fins véritables qu'elle poursuit. En effet, nous l'avons dit, elle n'est qu'un déguisement ingénieux de l'Anschluss, lequel, de son côté, n'est que le premier pas vers la réalisation du projet fameux de la Mitteleuropa, ainsi que du dangereux Drang nach Osten, la marche vers l'Est de l'Allemagne. Permettre cette union, c'est favoriser l'établissement de l'hégémonie économico-politique de l'Allemagne, qui rompra définitivement l'équilibre des forces, non seulement dans le bassin danubien, mais encore dans l'Europe tout entière, équilibre que les peuples n'ont pu établir qu'au prix de tant de sang et de dépenses.

Ces dangers de l'union projetée n'ont pas échappé à l'opinion publique européenne, ainsi qu'à l'attention des représentants des puissances intéressées directement ou indirectement. Une double action fut engagée ; politique, devant la S. D. N. ; judiciaire, devant la Cour de Justice Internationale de la Haye.

Devant le Conseil de la S. D. N., MM. de Curtius et Schöber, dans leurs pladoyers, ont tenté de présenter leur projet comme une nécessité économique et comme correspondant à l'idée de feu Aristide Briand, de créer une union douanière européenne. Ils y voyaient le commencement d'une collaboration économique régionale, devant être le prélude d'une

collaboration européenne générale. Ils se sont, en conséquence, efforcés de cacher, sous une idée extrêmement avancée et pacifique, leurs véritables desseins, qui n'avaient en réalité aucun caractère de nécessité économique ni de pacifisme. Et, devant l'opinion généralement hostile en raison de l'évidence des visées hégémoniques de l'Allemagne dans la combinaison douanière austro-allemande, les représentants des deux pays se trouvèrent obligés de déclarer en commun, le 2 septembre 1931, devant le Conseil de la S. D. N., que leurs Etats respectifs renonçaient à leur projet dans l'intérêt de la paix générale.

L'action judiciaire se termina par l'arrêt du 5 septembre 1931, par lequel la Cour de Justice Internationale de la Haye se prononça également contre le projet d'union douanière austro-allemande, par l'application du Protocole de Genève du 4 octobre 1922, lequel stipulait l'obligation pour l'Autriche de « maintenir son indépendance économique et de n'entrer avec aucun autre Etat dans un système mettant en danger cette indépendance ». La Cour a considéré que l'accord douanier austro-allemand mettait en danger l'indépendance économique de l'Autriche et que, comme tel, il était inadmissible.

Ainsi se termina la tentative austro-allemande de mars 1931. Elle devait, avons-nous dit, être le commencement de la réalisation d'une Mitteleuropa sous l'égide allemande.

Il n'est pas inutile de faire ressortir sur un point l'empressement apporté dans son élaboration. En effet, l'Allemagne s'était inquiétée de l'action économique-politique de la Petite Entente et de la collaboration des pays agricoles danubiens et européens en 1930 et 1931. Elle craignait le rapprochement économique des pays danubiens et la formation d'un puissant bloc économique dans le bassin du Danube, parce que ce bloc ne pouvait que constituer un barrage pour ses visées de Mitteleuropa. De plus, elle craignait que l'Autriche ne fût entraînée dans un tel groupement et libérée par là même de l'influence allemande. On s'aperçut combien l'Allemagne redoutait de voir l'Autriche fortifier sa propre indépendance économique, par l'importance qu'elle

donna au projet d'Anschluss, d'après lequel ce dernier pays doit servir d'avant-garde à la pénétration germanique vers l'Est.

L'Allemagne fait alors une tentative avec le projet du 19 mars. Elle n'a pas réussi ; peut-être même, n'a-t-elle pas espéré réussir. Mais elle est, cependant, arrivée à freiner l'œuvre de rapprochement économique dans la vallée danubienne. Et nous verrons, par la suite, qu'elle a toujours essayé d'entraver la formation d'un fort groupement économique dans cette partie de l'Europe. Elle n'oublie pas son rêve de Mitteleuropa. La question de l'Anschluss est toujours aussi actuelle. Il est donc nécessaire que les pays danubiens en tirent un enseignement utile.

CHAPITRE VI.

LE PLAN TARDIEU.

Dans le chapitre précédent, nous avons exposé que c'est la tentative de formation de l'union douanière austro-allemande qui a appelé de façon durable l'attention des grandes puissances sur les problèmes économiques de la vallée danubienne. Et parmi les grandes puissances, c'est la France qui, la première, commença à montrer le plus de souci et de compréhension pour la situation économique particulièrement pénible des pays danubiens et qui a tenté également de parer aux tentatives, faites par certaines puissances européennes, pour exploiter cette détresse de la vallée du Danube et y établir leur hégémonie économique et politique.

Par son « memorandum constructif » du 16 mai 1931, le Gouvernement français a proposé également certaines mesures propres à soulager la misère de l'Europe centrale et orientale, savoir : des solutions au problème agricole, des solutions au problème industriel, une aide financière à l'Autriche et des solutions au problème du crédit international.

Bien que ce memorandum soit un effort qui fasse le plus grand honneur au Gouvernement français et mérite tous les éloges, nous ne l'analyserons pas en détail, parce qu'il dépasse le cadre de notre étude, étant donné la large base sur laquelle il conçoit la solution des problèmes économiques de l'Europe centrale et orientale, telle que nous les concevons. La largeur de vues de ces solutions provient de ce qu'elles correspondent aux idées de Paneuropa douanière émises par leur plus grand apôtre, feu Aristide Briand. Idées généreuses, pacifiques et humaines, qui éveillent toute notre admiration pour le grand homme d'Etat français et pour ses œuvres nombreuses sur le plan international.

Un autre projet, dont le mérite appartient également à la France, attire beaucoup plus notre attention, parce que,

toujours inspiré par l'idée grandiose de feu Aristide Briand, il possède un rayon d'action moins vaste, limitant ses suggestions exclusivement au problème danubien. C'est le projet, connu sous le nom de « Plan Tardieu », que le Gouvernement français, par la personne de son Président du Conseil, M. André Tardieu, présenta le 2 mars 1932.

Les tentatives diverses en vue de la solution de la crise agricole n'ayant pas abouti, la situation économique s'aggrava en 1931 et 1932 dans les pays danubiens. L'Autriche, après l'échec de la tentative de formation d'une union douanière avec l'Allemagne, ne cesse pas alors de se plaindre de sa situation économique. Mais, voyant barrée toute route vers l'Allemagne, elle se tourne vers la seule solution opportune : la collaboration avec les autres pays danubiens. Le 16 février 1932, M. Buresh, alors Chancelier fédéral de l'Autriche, lance un appel aux gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie, de la France et de la Grande-Bretagne, en les informant qu'il serait dans l'obligation de prendre certaines mesures en vue de protéger sa balance commerciale et l'unité monétaire de son pays, et que l'Autriche ne pourra pas sortir de sa détresse économique, tant que des négociations ne seront pas ouvertes avec les Etats voisins, ainsi qu'avec tous les autres Etats qui pourront s'y prêter.

Presque immédiatement suivit le Plan Tardieu, par lequel la France attira l'attention de l'Europe toute entière sur la situation presque désespérée des pays danubiens, situation que l'appel de M. Buresh faisait ressortir de façon si significative. Le souci immédiat du Gouvernement français était de consolider économiquement le bassin danubien, afin de créer des garanties à ceux qui se montreront disposés à accorder aux pays de cette région une aide financière permettant de relever d'une manière durable leur situation. Le souci plus éloigné, mais principal, était de former une solide Confédération économique danubienne, qui devait avoir comme résultat, la consolidation économique de cette partie de l'Europe et lui faciliter la lutte contre les visées de domination de certaines puissances voisines. C'est par l'« aide-mémoire », adressé, le 2 mars 1932, aux gouvernements allemand, an-

glais et italien, que le gouvernement français prit cette louable initiative, connue sous le nom de « Plan Tardieu ».

Dans cet important document, le Gouvernement français invoque le rapport du Comité financier de la S. D. N. sur la situation financière de l'Autriche et de la Hongrie, rapport qui insistait sur la nécessité d'établir, aussi rapidement que possible, des rapports économiques plus étroits entre ces deux pays et certains pays voisins, en ajoutant qu'à la solution de ce problème se trouvait subordonné le rétablissement de la confiance des marchés financiers dans la capacité de paiement de l'Autriche et de la Hongrie.

Le Gouvernement français ajoute que, non seulement en Autriche et en Hongrie, mais dans toute l'Europe danubienne, on trouve le même phénomène de resserrement des crédits, le même ralentissement des transactions. Les pays danubiens agricoles ne peuvent plus vendre l'excédent de leur production et voient leur pouvoir d'achat diminué, ce qui entraîne la diminution de l'écoulement des produits des États danubiens industriels sur le marché danubien. D'où résultent le resserrement des échanges et le déclin de l'économie danubienne.

L'aide-mémoire constate ensuite que la crise mondiale est, pour une part, la cause de cette situation, mais qu'il en est d'autres, propres aux pays danubiens, auxquelles il importe de remédier sans retard, et cela non par des solutions d'ensemble, qui seules permettront d'assainir la situation économique désastreuse de la vallée danubienne.

Le Gouvernement français constate de plus sa communauté de vues avec le Gouvernement britannique, sur la question de l'assainissement économique et financier du bassin du Danube. En fait, le Gouvernement britannique, en raison de l'importance des investissements de capitaux anglais dans les pays danubiens, a envisagé, avant l'initiative de M. Tardieu, la question du relèvement financier et économique de la vallée danubienne par la formation d'une union douanière entre ces pays. Mais le Gouvernement français, dans son aide-mémoire, estime que le projet britannique allait trop loin, qu'il se heurtait à des obstacles insurmontables,

tout au moins pour le moment, aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. Économique, en raison des changements de la structure économique danubienne, survenus depuis la guerre. Politique, vu la méfiance et l'antagonisme qui sévissent actuellement entre les pays danubiens. Espérant que le Gouvernement britannique s'est aperçu que la réalisation d'une union douanière danubienne est impossible et inopportune quant à présent, le Gouvernement français constate que le Gouvernement britannique est en tous cas d'accord avec lui sur la nécessité de développer et de resserrer les liens économiques entre les pays danubiens.

Par suite, en écartant l'idée d'une union douanière danubienne, le Gouvernement français suggère des combinaisons à base préférentielle. Il déclare que, sur la nature de ces combinaisons, il n'a pas, à l'heure actuelle, une doctrine arrêtée, mais insiste sur ce point que leur nécessité lui paraît s'imposer. Il propose donc la formation, dans la vallée danubienne, d'une entente économique régionale basée sur le système des tarifs préférentiels que les pays danubiens accorderont l'un à l'autre pour les produits qu'ils échangent mutuellement.

Le Gouvernement français déclare qu'il appartient aux cinq pays danubiens en cause, à savoir l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, de procéder à des conversations pour déterminer les modalités du nouveau régime, tenant compte tout à la fois et des intérêts divers qu'il s'agit de concilier, et des intérêts légitimes des Etats tiers. Il se déclarait hostile à la fixation à l'avance de conditions et de limites aux conversations des pays danubiens. Ce n'est que lorsque les cinq Etats en cause auront échangé ces conversations et jeté les bases des accords, que les organismes compétents de la S. D. N. seront saisis de leurs conclusions pour les mettre au point, et pour les compléter éventuellement s'il était nécessaire.

Enfin, le Gouvernement français exprime des vœux pour la coordination de son action avec celle des Gouvernements britannique et italien, « pour déterminer dans quelles conditions l'attention des Gouvernements autrichien, hongrois, rou-

main, tchécoslovaque et yougoslave pourrait, à bref délai, être attirée sur la nécessité de francs et complets échanges de vues entre eux, en vue du resserrement de leurs relations économiques et, ultérieurement, de leurs situations financières, budgétaires et monétaires ».

On voit par ce bref aperçu, que nous venons de donner de l'« aide-mémoire » français, qu'au fond de ce plan se trouve le souci d'assainir de façon durable la vallée danubienne. La détresse économique et financière des contrées intéressées est évidente et le Gouvernement français est prêt à leur offrir une aide financière. Mais leur porter secours en laissant les choses en l'état, ne serait qu'un remède passager et illusoire ; ce serait surcharger d'une dette nouvelle les pays danubiens, qui se sont montrés incapables d'assurer le service de leurs dettes anciennes. C'est pourquoi le Gouvernement français désire d'abord combattre la cause principale de la détresse danubienne : la paralysie commerciale. Dans ce but, il propose la réalisation d'un accord douanier entre les pays danubiens, accord qui sera basé sur le régime préférentiel. Par là, on élargira les marchés danubiens pour les produits danubiens, on concentrera les énergies de l'Europe danubienne, on relèvera sa capacité économique et on permettra aux pays danubiens de vivre et de faire face à leurs engagements. Cet accord ne doit être ni fusion politique, ni union douanière, mais simplement un rapprochement économique par des traités à base préférentielle. Mais, pour que ce régime nouveau aboutisse à un assainissement économique et financier durable des pays danubiens, il faut que ces avantages soient réservés exclusivement aux cinq pays danubiens, sans que les pays tiers puissent en profiter, en invoquant la clause de la nation la plus favorisée, qui lie actuellement les États de la vallée du Danube. Pour donner l'exemple, la France annonçait qu'elle ne revendiquerait pas les droits que lui réserve ladite clause, stipulés dans ses traités passés avec les pays danubiens, si ceux-ci parviennent à établir une entente régionale à base préférentielle.

Le problème de l'assainissement de la vallée danubienne

est d'un intérêt européen évident, et le plan Tardieu est conçu sans cacher le moindre dessein d'hégémonie ; tout au contraire, il procède des idées altruistes et pacifistes émises par feu Aristide Briand dans sa conception de Pen-europa économique. L'initiative française n'en a pas moins été soupçonnée de cacher des visées politiques et ne rencontra pas partout l'approbation qu'elle était en droit d'espérer. Le croisement des intérêts économiques et politiques des grandes puissances dans la région danubienne et le passé non encore oublié dans les pays de cette région, expliquent l'accueil peu enthousiaste que l'initiative française a reçu dans les chancelleries européennes.

Les grandes puissances répondirent sans grande hâte à l'aide-mémoire français. La réponse italienne arriva le 15 mars, celle de l'Allemagne le 16 et celle de la Grande-Bretagne le 22.

Le Gouvernement italien a pris une position qui, sans être tout à fait opposée à la thèse française, ne lui était pas non plus favorable. Il a déclaré partager les inquiétudes du Gouvernement français sur la détresse danubienne, vu l'importance toute particulière, que la situation économique de cette région présente pour l'Italie. Mais il se déclare contre la suggestion française de laisser les cinq pays danubiens s'entendre seuls et propose, de son côté, une conférence à neuf : les cinq pays danubiens et les quatre grandes puissances intéressées, à savoir l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne.

En fait, l'Italie craignait de voir s'installer dans le bassin du Danube, une nouvelle formation économique, puissante, peu accessible à ses prétentions économiques et politiques sur cette partie de l'Europe. Elle se méfiait également de l'industrie tchécoslovaque, qui aurait une position meilleure dans le groupement danubien projeté. L'Italie fait donc passer au premier plan ses propres intérêts, alors que l'affaire ne regardait que les seuls pays danubiens.

Le Gouvernement allemand, dans sa réponse du 16 mars, a pris une position nettement opposée aux idées exposées dans l'aide-mémoire français. Tout d'abord, il se déclare

complètement d'accord avec elles sur l'urgence d'une aide énergétique aux Etats danubiens, notamment en raison des relations étroites que l'Allemagne entretenait avec ces Etats. Mais il fait connaître ensuite, qu'il ne partage pas le point de vue du Gouvernement français sur les moyens propres à assurer l'assainissement de la vallée danubienne. En insistant sur ce point, que la paralysie commerciale est la cause principale de la détresse des pays danubiens, le Gouvernement allemand déclare que seule la formation d'un territoire économique qui, par ses dimensions et sa structure, garantirait l'écoulement des excédents des pays danubiens, en particulier des pays agricoles, serait susceptible de faire disparaître la détresse économique dans ces contrées. L'entente économique des seuls pays danubiens, d'après le Gouvernement allemand, n'offrirait pas une base de débouchés suffisante pour absorber l'excédent danubien. C'est pourquoi ce Gouvernement déclare, qu'il faudrait faire entrer dans l'entente, également certains grands pays européens importateurs de produits agricoles. Il est évident qu'il visait par là, en premier lieu, l'Allemagne comme devant faire partie de l'entente économique danubienne. De plus, le Gouvernement allemand se plaignait, que la Confédération économique, formée uniquement des pays danubiens, entraînerait le rétrécissement des débouchés pour les Etats tiers, ce que l'économie allemande, déjà fortement menacée, supporterait difficilement.

Mais, parce que la réalisation d'une vaste entente économique danubienne, seule solution radicale, ne se fera pas aussi vite qu'il serait désirable, vu l'urgence de secourir les pays danubiens, le Gouvernement allemand suggère des mesures plus rapides, la solution d'ensemble ne devant intervenir qu'ultérieurement. Il propose que les tarifs préférentiels soient consentis par les Etats voisins et les puissances européennes aux produits industriels de l'Autriche. Quant aux pays danubiens agricoles, à savoir la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie, le Gouvernement allemand émet l'avis, que les pays européens, importateurs de produits agricoles, accordent des tarifs préférentiels pour

les céréales provenant de ces quatre pays. Et il ajoute, que l'Allemagne a déjà consenti des tarifs préférentiels en faveur de la Hongrie et de la Roumanie, en ce qui concerne les céréales.

Enfin, d'accord avec le Gouvernement italien, le Gouvernement du Reich exprime le désir, que les quatre grandes puissances européennes, l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne, prennent part, dès le début, aux négociations sur la coopération économique des pays danubiens.

On voit que la différence est bien nettement marquée entre le plan français et le projet allemand :

1) Tandis que le plan Tardieu suggérerait la formation d'une entente économique à base préférentielle entre les cinq pays danubiens et entre eux seuls, le projet allemand propose l'introduction des Etats tiers dans la combinaison économique danubienne.

Nous partageons entièrement les vues du Gouvernement français. Les pays danubiens sont, au triple point de vue géographique, historique et économique, intimement liés et destinés à concerter leurs économies, à organiser leurs énergies, à coordonner leurs possibilités économiques, en formant une entente régionale réservée à eux seuls. Ce ne sont pas les divergences politiques, la méfiance et la jalousie, issues de la Grande Guerre et attisées à dessein par les puissances voisines, qui doivent les empêcher de s'entendre et de s'acheminer vers un avenir meilleur. Seule, une collaboration économique intime peut leur donner la prospérité, relever le standard de vie de leur population, aboutir à un apaisement durable et leur permettre de lutter avec succès contre les visées de puissances voisines, qui s'efforcent de leur imposer leur domination économique et, peut-être, politique.

Il ne faut pas oublier que les dirigeants du Reich prétendent en premier lieu, que c'est l'Allemagne qui doit entrer dans l'entente économique danubienne. C'est là que doivent être les véritables et principales raisons de l'opposition allemande au projet français. Mais s'il est évident que, par suite de la différence trop grande contre la puissante économie

du Reich et les faibles économies des pays danubiens, ces derniers auraient été absorbés par la première dans une combinaison économique commune.

Ainsi donc, pour assurer le bonheur des pays danubiens, pour sauvegarder leur indépendance économique, et pour ne pas troubler la paix européenne, il est indispensable de laisser le Danube aux peuples danubiens.

2) Tandis que le Gouvernement français propose, que les pays danubiens s'accordent mutuellement des tarifs préférentiels, le Gouvernement allemand suggère, d'un côté, le consentement de tarifs préférentiels pour les produits industriels de l'Autriche, de la part des pays danubiens et des Etats tiers, d'un autre côté, le consentement par les pays européens industriels de tarifs préférentiels pour les céréales de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie.

La proposition allemande n'était pas tout à fait justifiée quant au consentement unilatéral de tarifs préférentiels, au profit des produits industriels de l'Autriche et, quant à l'élimination de la Tchécoslovaquie, des pays danubiens bénéficiant du régime préférentiel.

En ce qui concerne l'octroi unilatéral de tarifs préférentiels aux produits industriels autrichiens, sans contre-partie pour les autres pays danubiens, c'est une solution à laquelle ces derniers ne pourraient se rallier. Car, bien que l'Autriche soit dans une position économique pénible, les autres pays danubiens ne sont pas dans une situation meilleure, d'autant plus que la crise mondiale, qui a été ressentie avec intensité dans la vallée du Danube, a atteint plutôt les pays agricoles que les pays industriels. Ce serait favoriser trop fortement l'industrie autrichienne au détriment de l'industrie des autres pays danubiens, entre autres celle de la Tchécoslovaquie.

D'autre part, d'après le plan allemand, la Tchécoslovaquie se trouvait dans une position complètement désavantageuse, parce qu'elle devait consentir des tarifs préférentiels pour les produits industriels de l'Autriche et pour les céréales des quatre pays danubiens agricoles, sans jouir d'aucune contre-

partie. Mais la Tchécoslovaquie est également un pays danubien, aussi durement atteint par la détresse danubienne, méritant de jouir du même traitement que les autres pays danubiens. Il est clair que l'Allemagne ne voit pas d'un œil favorable les progrès, que cet admirable peuple a **accomplis** dans tous les domaines économiques pendant la courte période de son existence politique et qu'elle veut combattre l'influence et la réputation économique et commerciale dont bénéficie la Tchécoslovaquie dans la vallée danubienne.

Enfin, en ce qui concerne l'octroi de tarifs préférentiels pour les céréales danubiennes, ce n'est qu'une solution partielle des difficultés économiques de cette région. Tout d'abord, cet octroi de tarifs préférentiels ne serait pas suffisamment efficace, parce qu'il n'est proposé pour que les céréales, bien que les pays danubiens disposent d'excédents importants d'autres produits agricoles. En outre, qui garantit que ce consentement à des tarifs préférentiels pour les céréales serait fait pour une durée suffisante, vu la lutte pour le blé et les tendances à l'autarchie économique d'Allemagne et de l'Italie.

Mais, même si ces tarifs préférentiels fonctionnaient d'une manière satisfaisante, ce ne serait pas encore une solution d'ensemble. Il est indispensable que les pays danubiens se consentent mutuellement un régime préférentiel, qu'une clause applicable à la région du Danube, défendrait contre les exigences basées sur la clause de la nation la plus favorisée ; il faut qu'ils se rapprochent sur le terrain économique dans le sens centripète, pour qu'on arrive à une solution d'ensemble et à un apaisement durable. Le consentement de tarifs préférentiels aux pays danubiens, de la part des pays tiers, n'est qu'une solution partielle et d'une portée passagère.

3) Tandis que le projet français recommandait avec raison, que les pays danubiens s'entendent eux-mêmes sur leurs accords économiques futurs, les grandes puissances n'ayant qu'à aider à la mise en route des négociations, le Gouvernement allemand, à l'instar du Gouvernement italien, demandait avec insistance que les grandes puissances participent,

dès l'origine, aux négociations danubiennes, pour sauvegarder leurs intérêts.

Or, c'est attaquer l'indépendance des pays danubiens que laisser les Etats tiers s'immiscer dans leurs affaires intérieures et protéger leurs intérêts sur un terrain qui n'appartient qu'aux pays danubiens eux-mêmes. Ceux-ci ne doivent pas, ne désirent pas, par leur collaboration économique, nuire aux intérêts des Etats tiers, mais ils ont au moins le droit qu'on ne se mêle pas de leurs affaires intérieures et qu'on ne se serve pas de leur territoire pour y créer des zones d'influence en profit de pays étrangers.

On doit reconnaître, que les pays danubiens eux-mêmes ont provoqué cette attitude agressive de la part de certaines puissances européennes. Divisés en camps hostiles, n'arrivant pas encore à s'entendre, à se rapprocher sur le terrain économique, ils offrent des tentatives irrésistibles aux puissances voisines, désireuses de trouver des « zones d'influence » et d'élargir leur domination économique dans la vallée du Danube.

4) Enfin, à la différence du plan français, qui suggérerait la collaboration économique entre cinq pays danubiens : l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, le Gouvernement allemand proposait l'entrée de la Bulgarie dans la combinaison économique danubienne.

C'est le seul point du projet allemand qu'il nous soit possible d'approuver, parce que, à notre avis, la Bulgarie est, elle aussi, géographiquement, historiquement et économiquement liée au système économique danubien.

Essayons maintenant de comprendre les raisons de cette opposition du Gouvernement allemand au projet français du 2 mars 1932.

Ces raisons sont à la fois économiques et politiques.

Au point de vue économique, l'Allemagne craint que la formation d'une entente économique dans la vallée danubienne, ne présente un obstacle sérieux à ses desseins d'expansion économique vers l'Est. Il est évident qu'il lui serait plus difficile d'imposer son hégémonie à une large entente

économique, puissante, consciente de ses intérêts et de sa force, qu'à un régime dans lequel les Etats sont dressés les uns contre les autres et affaiblis par des luttes mutuelles.

L'autre raison économique, c'est la crainte de l'Allemagne, que ses débouchés dans les pays danubiens ne soient restreints en cas de réalisation d'un resserrement économique des pays danubiens, parce que les industries tchécoslovaques et autrichiennes se trouveront dans une meilleure position que l'industrie allemande sur les marchés de ces régions, par suite du régime préférentiel dont ces deux pays bénéficieront dans une entente économique danubienne. Quand on sait que l'Allemagne place de 10 à 12 % de son exportation dans les pays danubiens, on se rend compte de l'importance qu'elle attache à tout ce qui touche au développement ou aux entraves de son commerce avec ces pays.

Cette crainte est sans fondement sérieux. Tout d'abord, il est naturel et juste que les industries autrichienne et tchécoslovaque bénéficient d'avantages sur leurs marchés traditionnels. Mais l'Allemagne n'a rien à redouter à cet égard, parce que sa propre industrie restera toujours assez forte pour qu'elle ne craigne pas la concurrence de celle de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie. De plus, la réalisation d'une entente économique danubienne aboutira à un assainissement durable de cette région, relèvera le pouvoir d'achat de la population et rétablira la prospérité, de telle sorte, que l'industrie allemande trouvera, en définitive, plus de débouchés dans ces contrées.

Une autre raison économique était aussi la crainte du Reich de la prédominance, que la France pourrait avoir dans la future Confédération danubienne économique. Parce que, une fois cette Confédération réalisée, une aide financière aux pays danubiens aurait nécessairement suivi. Or, seule la France était en état de donner cette aide et seule elle était disposée à l'accorder. Le Reich ne voyait pas favorablement cette position avantageuse de la France, qui jouissait d'une influence financière appréciable dans la vallée du Danube. Devant le fléchissement de sa pénétration économique et la pénétration des capitaux français dans les pays

danubiens, l'Allemagne redoutait de voir affaiblir sensiblement sa propre position économique dans cette partie de l'Europe.

Au point de vue politique, l'Allemagne voyait dans le projet français un essai de la France pour renforcer sa position politique dans la vallée danubienne, par son alliance avec les pays de la Petite Entente qui, d'après le Gouvernement allemand, posséderont une influence prépondérante dans la future combinaison.

Cette critique allemande est tout à fait gratuite, parce que le Gouvernement français, dans son projet danubien, n'a manifesté aucune prétention sur le plan politique. Au contraire, il s'est efforcé d'écarter les luttes d'influence, que les grandes puissances menaient dans le bassin du Danube, pour laisser cette région aux seuls pays danubiens. Quant à la Petite Entente, c'est une organisation pacifique, qui défendra les traités de paix et l'ordre danubien, qui n'a jamais manifesté aucun dessein de dominer ses voisins et qui s'est toujours montrée prête à collaborer avec les autres pays danubiens.

L'autre raison d'ordre politique, mais beaucoup plus forte, c'est que la future entente danubienne aurait présenté un obstacle sérieux aux desseins impérialistes de l'Allemagne. Celle-ci est bien loin d'oublier son rêve de *Mitteleuropa* et son projet de *Drang nach Osten*. La Confédération danubienne est, dès lors, une conception nettement opposée à celle de la *Mitteleuropa*. Cette explication est, à elle seule, suffisante.

De plus, comme l'Autriche est le premier pilier de la future *Mitteleuropa*, l'Allemagne ne veut absolument pas permettre que cette Autriche se trouve entraînée dans une puissante combinaison danubienne et puisse ainsi se soustraire à l'influence allemande.

Voilà la raison principale de l'opposition faite par l'Allemagne au projet Tardieu.

En face de cette attitude négative de l'Allemagne et de l'Italie, le Gouvernement britannique a pris une position un peu différente de celle qu'annonçait l'aide-mémoire français,

d'après lequel la Grande-Bretagne se trouvait d'accord avec l'initiative française.

Le Gouvernement britannique déclara qu'il serait inutile, en raison de l'attitude italienne et allemande, de poursuivre la réalisation du projet français, avant que les Grandes Puissances tombent d'accord sur le moyen de sauvegarder leurs propres intérêts dans la vallée danubienne. Il proposa alors, par la personne de son Premier Ministre, M. James Ramsay Mac Donald, la réunion d'une conférence à quatre entre l'Allemagne, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. Une fois ces Grandes Puissances arrivées à concilier leurs points de vue différents, pour décider des termes dans lesquels les pays danubiens seront invités à discuter en commun de leurs propres intérêts, on laissera à ces pays le soin de s'entendre sur la réalisation de leur entente économique.

Par cette attitude assez étrange, qui n'a d'ailleurs pas eu de résultats favorables, la Grande-Bretagne a ébranlé l'accord franco-britannique sur l'initiative française, en portant un coup assez dur au projet Tardieu. Les voyages, entrepris par l'homme d'Etat français à Londres pour rétablir cet accord, n'ont pu aboutir et la Conférence des quatre puissances fut décidée.

Cette Conférence se tint à Londres, du 4 au 8 avril 1932, et fut ajournée « sine die », parce qu'aucune d'entre elles ne se montra disposée à céder quoi que ce fut de la position qu'elle avait prise.

Les délégués français s'en tinrent aux suggestions de l'aide-mémoire, qui étaient les seules à respecter les véritables intérêts des pays danubiens. Ils donnèrent quelques précisions sur ce projet : les pays danubiens devaient réduire simultanément et mutuellement leurs tarifs douaniers de 10 %, sans qu'aucun Etat tiers puisse réclamer le bénéfice de cette diminution. Ensuite, les Grandes Puissances consentiraient aux pays danubiens un emprunt de dix millions de livres sterling, à répartir dans une proportion à préciser par l'Angleterre et la France. Cette aide financière devait permettre aux pays danubiens de faire face à leurs obligations internationales immédiates, jusqu'au jour où leur

organisation économique commune à base préférentielle serait prête à fonctionner et donnerait les résultats désirés.

L'Italie et l'Allemagne eurent une attitude surprenante, et l'on peut dire qu'elles sont venues à cette Conférence pour défendre plutôt leurs intérêts personnels dans la vallée danubienne, que les intérêts des pays danubiens eux-mêmes.

L'Allemagne, par son Délégué, M. von Bülow, prit une position entièrement négative à l'égard des propositions françaises. Dans l'exposé des motifs du plan allemand, M. von Bülow adressa au plan français certaines objections qui, estimons-nous, n'avaient pas de fondement sérieux.

L'objection principale du délégué allemand était l'affirmation, que l'entente économique danubienne, suggérée dans le plan français, ne serait pas en état de se suffire économiquement, et n'aboutirait pas à une autarchie économique. Il insistait surtout sur l'impossibilité, pour ce groupement, d'absorber, sur le marché de la consommation, les forts excédents agricoles des pays danubiens.

Certes, la Confédération économique danubienne ne pourrait pas absorber tous les excédents des pays qui la composeraient, et M. von Bülow a raison sur ce point. Mais tel n'est pas son but. Il ne s'agit pas de former, dans la vallée danubienne, un groupement économique qui sera autarchique. Aucun groupement économique du monde ne peut se flatter de se suffire à lui-même. D'ailleurs, ce n'est pas nécessaire, et l'autarchie, d'après nous, est plutôt un mal qu'un bien, parce que l'humanité doit tendre vers la collaboration et l'apaisement et non vers l'isolement et la tension qui sont presque toujours conséquences de l'autarchie économique et politique.

Le but de l'entente économique danubienne n'est donc pas d'aboutir à une autarchie économique, de se suffire et de vivre isolée de l'étranger. Son but est de rapprocher les pays danubiens jusqu'alors dressés les uns contre les autres et séparés par des barrières de toute nature. Ces pays, dans les années précédentes, ont souvent mené entre eux une guerre économique sourde, estimant les pertes des uns comme des gains pour les autres, entravant leurs courants économiques,

au lieu de défendre leurs intérêts communs. Alors, il s'agit de rapprocher ces Etats, au moins sur le terrain économique, de supprimer les entraves aux échanges mutuels, de faciliter la circulation. Une fois les entraves levées, les échanges mutuels progresseront, le marché danubien deviendra plus accessible aux produits danubiens. Les producteurs danubiens auront donc un marché intérieur plus large, plus sûr et plus facilement accessible. Il ne s'agit pas que le marché intérieur danubien absorbe la totalité, mais le maximum de la production des pays danubiens. Or, actuellement, ce marché n'en absorbe qu'une partie insuffisante. Ainsi, en 1930 et 1931, l'Autriche a acheté, en dehors des pays danubiens, 47,3 % de ses besoins en blé, 22 % de ses besoins en farines et 35 % de ses besoins en seigle. Dans la même période, la Tchécoslovaquie a acheté, en dehors des pays danubiens, 23,9 % de ses besoins en blé, 55,9 % de ses besoins en farines et 76,8 % de ses besoins en seigle. Alors, une fois l'entente économique danubienne réalisée, ces conséquences disparaîtront et on ne peut nier que ce ne soit un grand progrès par rapport à la situation actuelle.

Les échanges avec les pays non danubiens n'en continueront pas moins, mais le marché danubien sera tout d'abord destiné aux produits danubiens.

De plus, les Etats de la vallée du Danube seront dans une meilleure position qu'actuellement, en ce qui concerne la balance des négociations internationales, parce qu'ils se présenteront, à l'égard de l'étranger, comme une puissance économique bien plus forte et plus unie, en raison de l'étendue de leur territoire et de leur population accrue, en état de traiter d'égal à égal avec les autres puissances économiques.

M. von Bülow, il est vrai, faisait valoir que l'entrée de l'Allemagne dans la future entente danubienne, lui permettrait d'absorber les excédents agricoles danubiens, en raison de sa proximité géographique et de son caractère de pays importateur de produits de cette nature.

Certes, l'Allemagne a d'importants intérêts dans la vallée danubienne et jouit, d'autre part, d'une influence économique

appréciable dans cette région, en raison de sa proximité géographique et de sa situation de pays importateur de produits agricoles. Les données statistiques, que nous exposeront à la fin de ce chapitre, montrent quelle est l'importance du Reich en tant que client et fournisseur des pays danubiens. Ces pays le savent, et ils n'ont aucun intérêt à orienter leur entente économique future contre l'Allemagne. Le Reich a trop d'importance pour eux, et inversement, pour qu'on les mette dans des camps opposés. Mais on ne peut non plus faire entrer le Reich dans l'entente économique danubienne, en raison de la différence trop grande entre la puissance économique de l'Allemagne et la capacité infiniment plus modeste des économies danubiennes. Les rapprocher d'une manière plus intime, c'est risquer d'entraîner l'économie danubienne sous la domination de l'économie allemande.

C'est donc une affirmation injustifiée que l'Allemagne a le droit d'être comprise dans une entente économique danubienne, en raison de sa position géographique et de l'importance de ses échanges avec les pays danubiens. L'Allemagne ne peut dire qu'elle a une position privilégiée dans la question économique danubienne. Elle a une position forte, certes, mais on ne peut nier que l'Italie n'y possède des intérêts commerciaux importants et la France des intérêts financiers.

Il faut donc reconnaître, que la solution proposée par l'aide-mémoire du Gouvernement français est seule organique et constructive, permettant de relever, d'une manière durable, l'économie des pays danubiens. La formation d'un puissant groupement économique entre ces pays, avec un marché intérieur élargi et sûr pour les produits danubiens, et avec une importance plus grande dans la balance des négociations internationales, est le seul chemin possible pour l'assainissement définitif de l'Europe danubienne. Les grandes puissances intéressées, notamment l'Allemagne et l'Italie, ne perdront rien dans cette nouvelle organisation de la vallée du Danube. Parce que, au bout d'un certain temps, l'économie de ces puissances se trouvera dans une position plus

avantageuse qu'actuellement, devant la capacité d'achat plus grande de la population danubienne. La prospérité des pays danubiens ne peut qu'être utile pour l'économie européenne ; leur détresse ne peut que lui nuire.

Les délégués italiens s'en sont tenus à leur position, non pas nettement opposés au plan français, mais non plus approuvative. Même, ils appuyaient plutôt la thèse allemande.

Les délégués britanniques sont, en principe, restée d'accord avec le projet français, sauf en ce qui concerne la demande de faire entrer la Bulgarie dans la combinaison économique danubienne.

Finalement, les quatre Puissances se sont séparées sans arriver à une entente sur une action commune. Il fut décidé que la Conférence de Lausanne, qui devait se réunir en juillet 1932, aurait la mission de régler la question danubienne.

La Conférence de Lausanne n'arriva pas non plus à traiter cette question, qu'elle renvoya à une commission, dont les travaux furent exposés devant la Conférence de Stresa de septembre 1932. Mais la Conférence s'est éloignée du problème purement danubien, pour élargir ses travaux et ses solutions à l'Europe centrale et orientale, donc à l'Europe agricole tout entière.

Il est intéressant de noter que tous les pays danubiens eux-mêmes n'ont pas accepté le plan Tardieu avec toute la compréhension désirable. Les raisons en sont plutôt d'ordre psychologique et politique. En effet, il ne s'était pas écoulé assez de temps pour que le triste passé de l'oppression austro-hongroise, pour les uns, et la guerre désavantageuse, pour les autres, soient oubliés. Les pays danubiens craignaient, que leur indépendance ne fût compromise dans l'entente économique proposée. Le plan Tardieu fut mal interprété par la majorité des dirigeants danubiens, lesquels croyaient qu'il pouvait menacer, dans l'avenir, l'indépendance économique et politique de leurs pays respectifs.

En fait, le projet français suggérait la formation d'une entente économique puissante dans la vallée danubienne, tout en sauvegardant l'indépendance économique des pays danubiens.

Mais les raisons psychologiques négatives l'emportèrent.

L'Autriche garda la plus grande réserve à l'égard du projet français, évitant même de se prononcer clairement. Evidemment, la position allemande contre le plan Tardieu avait influencé l'attitude autrichienne. D'autre part, l'industrie autrichienne se méfiait de l'industrie tchécoslovaque, susceptible de devenir pour elle une forte concurrente dans une entente économique danubienne. L'agriculture autrichienne, encore dans le premier stade de son rétablissement, avait besoin, pour sa part, d'une protection et ne regardait pas d'un œil favorable l'entente danubienne, dont les membres seraient en majorité des pays agricoles.

Dès lors, le nationalisme économique et les intérêts particuliers l'emportèrent sur l'idée constructive d'un assainissement général.

La Hongrie, de son côté, se montra nettement hostile au projet français, pour des raisons plutôt politiques qu'économiques.

La raison économique tenait principalement à la différence des avantages économiques, que la Hongrie aurait pu tirer de l'entente suggérée dans le plan Tardieu, et de celle inspirée par un projet antérieur, le « Projet Bénès ». En effet, M. Edouard Bénès, alors Premier Ministre de la Tchécoslovaquie, a soulevé le premier la question de la nécessité d'une entente économique dans le bassin danubien. Comme les Traités de Saint-Germain et de Trianon envisageaient déjà une entente économique Prague-Vienne-Budapest, qui, d'ailleurs, ne s'est pas réalisée, M. Bénès suggéra la formation d'une entente économique entre la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie. Mais il n'envisageait ce triangle que comme un moyen, une base sur laquelle on devait construire ensuite un système danubien, en élargissant le triangle Prague-Vienne-Budapest jusqu'à Belgrade et Bucarest et, éventuellement, jusqu'à Sofia. Il voulait donc faire entrer dans l'Entente économique danubienne tous les pays que relie géographiquement le Danube. On voit, par suite, qu'à l'origine du plan Tardieu se trouve le plan Bénès, ce qui fait que

l'on appelle souvent le plan Tardieu, également le plan Tardieu-Bénès.

Mais la Hongrie n'était nullement satisfaite par l'élargissement du triangle Prague-Vienne-Budapest, pour des raisons assez peu louables. En effet, le triangle Autriche-Hongrie-Tchécoslovaquie réservait à l'agriculture hongroise des débouchés larges et sûrs et la Hongrie ne voulait pas voir les agriculteurs roumains et yougoslaves jouir également des débouchés autrichien et tchécoslovaque, bien que, géographiquement et historiquement, ils étaient tous trois destinés à user de ces débouchés.

Au point de vue politique, la Hongrie, comme l'Autriche, craignait que la Petite Entente ne prît un rôle directeur dans la future Entente économique danubienne. Crainte d'ailleurs sans fondement, vu le caractère pacifique de la Petite Entente.

La difficulté beaucoup plus grande venait de l'irredentisme de la Hongrie, qui conditionnait toute combinaison économique sérieuse avec les autres pays danubiens par un revisionnisme territorial préalable. Une telle prétention n'était ni pacifique, ni admissible, et ne pouvait qu'entraver la consolidation économique de la vallée danubienne.

Dans les pays de la Petite Entente, le plan Tardieu reçut un accueil très chaleureux, mais il ne put échapper à certaines réserves.

L'opinion publique et les milieux officiels de la Roumanie accueillirent avec sympathie le projet français. S'il y eût quelques hésitations, c'était seulement par désir d'aborder cette question délicate avec le plus de son possible, afin de ménager au mieux les intérêts essentiels du pays.

L'opinion yougoslave se montra très accueillante pour l'initiative française. Les milieux yougoslaves ont toujours manifesté une vive compréhension pour toute action en vue d'un rapprochement économique des pays danubiens. Si certaines réserves ont été adressées au plan Tardieu, c'est par désir de mieux éclairer le problème danubien et d'écarter les dessous politiques de certaines puissances, intéressées dans la vallée danubienne.

Quant à la Tchécoslovaquie, elle a exposé son point de vue sur le plan français par la personne de son Premier Ministre, M. Edouard Bénès, qui, le 22 mars 1932, prononça à ce sujet un important discours à la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre Tchécoslovaque. Ce discours, reproduit dans nos annexes, est un des meilleurs documents pour la compréhension du problème danubien.

Dès le début de son discours, M. Bénès déclara que le Gouvernement tchécoslovaque est tout à fait disposé à prendre part à des pourparlers entre les cinq Etats danubiens, en vue d'un rapprochement économique sur la base d'un régime préférentiel, tel qu'il est prévu dans le memorandum français. Mais le Gouvernement tchécoslovaque est complètement hostile à une combinaison politique, telle qu'une confédération de droit public, entre les pays danubiens. Il est également opposé à une entente économique allant jusqu'à une union douanière. De plus, la Tchécoslovaquie ne veut pas s'engager dans une combinaison économique danubienne sans la participation de la Yougoslavie et de la Roumanie.

Le Président Bénès a par là nettement éclairé son point de vue sur son premier projet de triangle Prague-Vienne-Budapest, qu'il ne concevait que comme un moyen destiné à s'étendre vers la Roumanie et la Yougoslavie.

Ensuite, M. Bénès déclare que, sans un arrangement entre les gouvernements de Berlin, de Paris et de Rome, le Gouvernement tchécoslovaque ne participera pas à une combinaison économique danubienne, estimant que la lutte d'influence de ces puissances dans le bassin danubien est trop marquée, pour que les pays du Danube eux-mêmes puissent aboutir à l'entente désirable. Mais justement en raison de cette position intéressée des grandes puissances, il insiste sur la grande valeur du projet français, parce que ce projet établit, pour la première fois depuis la guerre, un principe qui sera, dans l'avenir, le fondement de la politique danubienne. Ce principe, c'est la demande aux grandes puissances de proclamer leur désintéressement en Europe danubienne et de laisser les Etats danubiens régler eux-mêmes leurs propres affaires.

C'est un maximum tout à fait justifié, car les Etats danubiens sont assez mûrs pour qu'aucune grande puissance ne puisse songer à devenir leur tuteur, ni s'en servir en les dressant les uns contre les autres. En fait, si cette rivalité des grandes puissances n'existait pas, le plan Tardieu aurait abouti et la solution du problème danubien aurait avancé beaucoup plus qu'elle ne l'est actuellement. Le fait que le Gouvernement tchécoslovaque ne pouvait pas s'engager dans les négociations danubiennes sans un accord préalable entre les grandes puissances, prouve suffisamment l'influence néfaste de la politique de certaines puissances voisines, qui cherchent à établir des zones d'influence en Europe danubienne, négligeant les intérêts propres de cette partie de notre continent.

M. Bénès fait ensuite l'éloge de la noble initiative de la France, qui est prête à donner l'exemple du désintéressement dans les affaires danubiennes, en renonçant, pour sa part, aux bénéfices de la clause de la nation la plus favorisée, si les Etats danubiens arrivent à se consentir mutuellement des tarifs préférentiels et invitant les autres puissances à procéder de la même façon.

Le Premier Ministre tchécoslovaque s'attaque au memorandum allemand, insistant sur les dessous politiques de l'attitude du Reich, qui craint que l'Autriche ne se trouve entraînée, par l'Entente économique danubienne, dans un bloc antiallemand. M. Bénès déclare, que les milieux allemands voient l'Europe danubienne d'aujourd'hui avec les yeux des hommes d'Etat d'avant-guerre, qui ne parviennent pas à comprendre le mouvement d'émancipation des Etats danubiens. Ces Etats sont actuellement parvenus à la maturité politique et protègent trop jalousement leur souveraineté et leur indépendance économique, pour laisser les autres puissances déployer une expansion, soit économique, soit politique dans le bassin danubien. Il déclare nettement que les milieux allemands n'ont rien à craindre de l'Entente économique danubienne, car elle n'aura jamais un sens antiallemand.

Au point de vue économique, M. Bénès demande que l'Al-

Allemagne et les autres puissances également, cèdent sur certains de leurs intérêts, en faveur des pays danubiens, en leur facilitant la formation d'une Entente économique à base préférentielle. Demande entièrement légitime, vu le droit de chaque Etat, que ses propres intérêts soient respectés par les Etats tiers et vu, spécialement, dans le cas de l'Europe danubienne, le fait qu'une fois celle-ci assainie, son pouvoir d'achat s'accroîtra, sa capacité de consommation s'élèvera, et les puissances voisines verront leurs échanges augmenter avec cette partie du continent.

Pour rassurer encore plus l'Allemagne et l'Italie, M. Bénès déclara que les pays danubiens, une fois tombés d'accord sur les bases de l'entente économique désirée, doivent s'entendre avec l'Allemagne et l'Italie pour la conclusion d'un *modus vivendi*, sans lequel aucune collaboration économique n'est possible en Europe danubienne.

Enfin, et à juste titre, M. Bénès se déclare hostile aux solutions partielles, telles que les conventions à base préférentielle, passées entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie, ou celles passées entre l'Allemagne et la Hongrie et la Roumanie.

Car la solution définitive du problème danubien ne peut être qu'une solution d'ensemble, réunissant tous les pays danubiens à la fois, sans y introduire les pays tiers.

Le Président Bénès termina son exposé en émettant ses vœux pour un accord entre les Grandes Puissances, entre les pays danubiens et entre ces deux groupements.

Malheureusement, après cinq années, on est encore assez loin de la solution définitive du problème économique danubien.

En terminant ce chapitre, nous trouvons utile de noter qu'après la Conférence de Londres d'avril 1932, la Grande-Bretagne s'intéresse de moins en moins à la solution de ce problème. En effet, après les accords d'Ottawa, du 20 août 1932, elle s'est éloignée des problèmes économiques européens, en liant son action et ses intérêts économiques aux intérêts de ses Dominions et colonies. C'est pourquoi, dans les années suivantes, la France se trouvera presque seule en face de l'Italie et de l'Allemagne, pour la solution du pro-

blème danubien. Ce n'est que depuis l'an dernier que la Grande-Bretagne affiche un peu plus d'intérêt pour la question danubienne, mais pour des raisons plutôt politiques qu'économiques.

Nous donnons ci-après deux tableaux attestant l'importance économique que représente le Reich pour les pays danubiens, et inversement :

L'Allemagne.

SES IMPORTATIONS DES PAYS DANUBIENS.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Autriche	1,5	1,7	1,7	1,4	1,4	1,5	1,7
Hongrie	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	1,4	1,9
Roumanie	1,6	2,3	1,5	1,6	1,1	1,3	1,9
Tchécoslovaquie	3,6	3,5	3,6	3,0	2,9	3,6	2,9
Yougoslavie	0,4	0,7	0,6	0,6	0,8	0,8	1,5

SES EXPORTATIONS VERS LES PAYS DANUBIENS

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Autriche	3,3	3,0	2,9	2,8	2,5	2,6	2,5
Hongrie	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	1,0	1,5
Roumanie	1,2	1,1	1,0	1,1	0,9	1,2	1,5
Tchécoslovaquie	4,9	4,4	4,4	4,4	3,3	3,6	3,0

Les Pays danubiens.

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE L'ALLEMAGNE

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Autriche	21,0	21,1	22,0	20,0	18,7	17,1	16,6
Bulgarie	22,2	23,2	23,3	25,9	38,2	40,2	53,5
Hongrie	20,0	21,3	24,4	22,5	19,6	18,3	22,6
Roumanie	24,1	25,1	29,1	23,7	18,9	15,5	24,4
Tchécoslovaquie	25,0	25,4	28,0	24,2	19,8	19,4	17,3
Yougoslavie	15,6	17,6	19,3	17,7	13,2	13,4	16,2

EXPORTATIONS VERS L'ALLEMAGNE

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	16,5	18,1	16,1	16,5	15,1	15,9	15,6
Bulgarie	29,9	26,2	29,5	26,0	36,0	42,8	48,0
Hongrie	11,7	10,3	12,7	15,2	11,4	22,2	23,9
Roumanie	27,6	18,8	11,4	12,3	10,6	16,6	16,6
Tchécoslovaquie	19,3	17,0	15,5	16,2	17,7	21,5	14,9
Yougoslavie	8,5	11,7	11,3	11,3	13,9	15,4	18,6

Le premier tableau montre le pourcentage, par lequel les pays danubiens figurent dans l'importation et l'exportation totales de l'Allemagne. Il en ressort, que le pourcentage de tous les pays danubiens est au total de 10 % de l'importation et presque le même que celui de l'exportation totale du Reich. Il n'est donc pas surprenant, que l'Allemagne attache beaucoup d'importance à toute combinaison économique des pays avec lesquels s'effectue un dixième de son commerce.

Le second tableau donne le pourcentage de l'Allemagne dans l'importation et l'exportation de chacun des pays danubiens. Il en ressort que cette participation va de un cinquième à la moitié pour chaque pays danubien, d'où l'importance que les pays danubiens attachent à leurs relations économiques avec le Reich et le mal fondé de l'affirmation que ces pays pourraient être entraînés dans un bloc anti-allemand.

A titre de comparaison, nous donnons ci-après un tableau qui présente la participation de la France dans le commerce des pays danubiens. Quant à l'Italie, les données relatives à sa participation dans le commerce danubien, figurent également sous forme de tableau dans le chapitre : « L'action de l'Italie dans l'Europe danubienne ».

Les Pays danubiens.

IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA FRANCE

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	3,0	2,9
Bulgarie	8,2	9,3	7,0	6,5	4,4	3,8	1,4
Hongrie	2,3	2,8	3,3	4,1	5,6	2,9	1,2
Roumanie	5,5	7,4	7,9	14,1	10,7	11,1	7,2
Tchécoslovaquie	3,8	3,6	3,8	3,9	6,2	6,4	5,6
Yougoslavie	4,0	3,9	4,4	4,5	4,2	5,0	4,3

EXPORTATIONS VERS LA FRANCE

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	3,5	4,2	4,8	4,3	4,1	3,8	3,6
Bulgarie	5,1	5,2	3,9	2,7	3,3	2,1	1,8
Hongrie	1,2	1,8	4,6	4,7	4,5	3,4	2,3
Roumanie	4,5	6,9	10,9	13,0	12,5	9,7	4,0
Tchécoslovaquie	1,6	2,3	3,5	4,9	5,5	4,1	4,0
Yougoslavie	4,0	4,2	4,0	2,7	2,2	1,3	1,6

CHAPITRE VII.

LA PETITE ENTENTE ECONOMIQUE.

Les efforts déployés après la guerre pour un rapprochement des pays danubiens, ont trouvé leur première et plus parfaite expression dans le groupement de la Petite Entente. Née des conventions d'alliance roumaine-tchécoslovaque, du 23 avril 1921, roumaine-yougoslave, du 7 juin 1921, et tchécoslovaque-yougoslave, du 31 août 1922, elle fut formée dans des buts politiques : garantir les traités de paix, notamment en ce qui concerne l'intégrité territoriale et la question des Habsbourg, et servir le principe général de la paix ⁽¹⁾. Ce n'est que peu à peu qu'elle a développé son action utile vers le rapprochement économique de ses Membres, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, avec un élargissement éventuel vers les autres pays danubiens.

L'action économique de la Petite Entente peut être divisée en deux périodes : 1) de sa formation politique en 1922 jusqu'à la signature du Pacte d'organisation de la Petite Entente, le 16 février 1933 ; — 2) de sa formation organique en 1933 à nos jours.

Dans la première période, son action sur le terrain de rapprochement économique n'était pas systématique, organisée. Elle s'est manifestée, soit dans les diverses conférences internationales, où les trois Etats agissaient ensemble et d'accord pour la défense de leurs intérêts économiques, soit dans les travaux et les réunions des trois Etats membres, où ils envisageaient les diverses mesures propres à leur rapprochement économique.

Ainsi, à la Conférence de Rome, du 6 avril au 15 juin 1921,

(1) Comme le dit pour la Petite Entente le grand spécialiste des questions de l'Europe danubienne, M. Albert Mousset : « Il y a là le sentiment d'un interdépendance de destinées, un réflexe de solidarité instinctive, puisée non seulement dans les clauses des traités de paix mais surtout dans les souvenirs beaucoup plus lointains d'une lutte commune contre les forces historiques d'assujettissement et de dénationalisation. »

et à la Conférence de Portorose, du 15 août au 25 novembre 1921, où furent envisagées les diverses questions touchant les Etats successeurs de l'Ex-Monarchie austro-hongroise, les délégués des Etats de la Petite Entente ont manifesté une étroite collaboration et une pleine solidarité dans la défense de leurs intérêts économiques. A la Conférence de Bucarest, en 1922, les ministres des Etats membres de la Petite Entente envisagent la question des douanes et des transports dans leurs pays respectifs. En mars 1922, à la Conférence de Belgrade, les experts économiques de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie discutent les problèmes économiques, financiers et de transport de leurs pays et votent des résolutions pour l'intensification des rapports économiques entre les trois Etats. A la Conférence économique de Gênes, en avril 1922, les représentants des trois Etats, membres de la Petite Entente, agissent en commun pour la défense des intérêts économiques de la Petite Entente et prennent également la même attitude dans toutes les sessions de l'Assemblée de la S. D. N.

A la Conférence de Sinaïa, en 1923, les délégués des trois Etats manifestent de nouveau le souci de coordonner les intérêts économiques de leurs pays respectifs. A la Conférence de Bucarest, en 1925, les Ministres de ces mêmes Etats étudient la question des douanes et des tarifs préférentiels pour faciliter les échanges entre les pays qu'ils représentent. A la Conférence de Iachymove, en mai 1927, sont de nouveau envisagées les questions économiques de la Petite Entente. Le 19 février 1929, les experts économiques de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie tiennent une conférence économique préliminaire à Bucarest, pour formuler leurs points de vue sur un programme économique, en vue des prochaines conférences de la Petite Entente. Ils se prononcent pour le rapprochement et l'intensification des relations économiques entre les Etats membres et l'élargissement de cette collaboration économique sur l'Autriche et la Hongrie.

Mais la plus importante manifestation qui eut lieu dans cette première période de l'activité économique de la Petite

Entente, est la Conférence des ministres des Affaires Etrangères des Etats membres, qui s'est tenue à Strbské Pleso, du 25 au 27 juin 1930. Les ministres des trois Etats y décidèrent de procéder à un rapprochement plus intime et systématique de leurs pays. Ils élaborèrent un plan pour la réalisation progressive de cette coopération. La première étape, d'après ce plan, devait être l'entente économique entre les deux pays agricoles de la Petite Entente, la Roumanie et la Yougoslavie, afin d'éliminer les obstacles à la vente de leurs produits agricoles dans l'avenir, notamment en ce qui concerne les céréales. La seconde étape devait être le rapprochement de ces deux Etats agricoles avec la Tchécoslovaquie, pays à structure économique mixte, mais avec prédominance de l'industrie.

On a réussi, de plus, dans cette Conférence, à parapher un traité de commerce entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie. En outre, il fut décidé que les experts économiques des trois pays se réuniraient plus fréquemment, pour coordonner leurs points de vue et pour faciliter les travaux des Conférences ultérieures.

Mais, comme nous l'avons dit, cette activité de la Petite Entente sur le terrain économique n'était pas systématique et ne pouvait, par conséquent, donner de résultats satisfaisants. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'ampleur de la tâche demandait du temps. Enfin, certains obstacles venaient de la part des agrariens tchécoslovaques, possédant une forte organisation politique et faisant pression sur leur Gouvernement en vue de la défense de leurs intérêts, par l'élévation des droits de douane protecteurs. Le Gouvernement tchécoslovaque était bien disposé à satisfaire les exigences des agrariens, étant donné qu'ils sont un élément purement tchécoslovaque et national par excellence, le pivot de la jeune Tchécoslovaquie. Ce protectionnisme agrarien, qui menait vers une politique d'autarchie économique, en raison de la forte industrialisation de la Tchécoslovaquie, gênait sensiblement les efforts déployés pour le rapprochement économique avec la Roumanie et la Yougoslavie, deux pays essentiellement agricoles.

Mais, à partir de 1930, l'opinion de tous les milieux tchécoslovaques commence à incliner vers un compromis avec agrariens, afin de faciliter un rapprochement économique plus intime de la Tchécoslovaquie avec les deux autres Etats membres de la Petite Entente, d'autant plus que l'industrie tchécoslovaque sentait déjà ses débouchés en Roumanie et en Yougoslavie se restreindre en raison de la baisse du pouvoir d'achat des populations de ces deux pays, provenant de la mévente des produits agricoles. Donc l'ouvrier tchécoslovaque, déjà dans une position peu favorable, en raison du coût de la vie qui avait augmenté après les droits protecteurs sur les produits agrariens tchécoslovaques, se voyait menacé de plus par le fantôme du chômage.

Alors, l'expérience de l'action non systématique et une compréhension plus grande de l'intérêt général chez les agrariens tchécoslovaques avancèrent l'organisation économique de la Petite Entente.

Avec la signature du Pacte économique de la Petite Entente, le 16 février 1933, à Genève, on entre dans la seconde phase de l'action économique de ce groupement. Phase constructive, où le rapprochement économique des trois Etats membres se développe d'une manière systématique et organique et dont les résultats sont par suite bien plus appréciables. Le nouveau Pacte a resserré les liens de solidarité entre les trois Etats, aussi bien sur le terrain politique que sur le plan économique. Etant devenue une communauté internationale, d'un type spécial, la Petite Entente a renforcé la solidarité politique de ses membres par les assises de la solidarité économique.

Le Pacte organique du 16 février 1933 a institué, pour l'action politique de cette nouvelle communauté internationale, qu'est la Petite Entente, le *Conseil Permanent*. C'est un triumvirat des ministres des Affaires étrangères des trois Etats membres. Cet organe politique est assisté d'un Secrétariat, dont une Section est détachée à Genève, auprès de la S. D. N.

Quant à l'action économique de la Petite Entente, l'article 7 du Pacte Organique prévoit : « Un Conseil économi-

que des Etats de la Petite Entente, pour la collaboration progressive des intérêts économiques des trois Etats, soit entre eux, soit dans leurs rapports avec des Etats tiers, est constitué. »

Cet article a jeté les bases d'une collaboration économique plus étroite entre les Etats membres de la Petite Entente.

Après l'échange des instruments de ratification, à Prague, le 30 mai 1933, fut convoquée la première réunion du Conseil Permanent, au cours de laquelle furent élaborés le programme économique de la Petite Entente, ainsi que les statuts du Conseil économique. Ainsi, le 1^{er} juin 1933, fut créé le Conseil économique, doté d'un large programme.

Ce programme prévoit notamment l'organisation et l'intensification des échanges commerciaux entre les trois pays, mais également la collaboration dans les autres domaines de l'activité économique ; les voies de transports ferroviaires, fluviales, maritimes et aériennes, les ponts sur le Danube entre les Etats membre, les droits de douane, les relations postales, télégraphiques et téléphoniques, la collaboration des banques centrales des trois pays, le tourisme, l'hygiène sociale, l'enseignement agricole, etc.

En ce qui concerne l'organisation du Conseil économique de la Petite Entente, ce Conseil est composé de trois sections nationales, qui traitent respectivement les questions prévues dans le programme économique de la Petite Entente. Il se réunit, d'après ses statuts, trois fois par an. Mais depuis 1936, il n'a tenu que deux sessions par an : au début de l'année pour élaborer un programme pour l'année en cours, et à la fin de l'année, pour vérifier les résultats obtenus et discuter sur les améliorations nécessaires. Dans l'intervalle, les secrétariats nationaux, créés dans chacun des trois Etats membres, sont chargés de poursuivre le programme et les résolutions élaborés par le Conseil économique, et de préparer le travail pour les réunions ultérieures du Conseil.

Lors des réunions du Conseil économique, les experts économiques des trois pays se répartissent en plusieurs com-

missions pour examiner les diverses parties du programme économique de la Petite Entente. Ainsi existent la Commission ferroviaire, la Commission douanière, la Commission aéronautique, la Commission pour les questions agricoles et l'enseignement agricole, la Commission pour les questions des Postes, Télégraphes et Téléphones, la Commission pour l'Hygiène sociale, la Commission touristique, etc.

Les projets élaborés par ces Commissions sont soumis à l'approbation du Conseil Permanent de la Petite Entente, qui est l'organe principal et décisif de la nouvelle communauté et qui décide leur mise en pratique.

Sur la base du programme économique de la Petite Entente, la première session du Conseil Economique fut décidée pour le début de 1934.

Mais, parce que le problème de la Petite Entente économique était d'abord le problème des agrariens tchécoslovaques, il importait de savoir si ce parti, qui a la majorité dans le Parlement tchécoslovaque et possède une influence prépondérante sur le Gouvernement, permettrait le traitement favorable pour l'importation en Tchécoslovaquie des produits agricoles provenant de la Roumanie et de la Yougoslavie, ce qui ouvrirait la possibilité de procéder à des échanges mutuels plus étroits et faciliterait l'écoulement des produits industriels tchécoslovaques sur les marchés roumain et yougoslave. Aussi, au mois de décembre 1933, fut créé un « Comité des Dix », composé d'un nombre égal des représentants des agrariens et des industriels tchécoslovaques, dans le but de préparer le terrain de la future action de la Petite Entente économique. Le Comité des Dix est arrivé à un accord de principe et le Conseil économique de la Petite Entente put être convoqué pour tenir sa première session, le 9 janvier 1934. A cet égard, les agrariens tchécoslovaques ont montré manifestement un esprit de conciliation et de compréhension des intérêts généraux et ont donné leur consentement à l'octroi de grands contingentements pour les produits agricoles de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Il est vrai que les agrariens tchécoslovaques ont pris leurs précautions en stipulant que les produits agricoles en pro-

venance de la Roumanie et de la Yougoslavie, n'entreront en Tchécoslovaquie, que dans la mesure des besoins du marché intérieur, le reste devant être réexporté vers l'Europe occidentale. Mais il reste que leur attitude conciliante a permis qu'on aboutisse à l'accord de Prague de décembre 1933, et que commence l'action efficace de la Petite Entente économique.

C'est donc grâce à cet accord de Prague de décembre 1933, que le Conseil économique de la Petite Entente put être convoqué. Il a tenu sa première séance du 9 au 17 janvier 1934. Répartis en cinq grandes commissions, les experts économiques des Etats membres se sont attachés particulièrement à étudier les problèmes posés. Après neuf jours de travail assidu, le Conseil a abouti, en outre, à l'adoption de seize résolutions, destinées à mettre en pratique le vaste programme économique de la Petite Entente, sanctionné le 1^{er} juin 1933 à Prague. Ces résolutions sont les suivantes :

1) Pour la conclusion de conventions concernant l'aménagement définitif des échanges mutuels et leur développement ;

2) Pour la collaboration des institutions économiques existant déjà dans les trois pays ; pour la création de nouvelles institutions et pour l'organisation de la propagande économique ;

3) Pour la collaboration des trois pays en matière de communications ferroviaires ;

4) Pour leur collaboration en ce qui concerne la navigation sur le Danube ;

5) Pour leur collaboration dans le domaine des communications aériennes ;

6) Pour l'organisation d'une union postale, télégraphique et téléphonique ;

7) Pour la collaboration en matière de normalisation ;

8) Pour l'unification du droit commercial des trois Etats et de la législation des effets de commerce et des chèques ;

9) Pour l'unification de la législation douanière, la simplification des formalités douanières et l'unification des tarifs douaniers des trois pays ;

10) Pour la collaboration des trois pays en matière de statistique en général et d'unification des statistiques en particulier ;

11) Pour leur collaboration dans le domaine de l'enseignement agricole et en vue de la propagation des progrès réalisés dans l'agriculture ;

12) Pour leur collaboration dans le domaine touristique ;

13) Pour leur collaboration en matière d'activité industrielle ;

14) Pour la collaboration des banques d'émission ;

15) Pour la collaboration des Caisses d'Épargne ;

16) Pour l'échange des marchandises.

Les résolutions, d'après les statuts du Conseil Economique de la Petite Entente, ne sont que des recommandations qui doivent être présentées au Conseil Permanent de la Petite Entente. C'est ce dernier qui prend des décisions conformes à ces résolutions, après quoi, on passe à leur mise en pratique.

Toutes ces résolutions, presque sans exception, ont été mises en application au cours des années 1934 et 1935. Nous exposerons les diverses phases de leur réalisation.

La tâche principale et première du Conseil était de relever le niveau des échanges commerciaux entre les trois pays, étant donné que ces échanges avaient sensiblement baissé de 1929 à 1933, principalement à cause de la crise agricole danubienne et du malaise, politico-économique de toute la région.

A titre documentaire et pour permettre la comparaison avec les résultats obtenus par l'action économique de la Petite Entente, nous donnons ci-après le tableau des échanges commerciaux entre les trois Etats membres de la Petite Entente.

Yougoslavie.

Exportations en Importat. de Exportations en Importat. de

TCHECOSLOVAQUIE**ROUMANIE**

(valeur en millions de dinars)

	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1922	699,3	8,11	1.277,9	19,84	10,6	0,29	243,5	3,75
1923	629,1	7,82	1.537,6	18,51	30,4	0,38	212,2	2,55
1924	943,7	9,89	1.649,8	20,07	252,6	2,65	183,1	2,23
1925	834,3	9,37	1.558,8	17,81	1213,9	13,63	315,6	2,61
1926	938,7	12,01	1.427,4	18,70	783,3	10	332,2	4,35
1927	726,7	11,35	1.399,3	19,20	32,1	0,50	274,2	3,76
1928	579,6	8,99	1.402,1	17,89	21,6	0,33	209,4	2,66
1929	425,9	5,38	1.328,9	17,50	38,3	0,49	182,4	2,40
1930	556,1	8,20	1.224,7	17,50	38	0,56	227,7	3,20
1931	743,6	15,19	872,4	18,18	13	0,27	78,4	1,64
1932	402,5	13,17	447	15,63	11,5	0,38	85,6	2,99
1933	366,1	10,84	348,8	12,10	29,8	0,88	75,4	2,62

Roumanie.

Exportations en Importat. de Exportat. en Importat. de

TCHECOSLOVAQUIE**YUGOSLAVIE**

(valeur en millions de lei)

	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1921	1.064	8,77	0,406	4,92				
1922	1.156	9,38	1.123	8,00				
1923	1.618	8,30	1.082	4,40				
1924	3.027	11,5	2.630	9,5				
1925	4.272	14,0	2.742	9,4	80	0,3	634	2,2
1927	4.815	14,2	2.030	5,3	100	0,3	544	1,4
1928	4.591	14,5	1.588	5,9	79	0,3	641	2,4
1930	1.370	14,6	1.985	7,0	80	0,3	510	1,8
1931	1.923	12,2	1.557	7,0	56	0,3	247	1,1
1932	1.458	12,2	1.161	7,0	50	0,4	228	1,4
1933	1.102	9,5	0,667	4,7	89	0,8	180	1,3

Tchécoslovaquie.

	Exportations en		Importat. de		Exportations en		Importat. de	
	ROUMANIE				YOUgoslavie			
	(valeur en millions de kc.							
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1922	430,3	3,39	522,7	2,89	267,8	2,11	782,0	4,32
1923	185,6	1,82	405,2	3,22	278,1	2,72	548,4	4,36
1924	467,1	2,95	796,2	4,67	417,7	2,63	829,5	4,87
1925	369,0	2,1	849,8	4,5	501,8	2,9	820,5	4,4
1926	480,9	3,2	834,7	4,7	583,3	3,8	963,3	5,4
1927	662,8	3,7	907,5	4,5	585,5	3,2	926,4	4,6
1928	537,1	2,8	870,5	4,1	451,7	2,4	947,8	4,5
1929	471,8	2,4	769,5	3,8	338,6	1,7	1.140,2	5,6
1930	562,0	3,6	545,0	3,4	439,0	2,8	1.520,0	8,7
1931	566	4,8	341	2,6	384	3,3	832	6,3
1932	334	4,1	302	4,1	389	4,8	404	5,5
1933	177	2,9	222	3,7	231	3,8	197	3,3

Pour les trois tableaux présentés ci-dessus, on voit bien que les rapports commerciaux entre les trois Etats membres de la Petite Entente baissent d'année en année, surtout à partir de 1930, lorsque la crise mondiale a lourdement sévi également sur les pays danubiens. C'est dans le but d'arrêter cette baisse désastreuse que le Conseil économique de la Petite Entente a élaboré des plans économiques, d'abord provisoires pour 1934, puis définitifs pour les années suivantes, sur la base des résultats acquis en 1934. Les efforts du Conseil économique ont heureusement abouti, et le volume des échanges s'est arrêté de baisser et a même commencé à croître, ce dont on peut se rendre compte par la lecture des tableaux ci-après.

Yougoslavie.

Exportations en			Importat. de		Exportat. en		Importat. de	
TCHECOSLOVAQUIE					ROUMANIE			
(valeur en millions de dinars)								
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1934	418	11,7	437	11,3	63,6	1,8	39,1	1,1
1935	517	14,0	540	13,4	67,8	1,8	16,5	0,4
1936	625,8	15,4	539,9	12,3	76,8	1,8	39,3	0,9

Tchécoslovaquie.

Exportations en				Importat. de		Exportations en				Importat. de	
ROUMANIE						YUGOSLAVIE					
(valeur en millions de kc.)											
	Valeur	%	Valeur	%		Valeur	%	Valeur	%		%
1934	186	2,9	271	3,7		199,4	3,1	258	3,5		
1935	260	3,9	383,2	4,8		362,5	5,4	318,1	4,0		
1936	361,4	4,7	379,9	4,7		346,9	5,3	429,7	5,1		

Roumanie.

Exportations en				Importat. de				Exportat. en				Importat. de			
TCHECOSLOVAQUIE								YUGOSLAVIE							
(valeur en millions de lei)															
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%							
1934	1.312	9,9	741	5,4	93	0,7	151	1,1							
1935	1.409	10,3	986	5,9	59	0,6	183	1,1							
1936	1.350	10,0	1.382	8,1	89	0,8	220	1,9							

Il ressort des chiffres ci-dessus, que la baisse des échanges mutuels entre les trois pays est, non seulement enrayée, mais que le niveau des échanges est sensiblement accrue et, dans certains cas, plus que doublé par rapport à l'année 1933, de laquelle date l'action du Conseil économique de la Petite Entente. L'accroissement est notamment marqué pour les échanges entre la Tchécoslovaquie, d'une part, avec la Yougoslavie et la Roumanie de l'autre. En effet, la base essentielle de la Petite Entente économique se trouve dans les rap-

ports entre la Roumanie et la Yougoslavie, deux pays agricoles, avec la Tchécoslovaquie, pays essentiellement industriel. Quant aux échanges roumano-yougoslaves, ils ne furent jamais considérables, étant donné que la structure économique de ces deux pays est analogue. L'accord roumano-yougoslave du 9 décembre 1936, en ce qui concerne l'échange de cuivre yougoslave contre le pétrole roumain, augmente évidemment le volume de leurs échanges mutuels ⁽¹⁾. De plus, la conclusion du traité commercial roumano-yougoslave, le 13 mai 1937 (qui a remplacé l'accord provisoire du 4 août 1930), lequel règle d'une manière durable et détaillée toutes les questions de commerce, de navigation, de sociétés commerciales, des mesures vétérinaires, etc., sera un nouveau stimulant à l'intensification des relations économiques entre les deux pays. Ce traité est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1937 et ses effets favorables se sont déjà manifestés.

Mais il reste que le souci principal est l'intensification des échanges entre la Tchécoslovaquie, d'une part, et la Roumanie et la Yougoslavie, d'autre part. Par suite, c'est là que se sont portés les principaux efforts des experts économiques de la Petite Entente et, d'après les données exposées ci-dessus, on voit que ces efforts ont été couronnés de succès. Et, lorsqu'on fait la comparaison de la valeur des échanges de 1934 à 1936 avec celle des années antérieures, on ne peut méconnaître la différence qui existe entre le pouvoir d'achat de la monnaie avant et après les années pendant lesquelles s'est fait sentir la crise agricole, ce qui rend encore plus appréciables les résultats acquis après 1933.

Enfin, il ne faut pas oublier non plus qu'on se trouve encore dans les années critiques et anormales, que la crise n'est pas encore entièrement passée, et qu'il reste, par suite beaucoup d'obstacles à surmonter, de temps à passer, avant que l'on arrive à une ère d'économie normale, ce qui permettra des résultats plus satisfaisants. Ainsi, l'institution de clearing et le besoin de devises forcent la Roumanie et la You-

(1) En vertu de cet accord, la Roumanie prend l'engagement de livrer à la Yougoslavie chaque année 55.000 tonnes de produits pétrolifères et à acheter en Yougoslavie la contre-valeur en cuivre.

goslavie à exporter en Tchécoslovaquie, plutôt leurs produits agricoles qu'elles ne peuvent dans les pays à devises saines, tandis que les produits miniers (en Roumanie le pétrole, en Yougoslavie le cuivre) sont dirigés vers des pays tiers, qui sont disposés à régler au comptant et en devises fortes. Et ce sont justement les produits agricoles, que la Tchécoslovaquie n'est ni disposée ni capable d'absorber pour toutes les quantités, que désirent la Roumanie et la Yougoslavie.

Nous donnerons encore un tableau sommaire des produits qui constituent la partie essentielle des échanges entre la Tchécoslovaquie, d'une part, et la Roumanie et la Yougoslavie, de l'autre, pour que l'on puisse mieux se rendre compte des produits principaux sur lesquels portent ces échanges.

Tchécoslovaquie.

Importations (en millions de dinars)

De Yougoslavie :

	1935	1936
Blé	67.897	—
Maïs	45.874	16.261
Porcs	57.990	95.890
Saindoux	14.127	33.913
Tabac	54.667	47.565

De Roumanie :

Blé		
Maïs	26.172	41.428
Porcs	50.516	97.396
Saindoux	203	11.126
Pétrole	104.974	127.858

Il convient de remarquer que, vu la diminution des possibilités d'exporter en Tchécoslovaquie les céréales, la Roumanie et la Yougoslavie sont plus disposées à y diriger, l'une son pétrole et l'autre son cuivre.

Quant à l'exportation de la Tchécoslovaquie, la Roumanie

lui achète principalement les textiles (56 % de l'importation totale en textiles de la Roumanie). Viennent ensuite, le fer et les ouvrages en fer (19 %), les pierres et produits en pierre (6 %), les machines (3,8 %), les produits chimiques, peaux, etc.

La Yougoslavie achète en Tchécoslovaquie principalement les textiles et les produits métallurgiques.

Quant aux relations entre la Roumanie et la Yougoslavie, on s'en rendra compte par les données suivantes :

La *Roumanie* importe de la Yougoslavie :

Légumes : 35,8 % de ses importations totales en légumes.

Fer et ouvrages en fer : 32 % de ses importations totales de ces produits.

Papier et ouvrages en papier : 25 % de ses importations totales de ces produits.

La *Yougoslavie* importe de la Roumanie :

Pétrole et dérivés : 89 % de son importation totale en pétrole.

Céréales : 4 % de son importation totale en céréales.

Papier : 3 % de son importation totale en papier.

Nous en avons ainsi terminé avec l'exposé des résultats, que le Conseil économique de la Petite Entente a obtenu dans le domaine des échanges commerciaux entre les trois pays. Il en ressort que ce Conseil a réussi dans cette première et principale partie de son programme. Si les résultats obtenus ne sont pas meilleurs, nous en avons indiqué les raisons. D'autre part, il ne faut pas oublier que la Petite Entente économique se forme **graduellement et méthodiquement** ; il lui faut du temps pour réaliser ses projets, et nous espérons que les années qui vont suivre, lui permettront de développer davantage son action utile dans le sens de l'intensification des échanges entre les trois Etats membres.

La Petite Entente économique a également obtenu des résultats favorables dans les autres domaines de l'activité économique.

Dans le domaine des *transports*, les efforts déployés ont été les plus grands, vu l'importance que présentent ces pro-

blèmes pour l'intensification des échanges commerciaux. Un tarif roumano-tchécoslovaque pour le port roumain de Constanza, au bord de la mer Noire, fut conclu, et il est entré en vigueur le 1^{er} août 1935. Ce tarif rend moins cher les transports en provenance de la Tchécoslovaquie vers l'Orient et vice versa, et facilite également les échanges entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie.

Un tarif analogue fut adopté entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et mis en vigueur le 1^{er} janvier 1936, dans les ports yougoslaves de Split, Sibenik, Susak, Solin et Bakar, au bord de la mer Adriatique. Ce tarif englobe un grand nombre d'articles et rend également moins coûteux le trafic en provenance de la Tchécoslovaquie vers les pays de la Méditerranée.

De plus, les lignes ferroviaires de Prague à Zagreb, de Zagreb à Susak et de Zagreb à Sibenik et Split facilitent davantage à la Tchécoslovaquie l'accès avantageux de la mer, dépendant d'un pays allié.

Si on n'oublie pas, que la Yougoslavie possède une zone franche à Salonique, sur la mer Egée, on voit que la Petite Entente bénéficie actuellement de l'accès à trois mers et, de ce fait, à cette importante route commerciale qu'est la Méditerranée.

En matière de transports par *voie ferrée*, on tend vers une réglementation unitaire. Un accord a été conclu, réglant le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises sur les voies ferrées des trois Etats membres.

Pour les transports *par air*, la collaboration a abouti à l'élargissement des lignes aériennes existantes entre les trois Etats. Les accords suivants ont été conclus :

Entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, le 28 avril 1934 :

- 1) Convention relative au trafic aérien sur la ligne Prague-Bucarest et retour ;
- 2) Accord pour la création et l'exploitation des lignes régulières de communication aérienne ;
- 3) Accord sur le transport par aéro taxis ;
- 4) Accord pour les examens médicaux nécessaires au re-

nouvellement des licences de pilotage pour les membres du personnel volant en Roumanie et en Tchécoslovaquie.

Entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie :

1) Accord sur la création et l'exploitation de la ligne aérienne Prague-Belgrade et retour ;

2) Accord sur la création et l'exploitation de la ligne aérienne Prague-Brno-Bratislava-Zagreb-Susak, avec prolongement vers le sud, le long de la rive adriatique. Cette ligne a une grande importance pour le développement du tourisme sur le littoral yougoslave ;

3) Accords sur les aérotaxis et les examens médicaux.

Enfin, il est important de noter que, le 21 novembre 1936, fut signé à Belgrade la convention roumano-yougoslave relative à la construction de la voie ferrée, de la chaussée et du pont sur le Danube entre les villes de Kladovo (Yougoslavie) et de Tourn Severin (Roumanie). Par cette nouvelle voie de communication, les deux Etats seront davantage liés, ce qui ne saurait manquer de faciliter l'intensification de leurs relations économiques mutuelles.

Dans le domaine des *Postes, Télégraphes et Téléphones*, la collaboration des trois Etats a également abouti à des résultats appréciables.

Sur la base de l'article 5 de la Convention Postale Universelle, qui permet aux membres de l'Union Postale de créer entre eux des unions plus étroites dans le but d'améliorer leurs relations postales, le Conseil économique de la Petite Entente s'est attaché à la création d'une Union postale entre les trois Etats. Dans ce but, une convention relative à l'administration des P.T.T. des trois pays fut signée le 24 septembre 1936 à Belgrade. Les tarifs postaux furent réduits et unifiés pour les relations mutuelles des trois pays, afin de faciliter et d'accroître entre eux le volume des relations postales, télégraphiques et téléphoniques, ce qui ne peut manquer d'avoir une répercussion favorables sur leurs relations économiques générales.

A la VIII^{me} session du Conseil économique, le 12 octobre 1936, à Bucarest, fut décidée l'édition des timbres-poste de la Petite Entente. Des timbres spéciaux ont été émis pour

la correspondance intérieure et d'autres pour la correspondance avec l'étranger.

A la IX^{me} session, qui s'est tenue à Doubrownik, du 13 au 21 février 1937, furent prises les dernières mesures qui ont permis l'entrée en vigueur de l'Union postale entre les trois Etats membres, à partir du 1^{er} mars.

En ce qui concerne la navigation sur le *Danube*, les experts des trois pays ont élaboré plusieurs projets, sur la base desquels furent conclus : le 29 septembre 1934, l'accord relatif à la rationalisation du trafic sur le Danube ; — le 25 février 1935, la convention destinée à préparer l'établissement d'un tarif unitaire pour la navigation danubienne.

Dans le domaine de la *législation commerciale*, des efforts ont été déployés également pour l'unification des dispositions légales concernant les effets de commerce, les chèques et les tarifs douaniers, afin de faciliter les courants commerciaux entre les trois pays.

Dans le domaine du *tourisme*, les résultats obtenus sont des plus appréciables. Avant la création du Conseil économique de la Petite Entente, la question des échanges touristiques entre les trois pays n'était presque pas réglée, si l'on excepte un protocole tchécoslovaque-yougoslave du 2 juin 1932, qui ne prenait que des mesures provisoires et partielles. C'est le Conseil économique qui a pris les dispositions nécessaires pour intensifier les échanges touristiques. Il créa un Comité permanent du tourisme, qui, par des brochures, des bulletins, des films, la T. S. F. et autres moyens de publicité s'efforce d'accroître les échanges touristiques entre les trois pays. Lors de sa réunion à Bucarest, en mai 1936, ce Comité a organisé une exposition de la Petite Entente touristique, qui dura un mois (le « Mois de Bucarest ») et attira environ un million de visiteurs.

D'autre part, grâce aux efforts du Conseil économique, furent signés les accords tchécoslovaque-yougoslave, le 17 juin 1935 ; tchécoslovaque-roumain, le 16 juillet 1935, et roumano-yougoslave, le 1^{er} août 1935, sur le développement des relations touristiques.

Les effets de cette activité se manifestèrent heureusement

dans les années qui suivirent, par un accroissement considérable des échanges touristiques entre les trois pays, notamment en ce qui concerne le trésor touristique le plus attirant de la Petite Entente, le littoral yougoslave, où le courant des touristes de la Tchécoslovaquie a atteint un véritable record.

Pour développer encore plus des échanges, les Caisses d'Epargne des Etats membres sont entrées en étroite collaboration. Le 26 septembre 1934, elles ont conclu une entente, dans le but d'intensifier les courants touristiques entre les Etats intéressés, par l'émission de livrets spéciaux, pour parer aux gênes qui provenaient de la régularisation officielle de la question des devises. Le 10 octobre 1936, les délégués des Caisses d'Epargne de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie signèrent un accord, qui lie davantage leurs institutions respectives, afin de favoriser encore plus les échanges touristiques.

Dans le domaine de la collaboration des banques d'émission des trois pays, on peut remarquer que ces établissements n'ont pas oublié d'agir en commun dans un sens analogue. Les gouverneurs des Banques Nationales se sont réunis à diverses reprises et se sont mis d'accord pour prendre toutes mesures nécessaires à l'effet de neutraliser les effets gênants du système de clearing sur les échanges commerciaux entre leurs pays. Ils ont également décidé de créer, auprès de chaque Banque Nationale, des sections spéciales, destinées à étudier la situation économique et financière des pays de la Petite Entente. Dans le domaine de cette collaboration, on peut noter, comme un résultat avantageux, la conclusion d'un nouvel accord de clearing, le 17 avril 1937, qui a remplacé l'accord de 1932, et dont on attend beaucoup de bien quant à l'effet favorable qu'il peut avoir sur les courants économiques entre les deux pays.

Il est aussi important de remarquer que des conventions ont été conclues entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie et entre la Roumanie et la Yougoslavie, au cours de 1936, pour la suppression des formalités du visa entre les trois pays. Ces conventions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier

1937. Comme il existe déjà une convention analogue tchéco-yougoslave, voilà en fin supprimée, entre les trois pays, cette formalité gênante. Par là également sont facilités les courants entre les Etats membres de la Petite Entente.

Dans le domaine de l'industrie et des mines, le Conseil économique a réussi à intéresser les capitaux tchécoslovaques à se placer dans les entreprises industrielles et minières de la Roumanie et de la Yougoslavie. On vise aussi à établir une division du travail. La Tchécoslovaquie, pays industriel, n'empêchera pas l'industrialisation des deux autres pays de la Petite Entente, mais aidera, par des investissements de capitaux, la formation d'industries complémentaires. D'autre part, la Tchécoslovaquie s'efforce d'intéresser les deux autres pays à produire les matières premières nécessaires aux industries de la Petite Entente. Ainsi, déjà, la Roumanie et la Yougoslavie ont commencé à produire des plantes textiles, oléagineuses et autres, nécessaires à l'industrie de la Tchécoslovaquie et de leurs propres pays.

Dans le domaine minier, le capital tchécoslovaque a commencé également à s'infiltrer, pour permettre l'exploitation des richesses que contient le sous-sol de la Roumanie et de la Yougoslavie.

Enfin, pour faciliter la formation d'une entente encore plus étroite entre eux, les Etats membres de la Petite Entente ont pris l'engagement de faire en sorte d'introduire, dans les traités qu'ils passeront à l'avenir avec les Etats tiers, la *clause régionale* réservant à eux-mêmes un traitement préférentiel dans le cadre de la Petite Entente. Certains des Etats membres ont déjà réussi à faire entrer cette clause dans plusieurs de leurs accords commerciaux avec les Etats tiers. Certains des Etats membres ont déjà accepté l'insertion de cette clause dans plusieurs de leurs accords commerciaux.

Mais on doit remarquer que les Etats membres ne peuvent et ne doivent pas songer à la formation d'une entente plus intime, à une union douanière éventuelle. Il n'est pas encore temps pour une telle combinaison, et elle n'est pas nécessaire. La Petite Entente économique doit rester un

groupement *supernational*. Les Etats membres doivent garder leur indépendance économique, tout en collaborant intimement sur le terrain économique et financier.

Tels sont, dans leurs grandes lignes, les résultats acquis grâce au Conseil économique de la Petite Entente.

Mais cette Petite Entente dispose encore, sur le plan économique, d'autres organes et institutions qui, par leur travail utile, aident le Conseil économique dans ses efforts pour l'amélioration des relations entre les Etats membres.

Ainsi existent, notamment, les *Chambres de Commerce mixtes*, créées dans chacune des trois capitales, dans le but de mettre à la disposition des intéressés tous renseignements utiles sur le commerce, les transports et les divers autres domaines de l'activité économique de leurs pays respectifs. Ces Chambres mettent en contact les firmes des trois pays,, interviennent pour la liquidation des comptes des firmes des pays membres de leur pays propre, travaillent à faciliter les échanges, servent d'organe consultatif de leur section nationale dans le Conseil économique, procèdent aux diverses enquêtes, prennent en considération les suggestions et les désirs des milieux économiques pour l'intensification des échanges, etc.

Une des plus actives est la Chambre de Commerce tchéco-yougoslave à Belgrade, récemment réorganisée, le 18 avril 1937, et dont les travaux sont particulièrement utiles pour l'amélioration des relations commerciales entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie.

D'autre part, a été créée à Prague et a commencé à fonctionner le 1^{er} octobre 1936, une nouvelle institution de la Petite Entente économique ; le Centre économique de la Petite Entente.

C'est une institution *privée*, qui réunit les établissements et les groupements économiques, industriels et financiers des trois pays. Elle est créée sous la forme d'une société à responsabilité limitée, avec un capital de un million de kc. Ce capital n'est que de pure forme, car les actions sont réparties entre les établissements industriels et financiers. Le Centre économique est dirigé par un Comité, composé des

représentants des milieux industriels et financiers, membres du Centre. Sont représentés en particulier les groupements tchécoslovaques, intéressés aux relations commerciales avec la Roumanie et la Yougoslavie. Ainsi, les établissements Skoda, les usines Bata, le Konzern de la Banque de Zivnosten, la Banque Agraire, les Konzern des établissements chimiques, le Konzern des industries métallurgiques tchécoslovaques, etc...

Le rôle du Centre est d'intensifier les relations économiques entre les trois Etats membres de la Petite Entente, ainsi que, également, entre ces trois Etats, d'une part, et les autres pays danubiens, d'autre part. Son but est aussi de supprimer les obstacles au redressement des liens économiques entre les trois Etats et notamment de parer aux conséquences nuisibles de l'institution du clearing.

Le Centre reste une institution privée, mais il doit travailler parallèlement avec l'action officielle du Conseil économique de la Petite Entente. Il peut négocier des marchés en profitant de la conjoncture, ce qui n'était pas possible jusqu'alors, faute d'organisation. En principe, il ne peut pas lui-même faire d'opérations commerciales, mais seulement les faciliter aux entreprises privées. Dans certains cas cependant il peut conclure des affaires, en fondant et gérant certaines entreprises pour son propre compte, mais toujours dans le sens de resserrement des activités économiques entre les trois Etats membres.

Le Centre doit s'efforcer également d'intéresser les capitaux tchécoslovaques dans les entreprises industrielles et minières de la Roumanie et de la Yougoslavie, et d'intensifier l'exploitation des mines et la production des plantes industrielles dans ces deux pays.

CONCLUSION. — La Petite Entente économique est une réalité, un facteur positif de collaboration économique dans la vallée danubienne. Elle n'est pas encore une formation complète et définitive car, comme pour toute institution sérieuse, il lui faut du temps pour arriver à sa forme parfaite.

D'autre part, elle n'a aucunement la prétention de former

un groupement autarchique au point de vue économique. Elle vise simplement à la collaboration, au rapprochement économique de ses membres, pour mieux ménager et défendre leurs propres intérêts. Elle sauvegarde leur indépendance économique et protège leurs relations avec les Etats tiers. Mais elle espère que, avec un territoire de 683.000 Km² et une population d'environ 50 millions d'habitants, à pouvoir d'achat régénéré, elle présentera une puissance économique considérable et jouira d'une meilleure position que les trois Etats séparés, dans la balance des négociations internationales.

Mais il ne faut pas oublier, d'autre part, que la Petite Entente est un facteur positif dans l'Europe Danubienne. Elle ne vise pas l'exclusivité, mais s'efforce d'élargir son action utile sur les autres pays danubiens. Elle ne veut que donner l'exemple au reste de l'Europe danubienne, servir de noyau pour la création d'un groupement économique définitif dans le bassin du Danube : la future Entente économique danubienne, qui doit englober tous les Etats danubiens et sur la forme de laquelle nous avons eu et nous aurons encore l'occasion de nous prononcer.

Donnons, en terminant ce chapitre, le texte du communiqué officiel, publié à l'occasion de la Conférence du Conseil permanent de la Petite Entente à Sinaïa, le 31 août 1937, et dans lequel les représentants des Etats membres exprimaient leur vive satisfaction des résultats obtenus par leur union en même temps qu'ils se déclaraient toujours disposés à toute collaboration économique d'ordre danubien. Ce communiqué peut être résumé comme suit, dans sa partie relative aux questions économiques :

.....

6) Le Conseil permanent a accordé une attention spéciale à la question des relations politiques et économiques des Etats de la Petite Entente avec les autres Etats du bassin du Danube, et a constaté son désir unanime de voir ces relations se développer d'une manière confiante ;

7) Le Conseil permanent constate avec satisfaction que les

échanges commerciaux entre les Etats de la Petite Entente sont en voie d'augmentation continue.

En ce qui concerne la coopération des Etats danubiens, le Conseil permanent, après avoir pris connaissance des travaux préparatoires a établi la procédure à suivre pour réaliser les buts exposés. .

Le Conseil permanent considère avec une vive sympathie la mission qui, sur l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne, a été assumée par M. Van Zeeland, président du Conseil de Belgique, de procéder à une enquête concernant la possibilité d'atténuer progressivement les régimes commerciaux restrictifs.

CHAPITRE VIII.

L'ACTION DE L'ITALIE DANS L'EUROPE DANUBIENNE.

En face du plan Tardieu, dont les idées ont été en partie réalisées par la formation de la Petite Entente économique, et devant la pénétration économique du Reich, laquelle s'accroissait de plus en plus dans la vallée danubienne, l'Italie ne voulait pas rester inactive et nous la voyons, en 1933, prendre une large initiative économique et politique dans l'Europe danubienne. Profitant de la méfiance, d'ailleurs sans fondement, de l'Autriche et de la Hongrie à l'égard du projet de Petite Entente économique, c'est avec ces deux pays danubiens que l'Italie a essayé de former une entente destinée à consolider les intérêts qu'elle possédait dans l'Europe danubienne et à contrebalancer le groupement de la Petite Entente.

C'est par le *memorandum italien* sur la réorganisation de l'Europe danubienne, remis le 30 septembre 1933 aux représentants des Grandes Puissances et des Etats danubiens, par M. Suvich, alors sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de l'Italie et par le baron Aloïsi, alors délégué permanent de l'Italie à la S.D.N., que l'Italie annonça la nouvelle initiative dans les régions du Danube.

Dans ce memorandum, le Cabinet de Rome commence par un large exposé de la situation économique des Etats créés ou élargis à la suite de l'effondrement de la Monarchie austro-hongroise. Il constate la création, en ce qui concerne ces Etats, de « nouveaux problèmes économiques et financiers, dont quelques-uns ont déjà trouvé leur solution ou sont en voie de la trouver, tandis que d'autres exigent encore une considération approfondie et des mesures appropriées. »

Le Gouvernement italien déclare ensuite que cette nécessité

a été tout de suite saisie, dès la fin de la guerre, et qu'elle a donné lieu aux tentatives en vue de favoriser l'ajustement et le développement économique des pays danubiens. L'une de ces tentatives était l'idée de reconstruire l'activité économique qui existait au temps de l'Empire austro-hongrois ; mais cette idée n'a pu aboutir, en raisons de nouveaux intérêts et de nouveaux ensembles économiques qui ont surgi en englobant les parties de l'Ancienne Monarchie. Au contraire, les idées moins vastes, et soustraites au soupçon de cacher des visées politiques, ont montré plus de succès. Le Gouvernement d'Italie cite, à titre d'exemple, les emprunts accordés à l'Autriche et à la Hongrie, les accords de Porto-Rose en 1921, l'accord de Rome pour le Südbahn en 1923.

Il insiste ensuite sur le fait que les Etats danubiens se développent dans des conditions économiques différentes : les uns disposent d'un territoire étendu, sont pourvus en abondance de matières premières, ce qui leur donne la possibilité d'arriver à l'indépendance économique ; les autres, notamment l'Autriche et la Hongrie, se trouvent dans une situation économique bien moins avantageuse.

Cette affirmation du Gouvernement italien ne correspond pas au véritable état des choses dans l'Europe danubienne, par ce que pas un des Etats danubiens ne peut se flatter de vivre en prospérité ni d'être à même d'assurer son indépendance économique. Tous sont, relativement, des pays d'une richesse moyenne, pauvres en capitaux, et sous la dépendance de l'étranger. Actuellement, en raison de la crise mondiale, tous se trouvent même dans une situation économique pénible. La Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie ont les mêmes soucis pour leur économie que la Hongrie. L'Autriche, dans les premières années après la guerre, était dans une situation économique et financière des plus critiques ; mais actuellement elle souffre à peu près autant que les autres Etats danubiens. Quant à la Tchécoslovaquie, si elle se trouve dans une situation un peu plus satisfaisante, par rapport aux autres Etats danubiens, c'est grâce aux efforts et au génie commercial et financier de sa population qu'elle a pu combattre avec plus de succès la crise économique, ce

qui d'ailleurs ne donne aucunement le droit aux autres pays de la région danubienne de se plaindre de la Tchécoslovaquie, et d'essayer de sortir de leur situation difficile aux dépens de l'admirable peuple tchécoslovaque.

Le Gouvernement italien constate, dans la suite de son memorandum, qu'une grande partie des rapports commerciaux des pays danubiens s'effectuent non entre ces pays eux-mêmes, mais entre eux d'une part et les pays non danubiens d'autre part. Par conséquent, on doit tenir compte de ce fait, lorsqu'on cherche une solution satisfaisante des problèmes économiques danubiens.

Cette constatation est évidemment exacte pour la majorité des pays danubiens, mais l'interprétation peut être détournée, ce qui arrive dans la suite du memorandum italien. Certes, les pays danubiens ont d'importantes relations économiques avec les Etats tiers et ils ne peuvent espérer former une entité économique autarchique. L'Italie et l'Allemagne, en particulier, présentent des débouchés trop importants pour les Etats danubiens pour que ces derniers risquent de les perdre ou d'entrer dans un conflit économique sérieux avec ses deux puissances, en préférant un rapprochement économique entre eux seuls. Mais la solution doit être cherchée ailleurs ; il faut en effet rapprocher les Etats danubiens sur le terrain économique, afin d'éliminer les obstacles qu'ils ont dressés les uns contre les autres ; il s'agit d'élargir leur marché intérieur qui est leur marché naturel et traditionnel et de le rendre plus accessible pour les produits danubiens. Une fois rapprochés, ces Etats se trouveront dans une position économique bien plus favorable et auront plus d'importance dans la balance des négociations internationales, vu le meilleur marché qu'ils offriront à l'étranger, par suite de leur amélioration de situation économique et de l'augmentation pouvoir d'achat de leur population.

Mais pour arriver là, une des conditions est également l'élimination des pays tiers de la combinaison économique danubienne.

Dans la suite de son memorandum, le Gouvernement italien adresse des éloges aux efforts de la Conférence de Stresa,

de septembre 1932, laquelle, parmi toutes les tentatives faites jusqu'alors, a donné les suggestions les plus appropriées pour la solution des problèmes économiques de la vallée danubienne. Parmi ces suggestions, le Gouvernement italien retient surtout le principe du traitement préférentiel, et propose son application, après les précisions qu'on doit auparavant lui apporter, afin de lui assurer des résultats efficaces et suffisants. Il insiste également pour que le régime préférentiel soit appliqué, non seulement pour les céréales, mais aussi pour tous les produits agricoles des pays danubiens.

Pour que ce principe soit appliqué d'une manière efficace, le Gouvernement italien suggère que les Etats non danubiens s'abstiennent de l'application rigide de la clause de la nation la plus favorisée. Mais, d'autre part, il demande que les pays danubiens acceptent les mesures susceptibles de favoriser, sur leurs marchés, ceux des Etats non danubiens qui ont normalement une balance commerciale débitrice par rapport aux pays danubiens eux-mêmes. Cette faveur ne doit pas être accordée aux pays non danubiens dont la balance commerciale est créditrice par rapport aux pays danubiens, considérés chacun séparément, parce que leur balance créditrice assure déjà à ces Etats non danubiens un profit raisonnable, et également parce que les pays danubiens, étant dans la nécessité de parvenir à un redressement en même temps économique et financier, il faut qu'ils s'efforcent d'assurer un meilleur équilibre à leur balance commerciale par rapport à tous les Etats tiers.

Nous reviendrons par la suite sur cette étonnante suggestion.

Vient ensuite un passage important. Le Gouvernement italien constate que plusieurs projets, proposés dans le passé, ont été fondés sur l'idée d'un plan d'ensemble. Mais, d'après le memorandum, « la variété des conditions économiques et financières des Etats danubiens et des Etats successeurs, la diversité de leurs productions, la nécessité que les accords pour amener à un résultat effectif tiennent compte des exigences particulières à chaque pays, et, enfin, d'autres considérations, font ressortir la grande difficulté de réaliser des

accords plurilatéraux ou collectifs. » C'est pourquoi le Gouvernement de Rome recommande la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux.

Par cette suggestion, le Gouvernement italien apporte une innovation, et se met en opposition avec le type des traités collectifs qui recommandaient jusqu'alors toutes les Conférences économiques de la S.D.N.

Certes, le Cabinet de Rome a raison lorsqu'il affirme qu'il est plus facile d'aboutir à des traités bilatéraux qu'à des traités collectifs. Mais il est hors de doute que seul un traité collectif peut apporter une solution d'ensemble, propre à améliorer d'une manière durable la situation économique des pays danubiens. Par des accords bilatéraux, on arrivera à rapprocher deux ou trois des Etats danubiens, en laissant les autres dans un camp opposé, ce qui est actuellement le cas quand on trouve le bloc de la Petite Entente en face de la Triplice de Rome. Mieux vaut employer plus de temps pour trouver une solution d'ensemble, qui rapprochera tous les Etats danubiens, que les diviser davantage par des accords bilatéraux.

En résumé, le Cabinet italien formule les recommandations suivantes :

- 1) Accords bilatéraux.
- 2) Traitement préférentiel pour les céréales et autres produits agricoles des pays danubiens ;
- 3) Traitement préférentiel pour la production industrielle autrichienne.
- 4) Amélioration de la balance commerciale des pays danubiens et augmentation de leurs exportations. Chacun de ces pays devra réserver une partie équitable de son marché à chacun des pays non danubiens qui lui octroie des droits préférentiels tout en ayant par rapport à lui une balance débitrice.
- 5) Mesures visant à diriger le courant du trafic de ces pays vers ses voies naturelles et par cela aptes à faciliter le trafic même.
- 6) Mesures à adopter pour améliorer la balance des comptes des pays danubiens, mesures que les accords dont on

souhaite la conclusion pourraient entretemps, indirectement, préparer et faciliter.

Sur l'alinéa 1, nous avons déjà indiqué notre opinion.

Quant à l'alinéa 2, nous trouvons la recommandation italienne entièrement justifiée. Les Etats danubiens ont aussi d'autres importants excédents agricoles que les céréales. Ainsi, la Yougoslavie attache autant de soucis à ses excédents en élevage, en produits laitiers, en œufs et en tabac, qu'à ses excédents en céréales. Le même fait se produit pour les autres pays danubiens à structure agricole. Donc, l'élargissement du traitement préférentiel à tous les produits agricoles danubiens est nécessaire pour le redressement économique de l'Europe danubienne.

Quant à la recommandation de l'alinéa 3, elle n'est que partiellement justifiée. Certes, l'industrie autrichienne n'est pas dans une situation brillante, mais cette situation n'est cependant pas à ce point désastreuse qu'on soit obligé d'accorder à cette industrie unilatéralement des faveurs exceptionnelles aux dépens des autres pays danubiens. C'est surtout contre l'industrie tchécoslovaque que le traitement préférentiel consenti à l'industrie autrichienne pourrait se tourner, bien que l'industrie tchécoslovaque ne soit pas actuellement dans une situation meilleure que l'industrie autrichienne. Si l'industrie de la Tchécoslovaquie a réussi, à se maintenir, en dépit de la concurrence des industries allemande et autrichienne, il est douteux qu'elle aurait pu supporter un traitement de faveur unilatéral au profit de l'industrie autrichienne, parce qu'en ce cas, elle aurait risqué de perdre les débouchés danubiens. En tout cas, si l'industrie autrichienne a besoin d'une aide, cette aide ne doit pas dépasser certaines limites, afin de ne pas se tourner contre les industries des autres pays danubiens.

L'alinéa 4 renferme un point étonnant, quant au traitement de faveur que les pays danubiens devraient consentir aux pays non danubiens, qui leur accorderont des tarifs préférentiels tout en ayant vis-à-vis d'eux une balance débitrice.

Jusqu'alors, les Conférences internationales poursuivant le redressement économique des pays danubiens préoyaient

que les droits préférentiels accordés aux pays danubiens par les puissances occidentales ne devraient être suivis d'aucune réciprocité. Au contraire, le memorandum italien demande une réciprocité dans le cas où les pays non danubiens auraient, dans leurs rapports commerciaux avec les Etats danubiens, une balance débitrice. C'est là un point très faible du projet italien et qui appelle, sur l'initiative prise par le Gouvernement de Rome pour la vallée danubienne, les objections d'être partielle et intéressée, parce que, parmi les puissances non danubiennes, seule l'Italie a une balance commerciale déficitaire avec les Etats danubiens. Ainsi, en 1933, sa balance était en déficit de 45 millions de liras à l'égard de l'Autriche, de 7 millions de lire à l'égard de la Hongrie, de 64 millions à l'égard de la Yougoslavie, de 39 millions à l'égard de la Roumanie. Ce n'est qu'à l'égard de la Tchécoslovaquie que sa balance montrait un léger excédent.

Des Etats non danubiens, le plus fortement frappé par cette demande de réciprocité aurait été le Reich, dont la balance est sensiblement active presque à l'égard de tous les Etats danubiens, vu le fait qu'il est plutôt le fournisseur que le client de la vallée danubienne.

Quant à la France, sa balance commerciale est débitrice seulement à l'égard de l'Autriche et de la Roumanie, tandis qu'à l'égard des quatre autres pays danubiens, elle accuse un excédent.

En ce qui concerne l'alinéa 5, la recommandation qu'il renferme est juste en elle-même, mais elle vise également à favoriser les intérêts italiens dans la vallée danubienne. En effet, il s'agit d'intensifier les exportations des pays danubiens, notamment de l'Autriche et de la Hongrie, par le territoire italien, en orientant le trafic de ces pays vers les ports italiens de Trieste et de Fiume. Cette préoccupation s'effectuera évidemment aux dépens des ports allemands, polonais et yougoslaves, vers lesquels jusqu'alors se dirigeait le trafic danubien. Elle ne pourrait donc que nuire aux rapports économiques entre les pays danubiens eux-mêmes, et entre les pays danubiens d'une part et les Etats

tiers de l'autre, tels l'Allemagne et la Pologne, dont les ports ont été jusqu'à ce jour intéressés au trafic danubien.

Le memorandum italien du 29 septembre 1933 n'était que le point de départ d'une marge initiative de l'Italie dans l'Europe danubienne. Après la notification de ce memorandum aux puissances européennes ainsi qu'aux Etats danubiens, les mois qui suivirent furent employés pour la préparation de la future entente économique italo-austro-hongroise. Enfin, après les visites du sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, M. Suvich, à Vienne et à Budapest, le chancelier d'Autriche, feu Engelbert Dollfus et le chef du Gouvernement hongrois, feu Giulio Goemboes furent invités à Rome pour conférer avec le premier ministre italien, M. Benito Mussolini. Après trois jours d'entretiens, les trois hommes d'Etat signèrent, le 17 mars 1934, trois protocoles en vue de la solution des problèmes politiques et économiques de l'Europe danubienne. Ces trois protocoles, connus sous le nom de « Protocoles de Rome », constituent la base de l'entente économique-politique entre l'Autriche, la Hongrie et l'Italie.

Le premier des Protocoles de Rome est d'ordre politique. Il contient une formule assez vague de collaboration politique entre les trois pays en vue du maintien de la paix et de la restauration économique de l'Europe, en tenant compte des intérêts communs des puissances signataires.

Le second et le troisième sont d'ordre économique, dans le but de ranimer et de développer les échanges commerciaux entre les trois pays.

Le deuxième affirme l'intention des trois gouvernements de développer les rapports économiques entre leurs pays respectifs, en donnant une impulsion nouvelle à l'échange de leurs produits et en s'opposant aux tendances néfastes de l'autarchie économique. Les mesures par lesquelles les gouvernements intéressés espèrent arriver à la reconstruction économique des pays danubiens, doivent être en harmonie avec l'esprit des décisions de la Conférence de Stresa de 1932, et avec les principes contenus dans le memorandum italien du 29 septembre 1933.

Suivent quatre articles.

Dans le premier, les trois gouvernements s'engagent à étendre la portée des accords actuellement en vigueur, afin de ranimer les échanges mutuels. A cet effet, de nouveaux accords bilatéraux devront être conclus avant le 15 mai 1934.

Par le second article, les trois gouvernements décident de procéder, dans le même délai, à l'adoption des mesures appropriées pour surmonter les difficultés de la Hongrie, provenant de la baisse du prix du blé.

Par le troisième, ils s'engagent à conclure entre leurs pays respectifs des accords, afin de développer et de faciliter le mouvement de transit dans les ports italiens de l'Adriatique.

Enfin, par le quatrième article, ils décident la constitution d'une commission permanente des experts de leurs pays, commission « chargée de suivre l'évolution des rapports économiques entre les trois pays et de formuler des propositions concrètes susceptibles de réaliser le plus grand développement de ces rapports, suivant l'esprit du présent protocole. »

Le troisième protocole ne s'occupe que des rapports économiques austro-italiens. Ayant constaté que les économies nationales des deux pays sont dans une large mesure complémentaires, les Cabinets de Vienne et de Rome décident de développer davantage ces rapports entre leurs pays respectifs. A cet effet ils conviennent :

1) de conclure, avant le 15 mai 1934, un nouvel accord commercial, destiné à développer et adapter aux circonstances actuelles les rapports économiques austro-italiens ;

2) ce nouvel accord austro-italien sera basé sur l'octroi d'un régime préférentiel de la part de l'Italie, pour les produits autrichiens exportés vers l'Italie. Il fut décidé que deux listes seraient rédigées : l'une indiquant les produits autrichiens pour lesquels les faveurs douanières seraient accordées par l'Italie si une entente préalable intervenait entre les producteurs intéressés des deux pays, l'autre comprenant les produits autrichiens pour lesquels l'Italie consentirait des faveurs douanières sans que soit nécessaire l'entente préalable entre les producteurs des deux pays.

On trouve ici un procédé prévu dans les « Arrangements Brocchi » italo-autrichien de 1931. C'est un système ingénieux que le ministre italien Brocchi, le négociateur du traité commercial austro-italien de 1931, a inventé pour intensifier les rapports économiques entre l'Autriche et l'Italie. D'après ce système, les gouvernements n'interviennent qu'indirectement. Ce sont les producteurs et les commerçants des deux pays qui entrent en contact direct entre eux, pour conclure des accords de comparaison. D'abord les représentants d'une même branche économique se mettent en rapport, comparent leurs possibilités, équilibrent leurs besoins. Si l'équilibre ne peut être trouvé au sein d'une même branche économique, on étend les conversations aux représentants des autres branches d'exportation et d'importation jusqu'à ce que soit trouvé un compromis permettant que les compensations s'effectuent d'une manière satisfaisante. Les gouvernements, qui ont été jusqu'alors dans une position de bienveillante assistance, interviennent à ce moment pour régler les conditions de transport et de tarifs douaniers.

Nous voyons que le Protocole de Rome admet ce système, bien que les résultats obtenus de 1931 à 1933 n'en aient pas été des plus satisfaisants.

Il ressort de ce qui précède que le Protocole de Rome dessine simplement en ses grandes lignes la réalisation d'une collaboration économique entre les trois pays, tandis que les détails doivent être réglés par des accords ultérieurs, lesquels doivent être définitivement conclus avant le 15 mai 1934.

Ces accords ont été signés à la date indiquée, ainsi qu'on en avait pris l'engagement. Ce sont les « Accords de Rome », au nombre de cinq.

I. ACCORD ITALO-AUTRICHIEN. — Il contient :

a) la concession par l'Italie à l'Autriche de droits préférentiels, pour un nombre considérable de produits industriels autrichiens. Cette concession vise environ cent postes du tarif douanier italien, en accordant à l'Autriche des avantages de 20 à 30 % par rapport aux droits de douane ita-

liens alors en vigueur. Les contingents accordés à l'exportation autrichienne par l'Italie représentent de 5 à 10 % de l'importation italienne totale des articles envisagés ;

b) le traitement préférentiel de l'Autriche en faveur de certains produits italiens, au moyen d'un abaissement des tarifs douaniers, tout en restant sous le régime de la clause de la nation la plus favorisée ;

c) des engagements destinés à stimuler les échanges mutuels, notamment par des ententes directes entre les industriels des deux pays, et en particulier pour les articles suivants : le fer, l'acier, le caoutchouc, les produits électrotechniques, le papier, la verrerie, etc...

II. L'ACCORD ITALO-HONGROIS. — Il contient :

a) L'engagement pris par l'Italie, d'acheter en Hongrie un million de quintaux de blé par an, au prix de 16 pengos les 100 Kgs, soit 50 liras. Prix bien avantageux pour la Hongrie, étant donné que le blé hongrois se vendait alors au prix de 28 liras les 100 Kgs.

Il était convenu que la Société italienne Safni se chargeait d'effectuer ces achats de blé hongrois, par l'intermédiaire d'une organisation qui devait être désignée par le Gouvernement hongrois. De plus, la Société Safni obtient le droit d'option pour acheter un autre million de quintaux de blé hongrois, mais si cette option n'est pas levée, la Safni doit céder à la valorisation de cette quantité de blé hongrois, en soldant la différence entre le prix mondial et le maximum de 16 pengos par 100 Kgs, fixé par l'accord précédent ;

b) l'engagement pris par la Hongrie : de donner satisfaction aux demandes de l'Italie visant l'abaissement des droits de douane ; d'atténuer le régime des restrictions aux importations en Hongrie, par l'octroi de licences spéciales pour les produits italiens.

III. L'ACCORD AUSTRO-HONGROIS. — Il contient :

a) l'engagement pris par l'Autriche d'importer annuelle-

ment 2.200.000 quintaux de blé hongrois, ferme, au prix de 16 pengoës les 100 Kgs ;

b) l'engagement pris par la Hongrie de faciliter le placement des produits industriels autrichiens sur les marchés hongrois, par l'abaissement des droits de douane et par l'atténuation du régime des contingentements, en faveur de l'exportation autrichienne.

IV. L'ACCORD ITALO-AUTRICHIEN. — Il a pour objet

de favoriser le développement du trafic italo-autrichien par le port italien de Trieste. Ce port sous l'Autriche-Hongrie, possédait une très grande importance, étant donné que c'était par lui que s'effectuait la plus grande partie du trafic de la Double Monarchie vers la Méditerranée. Mais après la guerre, le port de Trieste ayant été attribué à l'Italie, pour des raisons politiques, fut privé de son Hinterland, qui est entré en grande partie dans la composition de la Yougoslavie. Il a alors perdu son importance commerciale, et c'est par un nouveau courant de marchandises, venant de l'Autriche, que l'Italie s'efforce de le ranimer.

V. L'ACCORD ITALO-HONGROIS. — Cet accord vise

l'intensification du trafic hongrois par le port italien de Fiume, dont le véritable Hinterland se trouve également en Yougoslavie, Hinterland duquel il fut séparé pour des raisons politiques et stratégiques, ce qui condamnait le port à l'anémie économique.

Les résultats des accords de Rome ont été relativement faibles. Les échanges entre les trois pays n'ont révélé qu'un accroissement négligeable en certaines parties, et sur certains points, ont même accusé un fléchissement. Les données ci-après le démontrent à l'évidence.

Autriche.

	Importat. de		Exportat. vers		Importat. de		Exportat. vers	
	l'ITALIE				la HONGRIE			
	(valeurs en millions de schillings)							
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1933	51	4,4	87	11,3	135	11,8	77	10,0
1934	49,6	4,3	91,3	10,6	129,1	11,2	98,3	11,5
1935	57,4	4,8	127,3	14,2	114,8	9,5	96,3	10,8

Hongrie.

Importat. de				Exportat. vers				Importat. de				Exportat. vers			
l'AUTRICHE								l'ITALIE							
(valeurs en millions de pengoës)															
Valeur		%		Valeur		%		Valeur		%		Valeur		%	
1933	62,4	19,9		105,7	27,1			23,2	7,4			33,7	8,7		
1934	80,6	23,4		98,9	24,5			41,1	11,9			33,5	8,3		
1935	75,9	19,1		86,7	18,9			29,3	7,4			60,8	13,3		

Italie.

Importat. de		Exportat. vers		Importat. de		Exportat. vers		
l'AUTRICHE				la HONGRIE				
(valeurs en millions de liras)								
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1933	177	2,4	132	2,2	75	1,0	68	1,1
1934	190	2,5	123	2,4	99	1,3	130	2,5

Il ressort de ces chiffres que l'Autriche a quelque peu bénéficié des Accords de Rome, vu l'accroissement de ses exportations vers la Hongrie, mais surtout vers l'Italie. Mais il ne faut pas oublier que l'accroissement des exportations autrichiennes vers l'Italie est particulièrement sensible en 1935, année dans laquelle ont été votées les sanctions économiques de la S.D.N., et appliquées à l'Italie, lors de la guerre d'Abyssinie. L'Autriche n'a pas voulu donner son adhésion à l'application de ces sanctions et a eu de ce fait l'occasion d'intensifier ses exportations vers l'Italie. Cette

dernière s'approvisionna abondamment en Autriche, de même qu'en Hongrie. D'autre part, certains des Etats sanctionnistes ont usé de l'Autriche et de la Hongrie comme d'intermédiaires pour diriger leurs produits vers l'Italie. On ne peut donc tirer des chiffres de 1935 de conclusions utiles, parce que ces chiffres ne répondent pas au véritable état de choses. Les statistiques ci-dessus, à cet égard, sont en quelque sorte artificielles.

Quant aux importations autrichiennes en provenance de l'Italie, elles sont restées à peu près stationnaires pendant les années 1933, 1934 et 1935.

En ce qui concerne la Hongrie, les résultats des Accords de Rome sont également médiocres. Les exportations vers l'Autriche ont diminué, tandis que les importations en provenance du même pays se sont accrues. Les exportations vers l'Italie ont peu baissé en 1934, mais ont presque doublé en 1935. Ici encore, c'est plutôt le résultat de l'application des sanctions de la S.D.N. contre l'Italie, que la conséquence des Accords de Rome. Quant aux importations hongroises en provenance de l'Italie, elles ont augmenté en 1934, pour diminuer sensiblement en 1935.

Pour l'Italie, c'est elle qui a le moins bénéficié des Accords de Rome au point de vue économique, parce que ses exportations vers les deux pays indiqués ont subi un fléchissement sensible, tandis que ses importations en provenance des mêmes pays se sont fortement accrues. Sa balance commerciale avec l'Autriche et la Hongrie accuse un déficit appréciable en 1934 et 1935. Mais l'Italie a bénéficié des Accords au point de vue de son approvisionnement lors de la guerre d'Abyssinie. Ils lui ont grandement facilité la conduite des opérations dans cette guerre. Sans doute peut-on trouver là une des raisons profondes de leur conclusion.

Ainsi donc, les résultats économiques n'ont pas répondu aux espérances que l'on avait fondées sur les Accords de Rome. Aucun des trois Etats signataires des Protocoles ne saurait faire abstraction des courants économiques qui dirigent son trafic vers d'autres pays. Ainsi, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne en particulier, dépassent quelque peu

l'Italie dans les exportations de la Hongrie. D'autre part, l'Autriche exporte en Yougoslavie et en importe beaucoup plus qu'elle ne le fait avec l'Italie. Enfin, pour l'Italie, le marché yougoslave possède une importance bien plus grande que celui de la Hongrie. Le bétail, le maïs, les volailles, le bois et les minerais yougoslaves sont plus avantageux pour l'Italie, vu leur qualité et leur prix, que les mêmes produits hongrois. Les arrangements commerciaux que l'Italie a passés le 26 octobre 1936, ainsi que le 25 mars et le 8 juillet 1937 avec la Yougoslavie, ont eu l'avantage d'intensifier les relations commerciales italo-yougoslaves, en sommeil lors de l'application des sanctions ⁽¹⁾ par la Yougoslavie. Cette dernière, en dépit des Accords de Rome, a ainsi repris son rôle dans le commerce italien.

Il est évident, dès lors, que les échanges entre les trois signataires des Protocoles de Rome sont de peu d'envergure, et, malgré les mesures de faveur adpotées, telles que tarifs préférentiels, ententes entre les producteurs des trois pays, facilités de transport, etc., apparaissent condamnées à n'avoir qu'un développement extrêmement limité.

Il en ressort que ni l'Autriche ni la Hongrie ne peuvent trouver dans l'autorité de Rome une aide suffisante pour leur permettre de sortir de leurs embarras économiques. D'autant plus que leur malaise est également d'ordre financier et exige par conséquent un soutien pécuniaire. Or, l'Italie est bien loin de pouvoir leur offrir de soutien de cette nature ; seules la France et l'Angleterre sont en état de la leur accorder.

Quant à l'Italie, la triplique économique de Rome n'est pas non plus pour elle une solution économique. Si, elle lui a été extrêmement utile dans la guerre d'Ethiopie, pour neutraliser l'application des sanctions, elle ne présente plus actuellement les mêmes avantages. Mais elle est loin d'abandonner ce système, vu les raisons plutôt politiques qu'économiques qui ont poussé à la création de la Triplique. En effet, il s'affirme de plus en plus que le triangle économique Autriche-Italie-Hongrie n'est qu'un moyen de consolider les

(1) Les sanctions économiques de la S.D.N. contre l'Italie ont été levées officiellement le 15 juillet 1936.

relations politiques entre les trois pays et durera autant que l'amitié austro-italo-hongroise.

A l'occasion du second anniversaire de Protocole de Rome, fut convoquée dans cette ville une conférence des représentants des trois pays intéressés. A l'issue de cette Conférence le 29 mars 1936, furent signés trois « Protocoles additionnels » aux Protocoles de mars 1934.

Par le premier des Protocoles additionnels, les ministres des trois Etats ont renouvelé leur attachement aux principes politiques et économiques contenus dans le Protocole initial de 1934, en exprimant le désir de rendre leur groupement encore plus solide par la création d'un organe permanent de consultations réciproques.

Par le second Protocole, les trois Etats prennent l'engagement de n'entrer avec les Etats tiers dans aucune négociation politique concernant le problème danubien sans se mettre préalablement en rapport. Quant au problème économique, les représentants des trois pays reconnaissent l'utilité d'intensifier les relations économiques entre leurs Etats respectifs et les autres Etats danubiens, mais ils restent, pour le moment, attachés au principe des accords bilatéraux.

Par le troisième, les représentants des trois Etats décident que la réunion périodique des ministres des Affaires étrangères de ces Etats constituera l'organe consultatif prévu par le premier « Protocole additionnel ».

On voit donc que les trois participants de la Triplice de Rome essayent de former un groupement symétrique à celui de la Petite Entente. Mais ce groupement est loin d'avoir des résultats aussi favorables que ceux que la Petite Entente a réussi à obtenir. Nous avons démontré que, dans le domaine des échanges mutuels, les résultats de la Triplice de Rome sont bien médiocres. Dans les autres domaines de l'activité économique, on n'a même pas tenté d'obtenir des résultats sérieux, analogues à ceux réalisés par la Petite Entente économique et dont celle-ci peut être fière.

Cependant le triangle économique Autriche-Italie-Hongrie n'en présente pas moins de l'importance pour le sort économique des pays danubiens. D'abord, parce qu'il a quand

même contribué à l'intensification des rapports économiques entre les trois Etats. Ensuite, par ce que les Accords de Rome inaugurent pour la première fois dans la vallée danubienne, l'octroi de droits préférentiels en dépit de la clause de la nation la plus favorisée. Nous avons mentionné à plusieurs reprises, au cours de notre travail, que ce procédé est une des conditions principales pour la solution du malaise économique des pays danubiens. Enfin, parce que ce triangle est un fait avec lequel on est obligé de compter, quand on veut travailler au rapprochement économique des pays danubiens, et cela même quand on considère ce triangle comme ayant un effet négatif pour ce rapprochement.

On lui reproche d'avoir un effet négatif pour ce rapprochement : 1) parce qu'il a divisé davantage les pays danubiens en dressant en face de la Petite Entente économique une autre formation économique ; 2) parce qu'il a introduit dans la constellation économique de la vallée danubienne une puissance non danubienne.

En effet, l'Italie déploie une activité croissante dans l'Europe danubienne. Sous le prétexte spécieux d'objectifs économiques, son action laisse transparaître ses intentions politiques à l'égard de la vallée danubienne. Ses intérêts économiques dans cette partie de l'Europe ne sont pas menacés et ce sont plutôt ses intérêts politiques qu'elle sauvegarde et qu'elle voile sous son action économique. Il est donc difficile d'admettre que le Cabinet de Rome n'attende, de l'activité qu'il a déployée dans cette partie de l'Europe, que des résultats d'ordre économique. En tout cas, l'Italie a réussi à consolider sa position économique et politique dans la vallée danubienne, en dressant contre la Petite Entente une autre formation et en entravant par cela même le regroupement des pays danubiens.

Quant à l'introduction d'une puissance non danubienne dans l'entente économique danubienne, nous ne pouvons que reprendre le raisonnement que nous avons tenu à propos de l'Allemagne. Les pays danubiens doivent se rapprocher sur le terrain économique, en créant une entente économique entre eux seuls, à l'exception de puissances tierces. Leur en-

tente ne doit, ni s'opposer à l'étranger, ni englober des Etats non danubiens.

Nous reprenons également le même raisonnement, quant à la position des Etats danubiens à l'égard de l'Italie. Ce dernier pays est, certes, loin d'avoir la même importance économique que l'Allemagne, mais il n'est pas moins également indispensable aux Etats de la région du Danube. Le tableau ci-après, qui présente la proportion du commerce italien dans le commerce de chacun des six pays danubiens, montre que ces derniers doivent tenir compte de leurs relations économiques avec l'Italie et que leur entente économique ne peut être dirigée contre elle.

Importations provenant de l'Italie.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Autriche	3,8	4,1	4,5	4,9	4,4	4,3	4,8
Bulgarie	10,7	13,6	13,7	15,6	12,7	7,8	3,1
Hongrie	4,4	5,0	6,0	5,6	7,4	11,9	7,4
Roumanie	6,9	7,9	9,8	11,0	10,2	7,3	7,8
Tchécoslovaquie	2,3	2,4	2,9	3,1	3,8	3,8	2,8
Yougoslavie	10,8	11,2	10,3	12,7	15,9	15,5	10,0

Exportations vers l'Italie.

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Autriche	9,6	10,0	8,7	9,9	11,3	10,6	14,2
Bulgarie	10,5	8,3	5,8	12,5	9,1	9,2	8,7
Hongrie	6,8	12,9	9,7	7,8	8,7	8,3	13,3
Roumanie	7,7	12,9	9,5	10,6	9,3	7,7	16,2
Tchécoslovaquie	2,7	2,8	2,6	2,6	2,8	2,9	2,6
Yougoslavie	24,9	28,3	25,0	23,0	21,5	20,6	16,7

L'Italie n'a dès lors aucune raison sérieuse de craindre la formation d'une entente économique danubienne. Ce sont plutôt des raisons non économiques qui l'ont déterminée à former la triplice économique de Rome. Mais, par la création de cette triplice, elle a agi au détriment de la coopération économique des pays danubiens. Le but évident de la poli-

tique danubienne est de contrebalancer, par le triangle de Rome, la première étape de l'entente économique régionale dans le bassin du Danube, sous la forme de la Petite Entente économique. Au lieu que les trois autres pays danubiens entrent en collaboration générale dans la vallée danubienne, nous voyons que deux d'entre eux, la Hongrie et l'Autriche, sont entraînées dans une formation opposée, tandis que le troisième, la Bulgarie, reste sous l'influence italienne. Nous ne voulons pas discuter sur les véritables raisons de l'action poursuivie par l'Italie, mais nous sommes persuadé que ce négativisme de sa politique dans l'Europe danubienne empêche la mise en ordre des relations économiques entre les pays danubiens, en laissant subsister l'inquiétude, la méfiance et la rivalité entre ces pays.

Mais, comme nous l'avons dit, le triangle Rome-Vienne-Budapest est un fait avec lequel on est dans l'obligation de compter. Un rapprochement entre les deux groupements opposés de l'Europe danubienne est nécessaires, si l'on veut arriver à des résultats positifs en vue de soulager l'économie de la région du Danube.

Si l'on écoute les déclarations des représentants des deux groupements, ce rapprochement paraît assez facile. Des deux côtés on déclare que l'un et l'autre groupements restent ouverts aux autres pays danubiens. De la part de la Petite Entente économique, des avances sincères ont été faites. Immédiatement après la conclusion des Protocoles de Rome, les représentants de la Petite Entente ont fait savoir aux représentants des pays du triangle de Rome, que la Petite Entente ne voyait pas dans le triangle Rome-Vienne-Budapest un groupement opposé au sien, et qu'elle était disposée à entrer dans une collaboration économique avec le groupement de Rome. La Petite Entente reconnaît franchement, que son œuvre n'est que la première étape dans la reconstruction danubienne et se montre disposée à élargir son action vers les autres pays danubiens, afin d'obtenir une solution d'ensemble au point de vue économique pour toute la vallée danubienne.

Les difficultés viennent plutôt des Etats signataires des

Protocoles de Rome et, principalement, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec l'économie. Certains de ces Etats ne désirent aucunement entrer dans une voie de rapprochement économique avec les Etats de la Petite Entente, avant d'avoir obtenu satisfaction dans leurs revendications politiques, d'ailleurs peu compatibles avec les principes de la S. D. N. et ceux de la paix européenne. Cet antagonisme entre les deux groupements dans l'Europe danubienne n'a pu encore disparaître.

Alors, en face de cette situation, qui menaçait de rester sans issue, nous avons vu la France entreprendre une action nouvelle pour la solution du problème danubien.

Etant donnée la position du Gouvernement de Rome, qui regardait la Petite Entente comme l'avant-garde de l'impérialisme français, Paris a entrepris de se rapprocher de Rome, ce qui devait avoir pour conséquence un rapprochement entre les deux groupements de l'Europe danubienne. L'action du Gouvernement français paraissait d'autant plus utile au point de vue des réalisations ultérieures, qu'après l'assassinat du Chancelier autrichien Engelbert Dolfuss, en juillet 1934, le Cabinet de Rome commençait à s'éloigner de Berlin.

C'est feu Louis Barthou, alors ministre français des Affaires Etrangères, qui, en 1934, consacra tous ses efforts à la réalisation du rapprochement franco-italien. Le voyage qu'il fit, à cette époque, dans l'Europe danubienne, avait justement pour but de créer, dans les Etats de la Petite Entente, des dispositions favorables au rapprochement franco-italien et en suite un rapprochement danubien. Le voyage que, de son côté, le feu roi Alexandre I^{er} de Yougoslavie entreprit en France, en octobre 1934, devait avancer davantage la solution de la question danubienne. Mais l'abominable attentat de Marseille, le 9 octobre 1934, ne permit pas à ces deux grands apôtres de la paix danubienne et européenne de réaliser la grande œuvre qu'ils avaient entreprise en commun.

Cependant, la France ne perdit pas confiance et continua son travail. Deux mois après, on arrive à la conclusion des accords franco-italien, dont une partie importante fut consa-

crée à la solution du problème danubien. Ce sont les accords Laval-Mussolini, signés le 2 janvier 1935.

Ces accords sont essentiellement d'ordre politique, mais ils ont de l'importance pour le rapprochement économique des pays danubiens, parce qu'ils s'efforcent d'éliminer la tension politique entre ces divers pays, tension qui est le principal obstacle à leur rapprochement.

Les accords Laval-Mussolini, au nombre de six, résolurent plusieurs questions intéressant la France et l'Italie, au nombre desquelles figure celle de l'Europe danubienne.

Les dispositions qui se réfèrent à la question danubienne sont de deux sortes. D'abord, la recommandation adressée par la France et l'Italie aux Etats successeurs et voisins de conclure un accord, par lequel ils s'engageraient à respecter mutuellement leurs frontières et à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures les uns des autres. Le communiqué de clôture des conversations Laval-Mussolini s'exprime à cet égard de la façon suivante : « Les deux gouvernements sont d'accord pour recommander aux Etats principalement intéressés, un accord de non ingérence dans les affaires intérieures respectives, l'engagement réciproque de ne susciter ni de favoriser aucune action qui ait pour but d'attenter par la force à l'intégrité territoriale et au régime politique et social de l'un des pays contractants. »

Les autres dispositions contiennent la décision de la France et de l'Italie de se consulter et de se porter au secours de l'Autriche dans le cas d'une menace contre l'indépendance de ce pays.

En conséquence, par les accords Laval-Mussolini, l'Italie a reconnu l'ordre établi en Europe danubienne par les Traités de paix et elle prend avec la France l'initiative d'empêcher le revisionnisme territorial par la force, ainsi que d'adoucir la tension politique entre les pays danubiens. D'autre part, l'Italie accepte de défendre l'indépendance autrichienne en concertant son action avec celle de la France et des autres Etats, qui seront, en premier lieu, ceux de la Petite Entente.

Le résultat de ces engagements italiens devait être l'élimination de toute hégémonie du bassin du Danube et le rap-

prochement des pays danubiens sur la base du sentiment de la solidarité, de la communauté d'intérêt sur la base du sentiment de la solidarité, de la communauté d'intérêt et du soutien mutuel, en vue du redressement de leur situation économique.

La Grande-Bretagne, jusqu'alors peu intéressée aux problèmes danubiens, notamment après la Conférence d'Ottawa, commença, à cette époque, à montrer quelque souci pour le sort des pays de la vallée du Danube. Elle donna son appui moral aux accords Laval-Mussolini et prit part ensuite directement aux négociations des Grandes Puissances sur la solution du problème danubien. Ainsi, lors de la Conférence de Stresa, le 13 avril 1935, les délégués de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la France se sont mis d'accord pour recommander « la réunion à une date très prochaine des représentants des Gouvernements énumérés dans les Protocoles de Rome en vue de conclure des accords relatifs à l'Europe centrale ». Pour rendre cette réunion plus acceptable pour l'Autriche, la Bulgarie et la Hongrie, les trois grandes Puissances envisagèrent, à Stresa, également la revision des clauses militaires des traités de Saint-Germain, de Neuilly et de Trianon, ce qui ne manqua pas, d'ailleurs, de susciter la méfiance des autres pays danubiens.

Cette Conférence danubienne, suggérée par la Conférence de Stresa et qui promettait beaucoup pour la solution des problèmes économiques et politiques de l'Europe danubienne, fut convoquée pour mai 1935 à Rome. Sa réunion fut remise à juin 1935, puis « sine die ». Des problèmes beaucoup plus graves pour les puissances européennes détournèrent leur attention de la région du Danube. La guerre d'Abyssinie ajourna pour longtemps la consolidation danubienne et même l'aggrava, en orientant la politique italienne vers l'axe Rome-Berlin.

A la fin de ce chapitre, nous trouvons opportun d'indiquer que l'Allemagne s'est montrée assez peu émue de l'action italienne en Europe danubienne. Le Reich a laissé se former la constellation économique Autriche-Italie-Hongrie, comme il a laissé se former la Petite Entente économique. Mais il

ne s'est pas non plus déclaré favorable à aucune de ces deux combinaisons. D'abord, parce que ces deux groupements sont actuellement dans des camps opposés, et que le Reich peut facilement utiliser leurs rivalités.

Ensuite, grâce à une politique de système et de patience et à sa position de pays importateur des produits agricoles, le Reich a réussi à devenir le principal client et le principal fournisseur des pays danubiens, en les amenant à se rendre compte que rien de durable ne peut être créé dans l'Europe danubienne sans le consentement de l'Allemagne.

Enfin, par la conclusion de l'accord du 11 juillet 1936 avec l'Autriche, le Reich a manifesté clairement qu'il ne pense pas s'abstenir dans les négociations ultérieures concernant la réorganisation économique ou politique de l'Europe danubienne et a lié davantage l'Autriche à sa politique danubienne.

En terminant, nous donnons, sous forme de tableau, quelques indications sur l'importance économique des pays danubiens pour l'Italie. Ce, à titre de comparaison avec le tableau analogue relatif à l'Allemagne, que nous avons donné dans le chapitre « Le Plan Tardieu ». Les chiffres ci-dessous présentent le pourcentage de la participation des pays danubiens dans l'importation et l'exportation totales de l'Italie.

Italie.*Importations de*

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	2,3	2,4	2,5	2,2	2,4	2,5	3,5
Hongrie	0,9	1,8	1,2	0,9	1,0	1,3	1,9
Roumanie	1,0	3,0	2,8	2,8	2,1	1,6	3,1
Tchécoslovaquie	1,3	1,4	1,6	1,4	1,2	1,3	1,3
Yougoslavie	3,0	4,1	3,5	2,9	2,5	2,7	2,4

Exportations en

	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	2,9	3,1	3,1	2,9	2,2	2,4	2,5
Hongrie	0,8	0,8	0,9	0,7	1,1	2,5	1,7
Roumanie	1,1	1,4	1,2	2,0	2,0	1,4	1,3
Tchécoslovaquie	1,1	1,1	1,3	1,4	1,6	1,7	1,5
Yougoslavie	1,8	2,2	1,7	1,6	2,1	2,7	1,9

CHAPITRE IX.

LE PLAN HODZA.

Nous avons dit, dans le chapitre précédent, que la situation internationale étant devenue particulièrement sérieuse, lors de l'affaire éthiopienne, le problème de la réorganisation économique de la vallée danubienne était passé à l'arrière-plan des préoccupations internationales.

Mais, une fois cette situation éclaircie, notamment grâce à l'action de M. Milon Hodza, le Président du Conseil de la Tchécoslovaquie, le problème danubien reprit toute son actualité et sa solution fut de beaucoup avancée.

M. Hodza est incontestablement un des plus grands apôtres du rapprochement économique entre les Etats de la vallée danubienne. Dès les premiers jours de son entrée dans la vie publique de son pays, il s'est présenté comme un des plus ardents pionniers de cette idée. Par ses articles publiés dans nombre de quotidiens et périodiques tchécoslovaques et étrangers, par ses conférences tant dans son pays qu'à l'étranger, et surtout par son incessante action diplomatique auprès des hommes d'Etat et des gouvernements de la région danubienne, et des grandes puissances européennes, il a manifesté un zèle tout particulier et a fait des efforts admirables pour ranimer le problème danubien, pour éveiller la solidarité danubienne et pour amener les pays danubiens à établir entre eux des relations économiques plus étroites, afin de sortir de leurs difficultés économiques et financières, difficultés qui les étouffent. C'est grâce à lui que, depuis le commencement de 1936, la question du rapprochement des pays danubiens sur le terrain économique est entrée dans une phase nouvelle, qui est un pas de plus fait vers la solution désirable du problème.

C'est à la suite des conversations qu'il a eues à Londres et à Paris, lors des funérailles du roi George V, en janvier

1936, avec les dirigeants des principaux Etats européens, que s'est dégagée, d'une manière plus précise, l'action de l'homme d'Etat tchécoslovaque, action qui s'est matérialisée dans ce que l'on a, depuis, appelé « le plan Hodza ».

Ce plan repose en fait sur une conception très avancée de l'avenir de l'économie danubienne. Il vise le regroupement des pays danubiens, qui présentaient jusqu'alors une poussière de petits et moyens Etats, agissant chacun pour son propre compte, ayant chacun un puissant suzerain et étant, de ce fait, souvent amenés à sacrifier ses propres intérêts en faveur de sa « protectrice ». Une fois réunis dans une entente, économique, les pays danubiens seront mieux à même de ménager leurs intérêts particuliers, de traiter d'égal à égal avec les grandes nations et d'avoir une autorité plus grande dans l'examen des solutions à donner aux questions économiques internationales. Ce puissant ensemble régional, qui comptera 70 millions d'habitants, présentera donc une importance économique infiniment plus considérable que les Etats danubiens actuellement divisés et même opposés les uns aux autres. Ces Etats arriveront alors à une situation plus satisfaisante, même à la prospérité et cesseront de jouer le rôle de vassaux des grandes puissances.

Mais cet ensemble régional ne sera dirigé contre personne et les puissances européenne n'auront rien à craindre pour les intérêts économiques qu'elles ont dans la vallée danubienne. Au contraire, l'entente économique danubienne présentera des avantages appréciables pour les Etats tiers, par le fait qu'elle accroîtra la puissance d'achat de la population danubienne et offrira à l'étranger un territoire beaucoup plus important qu'à l'heure actuelle, au point de vue de la consommation.

M. Hodza se rend bien compte que la réorganisation de la vallée danubienne ne peut se faire brusquement. On doit la réaliser progressivement et lentement, avec beaucoup de ménagements à l'égard des Etats danubiens, trop soucieux de leur indépendance économique et politique. C'est comme un fruit qui a besoin de beaucoup de temps pour mûrir. Aussi, M. Hodza, a-t-il montré infiniment de tact et de patience

dans son action pour le rapprochement économique des divers pays de la vallée du Danube.

Les efforts de M. Hodza, en vue de la réorganisation danubienne, ont donné des résultats particulièrement satisfaisants en ce qui concerne le rapprochement économique de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, créant ainsi des possibilités pour rapprocher ultérieurement les Etats de la Petite Entente et ceux qui avaient signé les Pactes de Rome.

En fait, rien ne divisait sérieusement l'Autriche et la Tchécoslovaquie. Exception faite de l'opposition bien forte de la Tchécoslovaquie, en 1931, contre la tentative d'union douanière austro-allemande, aucun conflit sérieux n'a surgi depuis la guerre entre ces deux pays. Leurs relations économiques et politiques étaient toujours correctes, si l'on met à part certaines petites difficultés économiques qui s'affirmaient de temps à autre. Dès lors, pour les éliminer et pour ouvrir une ère d'amitié et de collaboration plus intime entre les deux Etats, M. Hodza a entrepris, en 1936, une action des plus fécondes à Vienne.

Les premières conversations, en vue d'un rapprochement économique plus étroit entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie, furent ouvertes lors de la visite du Chancelier autrichien, M. Schuschning, à Prague, au milieu de janvier 1936. Mais le coup de théâtre du 7 mars 1936, à savoir la violation du pacte de Locarno par l'Allemagne, freina nécessairement l'action que M. Hodza avait déjà entreprise à Vienne. Le grand homme d'Etat tchécoslovaque, bien que l'élan du rapprochement ait été de ce fait ralenti, n'a pas perdu courage. Il se rendit, le 10 mars 1936, à Vienne, pour y rencontrer M. Schuschning et pour reprendre et poursuivre les conversations amorcées en janvier à Prague. Les raisons, par lesquelles M. Hodza appuyait ses vues sur le rapprochement économique entre les deux Etats et ensuite entre les deux blocs danubiens, et leur compréhension nécessaire par M. Schuschning, qui réussit, de son côté, à imposer sa volonté à l'opposition, ont permis, en définitive, d'atteindre le but désiré. Les deux hommes d'Etat se mirent d'accord pour élaborer les grandes lignes d'un nouveau traité de commerce

entre leurs pays respectifs, traité dont les dispositions sont extrêmement importantes pour l'œuvre de collaboration économique dans la région du Danube.

Ce traité est le premier exemple où l'on voit un Etat de la Petite Entente et l'un des Etats signataires des Protocoles de Rome s'accordant réciproquement des tarifs préférentiels douaniers, suivant la suggestion de la Conférence de Stresa de septembre 1932. Nous avons expliqué à diverses reprises, au cours de notre travail et nous y reviendrons en terminant, l'importance que présente l'octroi de tels tarifs, tant entre les pays danubiens qu'à ces pays eux-mêmes.

A l'issue des conversations de Vienne, en mars 1936, les deux chefs d'Etat signèrent un communiqué, dans lequel ils résumèrent les principaux résultats de leurs entretiens, ainsi que les grandes lignes du nouveau traité austro-tchécoslovaque et de la collaboration économique danubienne. Ce communiqué déclare, en substance : « Dans cet entretien de plusieurs heures, auquel participaient le vice-chancelier Starhenberg et les ministres des Affaires Etrangères, des Finances et de l'Agriculture, on a abordé en première ligne les questions touchant directement les intérêts des autres Etats voisins. On a, en particulier, constaté l'accord de principe réalisé dans les négociations du traité de commerce, menées dans un esprit amical, et fixé les grandes lignes — basées sur le régime préférentiel préconisé par la Conférence de Stresa de septembre 1932 — dans un protocole qu'ont signé les deux chefs de Gouvernement. »

D'autre part, les deux hommes d'Etat se sont mis d'accord pour substituer au traité d'arbitrage de 1926, qui venait à expiration le 31 mai, un nouvel accord « tenant compte des progrès techniques des dernières années dans la matière et dont le préambule soulignera le caractère amical des relations unissant les deux Etats voisins ».

Enfin, fut également résolue la question de la mise en négociation d'un pacte culturel entre les deux pays.

Les détails du traité commercial austro-tchécoslovaque, paraphé à Vienne le 12 mars 1936, ont été élaborés au

cours du mois de mars et ce traité fut signé le 2 avril de la même année.

Le traité prévoit des préférences douanières, que les deux Etats s'accordent réciproquement pour leurs produits, tant agricoles qu'industriels. Les préférences accordées par la Tchécoslovaquie à l'Autriche, s'étendent sur nombre d'articles agricoles et industriels. Celles accordées par l'Autriche à la Tchécoslovaquie ne se rapportent qu'à l'avoine, l'orge et certaines catégories de fromages ; mais elles furent complétées par l'augmentation de certains contingentements.

En outre, des commissions gouvernementales furent prévues pour examiner, dans des séances périodiques, les résultats obtenus et les modifications éventuellement nécessaires.

L'importance du traité tchéco-autrichien réside d'abord dans le fait que la similitude générale de la production des deux pays n'a pas mis obstacle à leur entente sur le terrain du rapprochement économique. Mais ce traité est encore plus important par ce fait, qu'il prévoit, pour la première fois, le consentement réciproque de préférences douanières entre des Etats appartenant à deux blocs opposés de la vallée danubienne. Espérons que cet exemple ne restera pas isolé et qu'il servira de trait d'union entre les deux blocs qui divisent la région du Danube.

M. Hodza ne s'est pas arrêté là. Il s'attache à associer également la Hongrie à son projet d'organisation d'un triangle économique Prague-Vienne-Budapest, qui devait ensuite s'étendre sur les trois autres Etats danubiens. Malheureusement, la Hongrie ne voulut pas accorder tout l'intérêt nécessaire à l'action de M. Hodza et lui opposa la revision préalable du Traité de Trianon, revendication surprenante et qui, jusqu'à ce jour, a paralysé toute tentative en vue d'une collaboration danubienne effective.

Mais c'est surtout la sourde opposition de l'Allemagne et de l'Italie qui a entravé l'œuvre entreprise par l'éminent homme d'Etat.

L'Allemagne, en signant l'accord politico-culturel avec l'Autriche, le 11 juillet 1936, a suffisamment fortifié sa position

en Autriche, pour influencer la politique extérieure de ce dernier pays, et pour y freiner, s'il lui plaisait, toute action des Etats tiers.

L'Italie, de son côté, aussitôt qu'elle vit l'action Hodza trouver un terrain favorable en Autriche, exprima à Vienne son mécontentement de voir se réaliser la coopération danubienne, sans qu'elle en fut le promoteur et le dirigeant. Pour affirmer son influence en Autriche, l'Italie convoqua à Vienne, en novembre 1936, une conférence des Etats signataires des Protocoles de Rome. Bien que l'Italie, après l'accord austro-allemand du 11 juillet 1936, ne jouît plus d'aucun monopole à Vienne, elle n'a pas renoncé à rester la poutre maîtresse des accords de Rome. La Conférence de Vienne lui servit à affirmer la continuité de son influence, tant en Autriche que dans l'Europe danubienne en général, et a manifesté la vitalité des Accords de Rome. C'est pourquoi cette Conférence avait plutôt une signification symbolique et n'a pas donné des résultats pratiques intéressants. Les seuls résultats en furent les avantages économiques consentis par l'Italie à l'Autriche, mais qui devaient simplement ajuster la situation nouvelle à celle précédant la dévaluation italienne. Les résultats politiques de la Conférence de Vienne ont été plus importants, telle la reconnaissance de l'Empire italien d'Ethiopie de la part de l'Autriche et de la Hongrie et la proclamation de l'égalité des droits de la Hongrie en matière d'armements.

Mais, en dépit de l'opposition systématique manifestée par l'Allemagne et l'Italie, on peut constater que l'Autriche se rapproche de plus en plus de la Petite Entente, et particulièrement de la Tchécoslovaquie. Le mécontentement en Autriche, à l'égard du Reich, mécontentement dont les signes se manifestent de temps à autre, et l'instabilité de la politique italienne ces derniers mois, à l'égard de l'Autriche, poussent de plus en plus cette dernière vers la Tchécoslovaquie et ses alliés. Espérons que son attitude persistera et deviendra plus marquée, de telle sorte qu'une ère nouvelle pourra s'ouvrir dans l'Europe danubienne.

M. Hodza ne s'est pas arrêté là. Il a continué à travail-

ler, il travaille toujours pour la réalisation de son œuvre. Il est entré en contact étroit avec les dirigeants de tous les Etats danubiens. Il a entrepris plusieurs voyages en Yougoslavie et en Roumanie, où il a obtenu l'approbation complète et le soutien désiré par ces deux Etats, pour la continuation de son action. En Bulgarie, son programme a rencontré également un accueil favorable. Ce n'est qu'en Hongrie qu'il doit surmonter les obstacles les plus difficiles. Mais, avec l'avènement du Cabinet Daranyi, à Budapest, la Hongrie prend une voie moins intransigeante et favorable à l'action de M. Hodza. Un des symptômes en est le discours que M. Daranyi a prononcé à Szeged, le 18 avril 1937, et dans lequel, pour la première fois depuis la guerre, la Hongrie n'oppose pas ses visées revisionnistes à la coopération danubienne, mais s'offre à une collaboration sincère avec les autres pays pas ses visées revisionnistes à la coopération danubienne, de la région du Danube. A savoir, le Cabinet Daranyi a trouvé une formule apte à satisfaire l'opposition, en même temps que tous ceux qui sont disposés à une collaboration avec le reste de l'Europe danubienne, en déclarant qu'il « demeure à jamais fidèle à la doctrine revisionniste, mais que celle-ci ne doit s'exercer que par le libre jeu de l'article 19, c'est-à-dire en n'employant que des moyens juridique, politique, diplomatique et non guerrier ».

M. Hodza est arrivé, enfin, à lier, au cours de 1937, par des traités commerciaux, la Bulgarie et la Hongrie avec la Tchécoslovaquie, et à créer par là un terrain favorable à son action danubienne. Souhaitons que la conclusion de ces accords soient le point de départ de relations plus satisfaisantes entre ces pays.

Enfin, lors de la Conférence de la Petite Entente, qui s'est tenue au cours du mois de juin 1937 sur un bateau qui descendait le Danube, M. Hodza a obtenu l'approbation complète de son action danubienne, de la part de MM. Stoïadinovitch et Tataresco, les représentants de ses deux alliées.

Les résultats heureux de son action ont été résumés par le Président Hodza dans une déclaration qu'il a faite, le 20 juin dernier, aux représentants de quelques agences étrangères. Il déclaré en substance :

« Les résultats que nous avons obtenus à Bucarest et pendant la Conférence des chefs de la Petite Entente, ont comblé tous mes espoirs.

» Nous sommes arrivés à un accord sur les méthodes d'organisation d'une collaboration économique entre les trois Etats et la Petite Entente, les deux pays danubiens des Protocoles de Rome et, éventuellement, la Bulgarie.

» En ce qui concerne l'Autriche, la question n'offre pas de difficultés, puisque nous avons conclu avec elle, l'an dernier, un accord commercial basé sur un traitement spécial.

» En ce qui concerne la Hongrie, nous allons engager des pourparlers dans le même sens.

» Contrairement aux allégations d'une certaine presse étrangère voisine, le projet que nous avons élaboré, n'est pas plus français qu'italien ou allemand, mais purement danubien. Il s'agit d'établir un système également loyal et objectif en vue de la collaboration des pays intéressés.

» Naturellement, il ne peut être question d'organiser l'Europe centrale sans le concours des Grandes Puissances, dont nous voulons respecter les besoins et les aspirations légitimes, l'Italie qui est signataire des accords de Rome, l'Allemagne qui a tant d'intérêts en Europe Centrale.

» Un arrangement avec les Grandes Puissances de l'Ouest : la France, l'Angleterre, l'Amérique, ne se heurtera certainement pas à des obstacles.

» Nous sommes décidés, dès à présent, à amorcer des pourparlers informatifs avec des experts italiens et allemands, tout d'abord, et à leur présenter des suggestions assez précises pour qu'elles puissent devenir l'objet de conversations ultérieures.

» Je suis heureux de pouvoir constater l'unanimité absolue de la Petite Entente, en ce qui concerne les problèmes qui ne cesseront pas de dominer la situation européenne, au cours des mois prochains : coopération des pays danubiens et mesures à prendre pour la réaliser dans le domaine où elle n'était pas encore suffisamment développée.

» J'ajoute que, sur le Danube, nous avons convenus de faire de ces entrevues entre les trois premiers ministres un

usage habituel de la Petite Entente ; notre collaboration en deviendra d'autant plus étroite. »

Mais dans tout cet ordre de choses, qui révèle les symptômes d'une ère nouvelle dans l'Europe danubienne, il ne faut pas méconnaître le rôle important que joue la Yougoslavie. Ce n'est que grâce à elle, que la situation politique s'éclaircit, qu'on assiste à un apaisement, si longtemps attendu, dans les rapports entre les pays danubiens. La Yougoslavie, depuis toujours, s'est montrée prête à collaborer avec les pays intéressés dans l'organisation économique et politique du bassin du Danube. Elle l'a manifesté d'une manière bien précise par la conclusion du traité de la paix perpétuelle avec la Bulgarie, le 24 janvier 1937, et par la signature d'un accord politique et d'un accord économique avec l'Italie, le 25 mars 1937. La conclusion de ces accords avec la Bulgarie et l'Italie, suivie par un apaisement dans les relations entre la Hongrie et la Yougoslavie, ont largement contribué à faciliter la coopération danubienne, tant sur le terrain politique que dans le domaine économique. Il ne faut pas oublier, en effet, que dans la vallée danubienne l'économie est étroitement liée à la politique.

La vérité est que, notamment, l'accord italo-yougoslave hâtera sensiblement l'organisation de l'Europe danubienne. Il oblige à toute une refonte économique des traités entre les Etats de la Petite Entente et les Etats signataires des Protocoles de Rome. Les deux blocs qui se partagent le bassin danubien, se sont rapprochés, la Yougoslavie servant d'intermédiaire et jouant le rôle de trait d'union. Les membres des deux blocs commencent, enfin, à comprendre que leurs destinées doivent être parallèles et se montrer disposés à s'orienter vers une politique d'entente et de concessions réciproques. Les contacts entre les dirigeants sont de plus en plus étroits. Leur action est d'autant plus aisée, que l'Europe danubienne a déjà vécu des temps difficiles. La crise économique dans sa phase culminante est déjà surmontée.

Dès lors, l'entente économique danubienne, possible en raison des données matérielles, devient réalisable, grâce à la détente politique qui se manifeste dans toute la vallée du

Danube et qui permet la création d'une atmosphère favorable à la bonne harmonie entre les Etats intéressés.

L'Europe danubienne se réveille. Une ère nouvelle et plus heureuse s'ouvre pour elle.

Mais tout récemment sont survenus des événements qui peuvent influencer, positivement ou négativement, sur la solution du problème danubien. Ce sont la guerre d'Espagne et le conflit sino-japonais. Ces deux faits ont sensiblement détourné l'intérêt des Grandes Puissances du problème danubien, pour le concentrer dans la Méditerranée et à l'Orient. L'Europe danubienne n'est plus le centre de leurs préoccupations. Cette nouvelle préorientation de la politique internationale et l'arrêt de la dépression économique dans la vallée danubienne, ont contribué à l'opinion, que le problème économique dans cette région n'est plus aussi pressant.

Il y a là, sans aucun doute, une erreur, mais dont il ne faut rien craindre. Ce qui est plus dangereux, c'est, d'une part, que certaines puissances voisines pourraient être tentées de profiter du nouvel état de choses pour étendre leur influence dans le bassin du Danube, au détriment de la collaboration économique danubienne. D'autre part, que les Etats danubiens pourraient tomber dans un état de stagnation, vu le désintéressement des Grandes Puissances pour le problème danubien et étant donné la prospérité relative qui commence à faire son apparition dans ces régions. Au contraire, ils doivent poursuivre la voie tracée par M. Hodza, pour cimenter l'entente économique danubienne, qui les défendra des visées hégémoniques des puissances voisines et qui les rendra plus capables de supporter les crises économiques futures. L'action Hodza ne doit pas être compromise par les préorientations de la politique internationale vers la Méditerranée et l'Orient. Au contraire, il faut se demander si cette abstention ne peut pas contribuer davantage à l'œuvre de l'organisation économique de l'Europe danubienne et, s'il y a lieu, profiter de ces circonstances favorables.

**

Qu'il nous soit permis, à la fin de ce chapitre, de donner

un bref résumé de nos développements sur le problème économique de la vallée danubienne.

Tout d'abord, nous rejetons comme absolument inacceptable la solution du problème économique danubien, par la restauration de l'ancien ordre de choses, par le rétablissement, si minime soit-il, de l'unité politico-économique de l'Autriche-Hongrie. En effet, trop de faits nouveaux et d'une portée décisive sont intervenus depuis la formation des Etats danubiens actuels. Trop d'intérêts politiques, économiques et sociaux sont devenus liés à la nouvelle configuration danubienne, pour qu'une telle hypothèse puisse être même envisagée.

Cette solution est également irréalisable, étant donné que certains des pays successeurs, comme la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, se sont suffisamment émancipés de l'état de choses ancien et qu'ils ne manqueraient pas de s'opposer résolument à toute solution qui compromettrait l'intégralité de leur indépendance si difficilement retrouvée et dont ils sont à juste titre fort jaloux et très fiers.

D'autre part, il n'y a pas de raisons pour déplorer la nouvelle carte économique de l'Europe danubienne. Elle s'est construite sans rien perdre de sa vitalité ancienne. Les richesses naturelles, la virtualité du sol, les capitaux et les avantages géographiques et économiques de la vallée danubienne sont toujours là. Cette partie de l'Europe n'a absolument rien perdu en elle-même, au point de vue économique, en possédant, depuis la guerre, une façade tchécoslovaque et en accroissant les façades serbe et roumaine. La nouvelle concentration et la polarisation des richesses et courants économiques, avec la création de nouveaux centres de production, de commerce, de transport et de crédit, ont démontré suffisamment la vitalité de la nouvelle Europe danubienne. Elle vit, elle travaille, elle prospère. Sa situation économique, pénible au cours de ces dernières années et le manque de prospérité, ne sont pas dus au démembrement de la Double Monarchie, mais à la politique de méfiance et d'intolérance de la part de certains Etats danubiens, politique qui a conduit parfois à l'état de guerre économique. Ils

sont dus aussi aux « zones d'influence », que certaines puissances voisines tentent de créer et de maintenir, également, enfin, à la crise mondiale en général. C'est tout cela qu'il faut éliminer.

En résumé, nous n'hésitons pas à nous déclarer pour une intime collaboration économique entre les Etats danubiens, laquelle doit s'exercer dans tous les domaines de la vie économique.

M. Elemer Hanto, le grand protagoniste du rapprochement économique des pays danubiens, préconise cette collaboration dans les domaines de la politique commerciale, de la politique industrielle, de la politique agraire et de la politique des transports. Ses idées, exposées dans une très large étude « L'Europe Centrale », sont extrêmement avancées et développées d'une manière intéressante et utile pour les pays de la vallée danubienne.

Mais nous croyons qu'il faut commencer avec des plans moins vastes, parce qu'en élargissant la solution danubienne et en accélérant le rythme à l'excès, on arriverait à reculer sa réalisation. Le rapprochement danubien ne pourra être effectué que peu à peu, avec beaucoup de patience, de tact, de ménagements et d'ingéniosité.

Aussi sommes-nous d'avis qu'il faut commencer par le rapprochement sur le terrain de la politique commerciale et douanière. C'est dans ce domaine qu'on est allé le plus avant dans les entretiens entre les pays danubiens. C'est, en effet, là que les mesures proposées peuvent être réalisées sans changement trop profond de la structure économique danubienne, créée après la guerre et avec une relative rapidité ; sur ce plan, on touche le moins aux sentiments de l'indépendance économique et politique des Etats intéressés ; enfin, c'est le domaine principal du problème économique danubien, dont la solution, lorsqu'elle aura abouti, sera la plus suggestive pour la solution définitive du problème tout entier de l'économie danubienne. Il faut donc s'acheminer progressivement. Et, d'après nous, il est indispensable de commencer tout d'abord par instituer le régime

de la liberté des transactions commerciales entre les Etats en question, afin de faciliter entre eux les échanges.

Sous quelle forme et par quelles mesures parvenir à ce but ?

Le rapprochement économique le plus parfait sur le terrain de la politique douanière et commerciale, est sans aucun doute l'union douanière, étant donné qu'elle implique la suppression de toutes entraves aux échanges réciproques des unités et qui composent l'union (1).

Cette solution, théoriquement, n'est pas inacceptable dans le cas des pays danubiens. L'union douanière est ordinairement assise sur une formation politique. C'est le cas, par exemple du Zollverein allemand, des cantons suisses, des Etats fédéraux de l'Amérique, etc. Mais elle peut également exister entre des Etats absolument indépendants au point de vue du droit international, telle l'union économique entre la Belgique et le Luxembourg.

Cependant, bien que l'union douanière soit la solution la plus parfaite du problème économique danubien, susceptible de tirer définitivement les Etats de cette région hors des voies qui les conduisent à l'autarchie — laquelle peut aboutir à un état de guerre et à un déclin général économico-financier — elle n'est pas encore réalisable dans la vallée danubienne. C'est une solution éminemment souhaitable, mais malheureusement, bien lointaine et bien difficile à atteindre. Car elle implique des conditions auxquelles l'Europe danubienne est encore loin de satisfaire, et dont la réalisation ne peut être que très lente et fort lointaine. Il faut débiter par des ententes économiques moins intimes, pour arriver éventuellement à la solution la plus parfaite, qui est l'union douanière.

Les conditions nécessaires à la formation d'une union douanière sont d'ordre géographique, juridique, économique, psychologique et politique. Parmi ces conditions, celles d'ordre géographique, juridique et économique se trouvent presque complètement réalisées par les Etats danubiens.

(1) Il ne faut pas oublier que la perfection de l'union douanière a été suffisamment démontrée par les experts les plus connus de l'Europe, quand cette solution fut envisagée, il y a quelques années, pour l'Europe toute entière.

Au point de vue géographique, il n'existe pas une région dans l'Europe où les Etats soient aussi bien juxtaposés territorialement et liés par les données géographiques comme dans la vallée danubienne. C'est, en particulier, le Danube qui est un facteur géographique très important pour les pays de cette région, parce qu'il les traverse tous les six, en les unissant matériellement d'une façon très étroite.

Au point de vue juridique, il n'y a pas d'inconvénients relatifs au droit international. Il est vrai qu'il existe une clause dans le Protocole de Genève du 4 octobre 1922, qui interdit à l'Autriche d'aliéner son indépendance économique, sans l'autorisation de la S. D. N. Mais ce n'est pas un obstacle sérieux, étant donné que cette disposition n'a été prévue que pour jouer contre les visées pangermanistes.

Quant à la clause de la nation la plus favorisée, elle n'est pas un empêchement à la formation d'une union douanière, parce que les Etats, composant une union douanière, ne sont plus des Etats tiers pour l'étranger, mais lui sont opposés comme un tout politico-économique et douanier.

Quant aux conditions relatives à la législation interne, les obstacles sont plus sérieux et il faudrait plus de temps pour arriver à l'unification des législations douanière et commerciale entre les Etats danubiens.

Au point de vue économique, les conditions nécessaires à la formation d'une union douanière, sont également présentes dans le cas des Etats danubiens.

Ces pays se trouvent à peu près au même stade de développement économique et une division du travail est bien possible à réaliser. Les Etats en question sont au même niveau économique ; leurs possibilités, à cet égard, se complètent et il n'existe aucune crainte que l'un d'eux puisse exercer une prédominance dangereuse pour l'économie des autres Etats.

D'autre part, il est vrai qu'on doit faire disparaître certaines entreprises, liquider certaines branches de production dans chacun des Etats intéressés, afin d'introduire une division du travail utile et la concentration qui est toujours nécessaire dans les grandes unités économiques. Mais il est

tout à fait normal de sacrifier certains intérêts particuliers pour arriver à rendre meilleures les conditions d'existence de la majorité.

L'essentiel est, que dans la vallée danubienne l'inégalité économique des Etats ne soit ni accentuée, ni générale. Or, tout au contraire, ces Etats se complètent au point de vue économique.

De plus, un fait très important est, que les échanges commerciaux entre les Etats danubiens sont relativement toujours plus grands que dans aucune autre région de l'Europe.

C'est, au contraire, au double point de vue psychologique et politique, que l'union douanière des Etats danubiens est inopportune, non désirée et, pour un certain laps de temps, encore irréalisable. Les différences d'origine, de langue, de tradition, d'histoire et de souvenirs sont bien grandes pour qu'on lie les Etats danubiens d'une manière aussi intime que par une union douanière. La susceptibilité politique, la crainte pour l'intégrité de l'indépendance politico-économique, et encore nombre de facteurs psychologiques défavorables, sont des raisons encore plus fortes, qui mettent obstacle à la réunion, à une union douanière, de la région du Danube. S'est en raison de la crainte des limitations qu'elle apportera au libre jeu des activités nationales, que l'union douanière n'est pas encore réalisée entre les Etats danubiens qui sont encore trop jaloux de leur indépendance.

Malheureusement donc, les facteurs psychologiques sont dans la vallée danubienne plus forts que les facteurs matériels.

Mais, à défaut de l'union douanière, une entente douanière est beaucoup plus facile à adapter aux réalités actuelles dans le bassin danubien.

Cette entente danubienne, nous la suggérons sous la forme d'une *clause danubienne*, basée sur le système des préférences douanières, pour qu'elle enlève toute possibilité à d'autres Etats d'invoquer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée.

Les tarifs préférentiels peuvent jouer de deux manières dans le cas des Etats danubiens.

La première forme est la concession unilatérale de préférences douanières de la part des puissances occidentales en faveur des produits des Etats danubiens, afin de résoudre le problème d'écoulement du solde des exportations que les pays danubiens, notamment les pays agricoles, doivent organiser pour pouvoir se développer normalement et tenir leurs engagements internationaux.

L'autre forme est le consentement réciproque d'un rabais préférentiel entre les Etats danubiens, pour encourager et favoriser leurs échanges mutuels et consolider leur situation économique.

En ce qui concerne la première forme, nous avons parlé de sa nécessité dans le chapitre consacré à la crise agricole dans les pays danubiens. Nous n'envisagerons donc ici que la seconde forme, celle sous laquelle peuvent jouer les préférences douanières entre les pays danubiens.

Les Etats danubiens doivent consentir l'octroi de ces préférences au moyen d'une convention plurilatérale, entre eux-mêmes, par laquelle ils s'accorderont réciproquement un rabais préférentiel, afin de créer un puissant stimulant, condition préalable à l'intensification de leurs échanges mutuels. Naturellement, ce traitement préférentiel s'accroîtrait progressivement par paliers annuels, pour atteindre, au bout d'un certain laps de temps, un niveau assez bas correspondant au but poursuivi.

Le consentement de tarifs préférentiels serait notamment donné par les Etats danubiens à structure industrielle aux Etats danubiens à structure plutôt agricole, et inversement. Ainsi, les Etats agricoles jouiront de tarifs réduits pour écouler plus facilement leurs produits sur les marchés des Etats à structure industrielle, et inversement, les Etats industriels profiteront des rabais tarifaires que les Etats agricoles leur consentiront pour écouler chez ces derniers leurs produits industriels en quantités plus considérables qu'il ne l'ont fait jusqu'à ce jour.

Ce rabais tarifaire doit, d'ailleurs, être prévu pour tous les produits qui font l'objet des échanges réciproques. Pour le calcul du degré du rabais, il y aura lieu de prendre en

considération les besoins et le potentiel économique de chaque pays danubien et de limiter seulement la concurrence sans la rendre impossible. Il y a là une question technique pour la solution de laquelle des experts, désignés par les divers Etats respectifs, devront élaborer un plan détaillé, avec des plafonds tarifaires divers, pour chaque produit et pour chaque pays.

Mais, pour que les Etats tiers ne puissent pas profiter automatiquement de ce traitement de faveur, par l'effet de la clause de la nation la plus favorisée et ne le rendent pas ainsi inefficace, il est indispensable d'insérer dans les conventions, que les Etats danubiens concluront entre eux-mêmes ou avec les Etats tiers, une clause spéciale, que l'on peut appeler la *clause danubienne*. Cette clause impliquera que les faveurs préférentielles, que les Etats danubiens se consentiront réciproquement, auront un caractère régional, et resteront en dehors de l'effet de la clause de la nation la plus favorisée.

La création d'une clause régionale danubienne ne sera pas chose nouvelle, ni surprenante. Des clauses analogues existent déjà ou ont été prises en considération dans les cas suivants : la clause ibérique, entre l'Espagne et le Portugal ; la clause baltique, entre la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ; la clause centre-américaine, entre les Etats de l'Amérique centrale ; la clause cubaine, entre les Etats-Unis et Cuba, etc. Toutes ces clauses sont basées sur les données géographiques, économiques et culturelles, qui sont également réalisées dans le cas des Etats danubiens.

D'ailleurs, le principe de la clause danubienne peut trouver son principe lointain dans l'article 222 du Traité de Saint-Germain et dans l'article 215 du Traité de Trianon. Ces deux articles prévoient la possibilité pour trois des Etats danubiens, à savoir l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, de se consentir réciproquement des faveurs douanières, sans que les Etats tiers puissent élever de protestations basées sur la clause de la nation la plus favorisée. Il est vrai, qu'un délai de cinq années était fixé pour l'application de cette faveur, et que ce délai s'est écoulé sans que

les trois Etats en aient profité. Mais les raisons de son insertion dans les Traités de paix ⁽¹⁾ peuvent encore être invoquées actuellement, même pour tous les Etats danubiens.

La clause danubienne peut également trouver son principe dans l'article 23 du Pacte de la Société des Nations, lequel prévoit que les Membres de cette Société « prendront les dispositions nécessaires pour assurer la garantie et le maintien de la liberté des communications et du transit, ainsi qu'un *équitable traitement* de commerce de tous les Membres de la Société, étant entendu que *les nécessités spéciales des régions dévastées pendant la guerre 1914-1918*, devront être prises en considération ».

Dès lors, s'il s'agit d'un « équitable traitement de commerce » et des « nécessités spéciales aux régions dévastées pendant la guerre », on ne peut trouver de meilleur objet et sujet que la région danubienne.

Mais il est évident que, vu l'obligation internationale que les Etats danubiens ont prise, d'appliquer dans leur politique économique la clause de la nation la plus favorisée, l'adoption d'une clause danubienne implique une certaine aide dans le domaine du droit international. C'est le seul moyen d'arriver à un statut juridique pour adapter la clause de la nation la plus favorisée au but poursuivi en ce qui concerne les Etats danubiens.

On y parviendra au moyen d'une convention internationale, conclue sous les auspices de la S. D. N., convention qui contiendra le consentement des Etats non danubiens à ne pas revendiquer, en invoquant la clause de la nation la plus favorisée, le même traitement dont les Etats danubiens auront joui à la suite de la formation d'une Entente économique danubienne, basée sur le régime préférentiel.

Il ressort de là, que les Etats danubiens ne peuvent arriver à une collaboration économique efficace entre eux-mêmes en dehors des Etats tiers, notamment des Grandes Puissances européennes. Mais, pour le bienfait et la paix de la vallée danubienne et même du reste de l'Europe, les Grandes Puissances ne peuvent faire autrement que s'imposer franche-

(1) Nous avons parlé de ces raisons au début de notre étude.

ment certaines limites à l'influence économique et politique qu'elles voudraient exercer dans le bassin du Danube.

Quant à la clause de la nation la plus favorisée en elle-même, nous ne lui sommes pas opposés en général. Au contraire, nous nous joignons à l'opinion des économistes, qui la considèrent comme une concession à la liberté et à l'égalité dans le commerce international, comme une garantie nécessaire du libre-échange. Nous reconnaissons également que toute entrave à la liberté des échanges va à l'encontre des intérêts nationaux de chaque Etat. Mais on ne peut ignorer que l'application de cette clause aboutit, au cas d'inégalité dans la capacité économique commerciale des Etats en question, à un traitement différentiel et inégal. De plus, l'application de la clause de la nation la plus favorisée est surtout gênante pour les nations qui doivent et peuvent compléter réciproquement leurs économies respectives par des relations plus étroites. Il y a des Etats dont la vie économique exige le traitement préférentiel réciproque et des Etats dont les rapports économiques sont normaux et permettent l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Alors, pour ne pas compromettre le jeu de cette clause, il faut admettre, dans le premier cas, l'application du système préférentiel, sans qu'il puisse y avoir de protestations de la part des nations qui jouissent de la clause. C'est justement le cas des Etats danubiens.

En outre, les données géographiques, historiques et économiques autorisent suffisamment les Etats danubiens à exiger une dérogation à la clause de la nation la plus favorisée, sous la forme d'un traitement préférentiel spécial.

Enfin, nous recommandons sommairement quelques mesures, qu'il est nécessaire d'appliquer avant l'élaboration du projet sur une entente économique à préférences douanières, et indépendamment de cette élaboration, pour éliminer des faits nuisibles au resserrement des échanges entre les Etats danubiens et à la formation de la future Entente économique. Ainsi, parmi beaucoup d'autres mesures, il faut établir :

1) Une trêve douanière entre les pays danubiens, destiné à empêcher l'aggravation de la situation déjà lourde pour ces

pays. Cette trêve douanière ne doit être qu'un accord provisoire, appelé à permettre l'élaboration d'un plan précis sur l'entente économique danubienne.

2) La suppression ou la simplification de toutes restrictions directes ou indirectes aux échanges mutuels, comme les prohibitions d'entrée et de sortie, les contingentements, les mesures administratives, surtaxes compensatrices, les mesures vétérinaires, etc.

3) La création d'un organisme administratif et diplomatique commun, qui siégera en permanence et dont la mission serait de permettre aux Etats danubiens de se concerter sur leur politique économique, tant entre eux-mêmes qu'avec les Etats tiers.

4) Des mesures destinées à mieux faire connaître les produits de chacun des pays respectifs, comme les foires, les expositions, etc.

5) L'abolition progressive du contrôle des changes et du clearing. Cette mesure est très importante et doit être appliquée parallèlement aux mesures prévues dans le domaine politico-commercial et douanier. En effet, l'Europe danubienne souffre presque autant des maux financiers que des maux économiques et commerciaux. Il faut donc rétablir la santé monétaire des Etats danubiens, en leur facilitant les moyens de satisfaire à leurs besoins en monnaie saine et en tous instruments de paiement. Mais, dans le domaine financier, la concentration des efforts des seuls pays danubiens ne suffirait pas. Un concours des puissances de l'Ouest s'impose. Cette question, d'ailleurs, n'entre pas dans le cadre de notre travail et nous nous bornerons à la mentionner.

Répondons, en terminant, à certaines objections qu'on oppose à la réalisation de l'Entente économique danubienne.

La première est que l'Entente économique danubienne ne résoudra pas le problème, parce qu'elle ne se suffira pas à elle-même, et parce que les excédents des pays danubiens, aussi bien agricoles qu'industriels, ne pourront être consommés en totalité à l'intérieur de la nouvelle Entente. Dès lors, l'entente projetée n'arrivera pas à un équilibre complet de l'économie danubienne.

Certes, elle ne se suffira pas entièrement à elle-même, mais le but du rapprochement économique des pays danubiens n'est pas de réaliser une entente économique de caractère autarchique, qui représentera une unité complète, où la production et la consommation se compenseraient d'une façon mathématique. Le but est d'aboutir à une stabilisation relative de la production et à une utile division du travail ; de faire en sorte que les pays danubiens réussissent à regrouper leurs forces économiques, actuellement beaucoup trop dispersées ; s'empêcher que les Etats danubiens entravent malicieusement le succès les uns des autres et se contrarient dans leurs efforts ; de substituer à la situation provisoire et incertaine d'aujourd'hui, basée sur des conventions précaires et annulables d'office, une entente stable et immuable, qui servira de stimulant puissant à la circulation du sang dans les veines économiques de la vallée danubienne.

Cette Entente économique danubienne sera donc constructive et organique, et permettra aux Etats danubiens d'harmoniser leurs productions, pour en tirer le meilleur parti, pour égaliser leurs excédents et pour les rendre capables de s'adresser avec plus de succès à des Etats tiers, afin d'écouler à l'étranger le solde de leurs produits.

La seconde objection est que l'Entente économique danubienne se formerait au détriment des intérêts économiques de certaines puissances voisines, en diminuant les possibilités d'écoulement de leurs propres produits sur le marché danubien. En laissant de côté la réplique qu'il est tout à fait normal et juste, que le marché soit d'abord réservé aux Etats danubiens eux-mêmes, il suffit de répondre que, l'Entente économique danubienne, une fois réalisée, la prospérité renaîtra dans le bassin danubien ; les Etats tiers auront alors davantage de possibilités pour y écouler leurs produits. Le marché danubien se transformera en un meilleur débouché pour la production de tous, du fait que l'Entente économique danubienne augmentera le pouvoir d'achat de cette région.

Enfin, certains milieux danubiens intransigeants ajoutent, que l'Entente économique danubienne impliquera la limi-

tation de l'indépendance économique des Etats danubiens. Sans aucun doute, certaines limitations devront être apportées à l'indépendance économique des pays danubiens. Mais, étant donné que le but visé l'est dans l'intérêt général de l'Europe danubienne tout entière, il mérite certains sacrifices. D'ailleurs, aucune entente n'est réalisable ni viable sans une certaine discipline.

Mais en tout cas, l'Entente économique danubienne, telle que nous la concevons, ne compromettra pas l'indépendance économique des pays danubiens. Parce que nous la concevons comme un groupement *supranational* et non national. Donc, les Etats danubiens resteront, dans l'Entente économique danubienne, des milieux économiques indépendants, mais ils devront se rapprocher sur le terrain économique, entrer en relations plus étroites, concentrer leurs efforts, organiser leurs énergies, tout cela pour leur meilleur avenir.

A la fin de ce dernier chapitre de notre étude, nous émettons nos vœux les plus chaleureux pour la réalisation de l'Entente économique danubienne. La forme la plus proche et la plus facile à réaliser est la clause danubienne, basée sur le régime préférentiel. Mais nous espérons que l'Entente préférentielle ne sera qu'une transition vers l'Union douanière, si lointaine que paraisse sa réalisation. Bien qu'elle semble lente et difficile, nous gardons toujours une confiance raisonnée dans le succès final.

Nous serions heureux si notre travail pouvait contribuer à l'éclaircissement et à la meilleure connaissance de la question du rapprochement économique des pays danubiens.

CONCLUSION.

Il ressort de notre étude, qu'un grand nombre de plans et de propositions ont vu le jour ; que maintes tentatives ont été faites, par les Etats danubiens et les puissances européennes, afin d'arriver à la coordination des efforts et à la consolidation économique de l'Europe danubienne.

Il est probable que quelque temps encore s'écoulera avant que l'on puisse arriver au but désirable. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à l'arrière de la question économique de la vallée danubienne se trouvent des intérêts d'ordre politique, que les Etats danubiens et les Etats tiers ménagent et se disputent dans cette partie de notre continent. Bien que la question économique de la vallée danubienne doive être le souci primordial des pays de cette région, pour qu'ils puissent, enfin, sortir de leurs embarras financiers, économiques et sociaux, ces pays, soit par eux-mêmes, soit sous l'influence de leurs « protecteurs » — parmi lesquels certaines puissances européennes — n'en sont pas moins portés à sacrifier leurs importants intérêts économiques aux intérêts politiques en s'inspirant, dans leur politique économique, de sympathies ou d'antipathies politiques.

Evidemment, négliger les intérêts politiques pour ménager seulement les intérêts économiques, est également nuisible. Mais certains des Etats danubiens sont allés trop loin dans le ménagement de leurs intérêts politiques au détriment de leurs intérêts économiques. La tension politique les a trop séparés de leurs voisins.

Espérons, cependant, que, d'une part, l'Autriche renoncera définitivement à l'idée de rattachement et la Hongrie à sa politique de revisionnisme et, de l'autre, que toutes deux montreront plus de bonne volonté à sortir du cadre des Protocoles de Rome pour entrer dans une autre entente, qui est leur cadre normal, la future Entente économique danubienne.

Mais il reste et en cela on doit compter, que l'Europe danubienne est une notion autant politique qu'économique et

que le rapprochement économique des pays danubiens a comme condition indispensable leur rapprochement sur le terrain politique. L'unité d'opinion, concernant la nécessité d'une entente économique dans le bassin du Danube, s'est manifestée dans presque tous les milieux économiques, financiers et commerciaux des Etats danubiens. Ce ne sont que les milieux politiques des mêmes Etats qui, par eux-mêmes ou sous l'influence d'Etats tiers, offrent un tableau fort disparate et entravant le rapprochement désirable dans le domaine économique. C'est donc la tension politique qui retarde la solution économique.

Il est certain que, sans la création préalable d'une atmosphère de concorde et de confiance réciproque entre les Etats danubiens, l'idée d'une Entente économique danubienne se heurtera toujours à des obstacles causés par la méfiance et l'inquiétude des Etats de la vallée, craignant qu'elle ne renferme un point dirigé par les uns contre les autres. Une communauté des sentiments, une mystique danubienne sont autant nécessaires que la communauté d'intérêts.

Nous nous réjouissons de pouvoir constater qu'une telle base est en voie de se former en Europe danubienne, grâce, d'une part, à l'action de la Yougoslavie pour un rapprochement plus intime avec l'Italie, la Bulgarie et la Hongrie et, d'autre part, à l'action de la Tchécoslovaquie en vue de la création d'une amitié plus étroite avec l'Autriche et même avec la Hongrie. Les relations de la Roumanie avec la Bulgarie et la Hongrie sont également en voie d'amélioration. Souhaitons vivement que cet ensemble de faits significatifs facilite la formation d'une Entente économique danubienne, qui relèvera la prospérité économique des peuples intéressés, rendra possible la création, dans la vallée danubienne, d'une vie économique tranquille et stabilisée ayant les bases solides indispensables au développement de chaque unité politique, et contribuera, enfin, à la consolidation de la paix danubienne et européenne.

LES ANNEXES.

AIDE-MEMOIRE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS
ADRESSE AU GOUVERNEMENTS
ALLEMAND, ITALIEN ET ANGLAIS
2 mars 1932.

Dans un dernier rapport sur la situation financière de l'Autriche et de la Hongrie, le Comité financier de la Société des Nations a attiré l'attention sur la nécessité où elles se trouvent d'établir, le plus tôt possible, avec certains de leurs voisins, des relations économiques plus étroites, et il a marqué qu'à la solution de ce problème est subordonné le rétablissement de la confiance des marchés financiers dans la capacité de paiement de ces deux pays.

L'Autriche et la Hongrie ne sont pas seules atteintes ; dans toute l'Europe danubienne, même phénomène de resserrement des crédits, même ralentissement des transactions. Tandis que les Etats agricoles, incapables d'écouler leurs céréales, voient diminuer leur pouvoir d'achat, les Etats industriels se trouvent dans l'impossibilité d'écouler leur production dans les pays qui sont leurs débouchés naturels.

La crise mondiale est, pour une part, la cause de cette situation ; mais elle n'est pas la seule ; il en est d'autres, propres aux pays danubiens, auxquelles il importe de porter remède sans retard, non plus par des solutions partielles et par des palliatifs qui se sont avérés inefficace, mais par des solutions plus larges. Aussi longtemps que les prêteurs auront le sentiment que les causes du mal subsistent, subsistera aussi la crise de confiance signalée par le Comité financier, et avec elle le danger aggravé d'un effondrement financier, qui aurait sa répercussion dans toute l'Europe centrale.

Le Gouvernement français estime qu'il est temps d'apporter à la situation des remèdes d'ensemble qui, dans l'inefficacité constatée des solutions particulières, peuvent seules permettre d'assainir la situation.

Le Gouvernement français a été heureux de constater,

quand il a fait connaître les vues ci-dessous exposées, que le Gouvernement britannique avait été, en même temps que lui, conduit à des conclusions analogues, puisqu'il a récemment posé la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu d'envisager la formation d'une Union douanière entre les pays dont il s'agit. Le Gouvernement français croit que la réalisation d'une telle union se heurtera à des obstacles insurmontables, aussi bien dans l'ordre politique que dans l'ordre économique et il lui paraît que, sur ce point spécial, le Gouvernement britannique est aujourd'hui du même avis. Mais, sur le but, à savoir le resserrement et le développement des liens économiques entre les pays danubiens, les deux Cabinets de Paris et de Londres sont manifestement d'accord. Le Gouvernement français considère, toutefois, que le résultat cherché peut être obtenu par des combinaisons à base préférentielle, sur lesquelles il n'a pas, à l'heure actuelle, une doctrine arrêtée, mais dont la nécessité lui paraît s'imposer.

Des échanges de vues approfondis sont nécessaires pour déterminer les modalités d'un régime tenant compte des intérêts divers qu'il s'agit de concilier. C'est aux cinq pays en cause, qu'il convient de laisser le soin de procéder à des conversations. Il va de soi que le régime, qui en sortira, pour être viable, devrait tenir compte aussi, dans toute la mesure du possible, des intérêts légitimes des Etats tiers. Toutefois, le Gouvernement français redouterait que des conditions ou des limites fussent à l'avance fixées aux conversations qu'il préconise. Ce n'est que, lorsque les cinq Etats en cause se seront entendus, qu'il y aura lieu de saisir de leurs conclusions, pour les mises au point définitives et pour tels accords complémentaires, qui pourront être nécessaires, les organismes compétents de la S. D. N.

La réorganisation économique étant la condition préalable de la restauration financière, il importe d'aller vite et d'aider les gouvernements directement intéressés à vaincre les résistances d'ordre divers, auxquelles elles peuvent se heurter.

Le Gouvernement français qui, dans ces conditions, a le

seul souci de servir l'intérêt général européen, souhaiterait pouvoir coordonner son action avec celle des Gouvernements, auxquels la situation de l'Europe danubienne n'inspire pas moins de préoccupations qu'à lui-même. Il serait donc heureux de pouvoir se concerter avec les Gouvernements italien et britannique pour déterminer dans quelles conditions l'attention des Gouvernements autrichiens, hongrois, roumain, tchécoslovaque et yougoslave pourrait, à bref délai, être attirée sur la nécessité de francs et complets échanges de vues entre eux, en vue du resserrement de leurs relations économiques et, ultérieurement, de leurs situations financières, budgétaires et monétaires.

MEMORANDUM DANUBIEN PRESENTE PAR L'ITALIE

le 29 septembre 1933.

1) Le déplacement d'intérêts économiques provoqué, à la suite du démembrement de l'empire austro-hongrois par la création, qui en fut la conséquence, de nouveaux Etats ou de l'élargissement de certains Etats préexistants, a créé, pour plusieurs des Etats successeurs, de nouveaux problèmes économiques et financiers, dont quelques-uns ont déjà trouvé leur solution ou sont en train de la trouver, tandis que d'autres exigent encore une considération approfondie et des mesures appropriées.

2) Cette nécessité, qui a été tout de suite saisie, dès la fin de la guerre, a donné lieu à plusieurs tentatives, en vue de favoriser l'ajustement et le développement économique des pays danubiens, qui ont été particulièrement affectés par le nouvel état de choses. Une idée qui a été parfois avancée et appuyée, c'est de reconstituer l'unité économique qui existait au temps de l'Empire ou de grouper à nouveau une partie des Etats successeurs.

Mais cette idée s'est heurtée à plusieurs difficultés, même lorsque, tout dernièrement, sous la pression de la crise mondiale, elle a été de nouveau mise en avant, à la conférence de Londres de 1932, ainsi qu'en d'autres occasions. On ne peut, en effet, oublier ni le fait que les territoires, faisant partie de l'ancienne monarchie, se sont désormais soudés en grande partie avec d'autres qui lui étaient étrangers, ni que, entre-temps, de nouveaux intérêts et de nouveaux ensembles économiques ont surgi.

3) Des idées, moins vastes peut-être, ont eu plus de succès, parce qu'elles étaient plus près de la réalité et, au surplus, elles n'étaient pas influencées par des considérations politiques. On pourrait citer à ce propos les emprunts accordés à l'Autriche et à la Hongrie, ainsi que la Conférence

et les accords de Porto-Rose en 1921, ou l'accord de Rome pour le Südbahn en 1923. Leur importance économique, en effet, n'est pas négligeable, ce qui témoigne de tendance et de possibilités dont l'on doit tenir compte.

4) Un autre élément d'importance fondamentale, c'est la diversité des conditions économiques et financières des Etats en question.

Certains d'entre eux disposent, en effet, d'un territoire étendu, d'une population nombreuse et son pourvus de matières premières en abondance, ce qui leur assure parfois des possibilités d'indépendance économique.

D'autres, notamment l'Autriche et la Hongrie, se trouvent, au contraire, de par leur condition, dans une situation économique bien plus difficile. D'ailleurs, certains des Etats sont surtout agricoles, tandis que d'autres sont principalement des pays industriels.

5) Un autre élément de fait d'importance fondamentale, c'est que les rapports commerciaux de cinq, par exemple de ces Etats entre eux, c'est-à-dire de ceux dont il est le plus souvent question, ne représentent qu'une partie, pour importante qu'elle soit, du montant total de leurs échanges. Une autre partie, non moins importante, se dirige vers des pays autres que les cinq indiqués. De sorte que, pour ces derniers, il ne pourrait pas y avoir d'organisation satisfaisante, si l'on ne tenait compte aussi de cette partie de leurs échanges commerciaux.

6) Plusieurs des propositions, avancées à l'égard des pays danubiens, n'ont pas eu de suite, au surplus, parce qu'elles donnaient lieu à des soupçons de visées politiques et que, même dans le domaine économique, elles ne paraissaient pas apporter l'aide nécessaire à ceux des pays dont les conditions demandaient le plus d'attention.

Il ressort, avec évidence de tout ce que l'on vient de dire, que pour améliorer la situation des pays danubiens, notamment pour certains d'entre eux, il faut développer leur exportation, en permettant à leur production de surmonter les barrières douanières et en assurant à cette production un écoulement à des prix raisonnables. Cela a été affirmé chaque

fois que l'on a pris en considération la situation des pays danubiens, mais la réalisation pratique de ce principe est bien loin d'avoir reçu toute l'application qui aurait été désirable.

7) Parmi toutes les initiatives et les conférences qui ont porté, surtout dernièrement, sur les conditions économiques des pays danubiens, la Conférence de Stresa est, sans doute, celle qui a montré le plus du réel. Cette Conférence recueilli, lorsqu'elle eut lieu, l'adhésion unanime des Etats successeurs ou non successeurs, qui y prirent part, et certains des principes, établis à cette occasion, ont prouvé, par la suite, une application qui s'est démontrée plus d'une fois utile. Il serait possible de donner à ces principes, il est évident, une application pratique plus étendue. Mais pour nous tenir dans le domaine du réel, il faudrait commencer par celui de traitement préférentiel que l'on devrait aussi préciser, de façon à lui assurer une réalisation efficace et suffisante.

On pourrait établir que ce système est applicable, non seulement à la production industrielle autrichienne et aux céréales des pays danubiens, mais aussi à d'autres importants produits agricoles de ces pays.

On pourrait de même établir des limites raisonnables, entre lesquelles les pays tiers qui jouissent des traitements de la clause de la nation la plus favorisée, devraient consentir à ne pas exiger une application trop rigide.

8) Mais, pour que cela puisse se faire autant qu'on doit le souhaiter, il faut établir ce système sur des bases économiques. On pourrait y parvenir par l'adoption, de la part des pays danubiens, des mesures leur permettant d'assurer une partie de leur marché à ceux des pays non danubiens, qui ont normalement une balance commerciale débitrice par rapport aux pays danubiens eux-mêmes.

Cette faveur, par contre, ne devrait pas être accordée à ceux des pays non danubiens, dont la balance, par rapport aux pays danubiens considérés chacun séparément, est créditrice. D'abord, parce que le cours normal de leurs échanges assure déjà à ces pays un profit raisonnable ; mais aussi, parce que les pays danubiens, ayant la nécessité de parvenir

à un redressement, en même temps économique et financier, il faut qu'ils tâchent d'assurer un meilleur équilibre à leur balance commerciale par rapport à tous les autres pays tiers.

9) Plusieurs des projets qu'on a proposés dans le passé, étaient fondés sur l'idée préalable d'un plan d'ensemble, auquel les pays intéressés auraient sans doute plus donné application. La vérité des conditions économiques et financières des Etats danubiens et des Etats successeurs, la diversité de leur production, la nécessité que les accords, pour amener à un résultat effectif, tiennent compte des exigences particulières à chaque pays et, enfin, d'autres considérations font ressortir la grande difficulté de réaliser des accords plurilatéraux ou collectifs.

Il est, par contre, possible d'établir certains principes généraux et sur cette base d'aboutir à des ententes ou à des accords bilatéraux. De ces derniers accords, d'ailleurs, bien que d'une façon limitée, il y en a qui sont déjà en cours de réalisation, à la satisfaction des intéressés. Leur développement successif nous fournira des éléments précieux pour juger de leur extension ultérieure.

10) La Conférence de Stresa avait de même prévu l'établissement d'un fonds spécial pour la valorisation des céréales. Cette question mérite évidemment une attention approfondie, mais en vue des difficultés que l'on a rencontrées et de la nécessité d'arriver au plus tôt à un remède efficace, l'établissement de ce fonds pourrait être, pour le moment, renvoyé à des pourparlers à venir.

Il faudra, au contraire, considérer avec la plus grande attention et avec le plus grand soin, tout ce qui concerne la situation financière (endettement, etc.) de certains de ces Etats.

11) En résumé et à la suite de cet examen objectif et limité au domaine économique, avec la volonté d'aider les Etats danubiens et d'apporter par cela un soulagement aux conditions générales de l'Europe, une action efficace devrait être fondée sur les principes suivants :

a) Accords bilatéraux.

b) Traitement préférentiel pour les céréales et autres produits agricoles des pays danubiens.

c) Traitement préférentiel pour la production industrielle autrichienne. L'application des alinéas b) et c) implique naturellement une limitation — qu'il faudra retenir dans des bornes raisonnables — des droits des pays tiers, jouissant de la clause de la nation la plus favorisée.

d) Amélioration de la balance commerciale des pays danubiens et augmentation de leurs exportations. Chacun de ces pays danubiens devrait réserver une partie équitable de son marché à chacun des pays non danubiens qui lui octroie des droits préférentiels, tout en ayant, par rapport à lui, une balance débitrice.

e) Mesures visant à diriger le courant du trafic de ces pays vers des voies naturelles et par cela aptes à faciliter le trafic même.

f) Mesures à adopter pour améliorer la balance des comptes des pays danubiens, mesures que les accords, dont on souhaite la conclusion, pourraient entretemps indirectement préparer et faciliter.

12) Les principes que l'on vient d'exposer, bien que ressortissant de l'examen objectif de la situation, tiennent compte, autant que possible, des propositions et des idées qui ont été avancées à ce sujet de la part de gouvernements ou autres, et tâchent de les harmoniser. Des précisions plus détaillées pourraient être fournies après qu'un échange de vues ait lieu entre les États successeurs danubiens et autres.

PROTOCOLES DE ROME

17 mars 1934.

I. — *Texte du premier protocole.*

Le Chef du Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, le Chancelier fédéral de la République d'Autriche, le Président du Conseil Royal de Hongrie, animés du désir de concourir au maintien de la paix et à la restauration économique de l'Europe, sur la base du respect de l'indépendance et des droits de chaque Etat ; persuadés que la collaboration entre les trois gouvernements en ce sens peut établir les prémices réelles pour une plus large coopération avec d'autres Etats, s'engagent, pour atteindre les buts précités, à se concerter sur tous les problèmes qui particulièrement les intéressent et sur ceux d'ordre général, dans le dessein de déployer, dans l'esprit des actuels traités d'amitié italo-autrichien, italo-hongrois et austro-hongrois, fondés sur la reconnaissance de l'existence de nombreux intérêts communs, une politique concordante dirigée dans le sens d'une collaboration effective entre les Etats européens et, particulièrement, entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie. A cet effet, les trois gouvernements procéderont à des consultations communes, chaque fois que l'un au moins de ces gouvernements le jugera opportun.

(Suivent les signature.)

II. — *Texte du deuxième protocole.*

Les Gouvernements d'Italie, d'Autriche et de Hongrie, animés du désir de développer les rapports économiques entre l'Italie et l'Autriche, entre l'Italie et la Hongrie, entre l'Autriche et la Hongrie, en donnant une impulsion nouvelle à l'échange de leurs produits, en s'opposant de toute façon aux tendances malsaines de l'autarchie économique et de favoriser par des mesures concrètes l'œuvre de reconstruction économique des Etats danubiens, en harmonie avec l'esprit des décisions de la Conférence de Stresa et avec le principe

contenu dans le memorandum danubien, présenté par l'Italie et qui porte la date du 29 septembre 1933, se sont trouvés d'accord sur ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les Gouvernements d'Italie, d'Autriche et de Hongrie s'engagent à étendre la portée des accords actuellement en vigueur en accroissant les facilités pour les exportations réciproques et en tirant de cette façon un toujours plus grand profit du caractère complémentaire des économies nationales réciproques. Dans ce dessein, de nouveaux accords bilatéraux seront conclus avant le 13 mai 1934.

ART. 2. — Les Gouvernements d'Italie, d'Autriche et de Hongrie, décidés à adopter les mesures nécessaires pour surmonter les difficultés de la Hongrie provenant de la baisse des prix du blé, ces accords seront conclus au plus tôt et en tout cas avant le 15 mai 1934.

ART. 3. — Les trois Gouvernements s'engagent à faciliter et à développer, autant qu'il est possible, le mouvement de transit dans les ports de l'Adriatique. A cette fin, des accords bilatéraux seront conclus aussitôt que possible.

ART. 4. — Les trois Gouvernements constitueront une commission permanente de trois experts, chargés de suivre l'évolution des rapports économiques entre les trois pays et de formuler des propositions concrètes susceptibles de réaliser le plus grand développement de ces rapports suivant l'esprit du présent protocole.

III. — *Texte du troisième protocole.*

Le Gouvernement italien et le Gouvernement de la République fédérale d'Autriche, se basant sur les expériences faites, qui ont démontré que leurs économies nationales sont dans une large mesure complémentaires, ont décidé de faire un pas en avant pour développer et intensifier davantage les rapports économiques entre les deux pays. A cet effet, ils sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Des négociations seront commen-

cées le 5 avril 1934 entre les deux Gouvernements pour la conclusion d'un nouvel accord destiné à développer et à adapter aux circonstances actuelles les rapports économiques existants entre les deux pays. Le nouvel accord sera conclu dans un délai le plus bref possible et, en tous cas, avant le 15 mai 1934.

ART. 2. — Pour l'accord mentionné à l'article précédent, on a établi ce qui suit : la concession d'un régime préférentiel, en faveur d'un plus grand nombre possible de produits originaires et provenant d'Autriche à l'importation en Italie.

En ce qui concerne la clause qui précède, les deux parties contractantes tiendront compte de la nécessité de maintenir les concessions dans les limites raisonnables, selon le principe établi au paragraphe C de l'article II du memorandum danubien, présenté par l'Italie et qui porte la date du 29 septembre 1933.

On procèdera, avant le 15 mai 1934, à la rédaction de deux listes, dont l'une indiquera les produits pour lesquelles la conclusion de faveurs douanières pourra être facilitée au moyen de la conclusion préventive d'ententes entre les producteurs intéressés des deux pays, et l'autre comprendra les produits pour lesquels des concessions seront reconnues applicables, indépendamment de toute entente entre les producteurs eux-mêmes.

Pour ce qui concerne les produits qui seront compris dans la première liste, les deux Gouvernements s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour hâter et faciliter la conclusion d'accords industriels.

Les trois protocoles sont rédigés en deux exemplaires, l'une en allemand, l'autre en italien. Le texte italien fait foi.

« LE PROBLEME DE L'ENTENTE DANUBIENNE ».**(L'Europe Centrale, 26 mars 1932.)**

L'exposé que M. Bénès a fait, le 22 mars, à la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre tchécoslovaque, est un document essentiel pour la compréhension du problème de l'Europe Centrale.

Après avoir brièvement rappelé la démarche du Chancelier du Reich et les suggestions contenues dans le memorandum français, M. Bénès poursuit ainsi :

« J'ai pu me convaincre, que le Gouvernement britannique approuve dans l'ensemble l'initiative française ; le Gouvernement italien émet dans sa réponse quelques réserves sur la procédure envisagée et semble, d'ailleurs, hésiter sur le fond même de la question ; quant au Gouvernement allemand, il vient de se prononcer dans un memorandum dont le sens est essentiellement négatif. Enfin, je n'ai pas eu l'impression que des difficultés puissent venir du côté des Etats-Unis.

» Le Gouvernement tchécoslovaque, pour son compte, est disposé à prendre part à des pourparlers entre les cinq petits Etats de l'Europe Centrale, en vue d'un rapprochement économique sur la base d'un régime préférentiel, tel qu'il est prévu dans le memorandum français. Il repousse, cependant, toute action de caractère politique, toute discussion sur une confédération ou un autre lien de droit public entre les pays d'Europe Centrale. De même, il tient pour écartée d'avance toute discussion sur une union douanière. Le Gouvernement tchécoslovaque ne participera à aucune négociation sans la Roumanie et la Yougoslavie. Enfin, il estime qu'une telle négociation ne saurait aboutir sans un accord entre les grandes Puissances, c'est-à-dire sans leur acquiescement à l'initiative française. Si Berlin et Rome refusent ce consentement, le Gouvernement tchécoslovaque s'abstiendra de participer à quoi que ce soit. Il est d'accord, avec le Gouvernement fran-

çais, pour juger que dans ce cas une aide aux pays de l'Europe Centrale ne serait guère possible. On a déjà tant discuté la question, on a déjà fait tant d'essais plus ou moins infructueux, que l'on risquerait de compromettre une idée juste en entreprenant quelque chose sans pouvoir aboutir.

» Un insuccès ne ferait, d'ailleurs, que rendre encore plus difficile la situation financière et économique de certains Etats danubiens. Faute d'un acquiescement des grandes Puissances, il vaudrait donc mieux s'abstenir et attendre que la situation ait évolué. D'ailleurs, le memorandum français pose des principes qui ne perdront rien de leur valeur et de leur vérité, dans un, dans deux ou dans dix ans.

» Le memorandum français demeurera comme un document essentiel de la politique d'après-guerre, car il établit pour la première fois un principe qui, dans l'avenir, sera le fondement de toute saine politique centre-européenne. Il demande, en effet, aux grandes Puissances de proclamer leur désintéressement en Europe Centrale, et de laisser les petits Etats danubiens régler seuls leurs affaires. C'est là, à n'en pas douter, une maxime juste, car, en un temps où existe une S. D. N., les petits Etats ne sauraient souffrir longtemps le patronage ou l'ingérence des grandes puissances.

» La France, d'autre part, se rend compte qu'il est nécessaire de faire des sacrifices en faveur de la reconstruction économique et financière de l'Europe, et ces sacrifices, elle les offre en tout désintéressement : elle accepte de renoncer pour son compte au bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée dans les cas d'une entente danubienne, et elle demande aux autres grandes Puissances d'en faire autant. Elle souligne que les intérêts des grandes Puissances devront faire l'objet d'une discussion détaillée dans la phase ultérieure des négociations. Et elle ajoute que, dans ces conditions, elle est prête à fournir un concours financier, tout de suite et plus tard, à ceux des Etats de l'Europe Centrale qui en ont besoin.

» Il est certain que, des points de vue politique, économique et financier, la position prise par la France, est extrêmement forte. Une telle politique répond, certes, aux in-

térêts français, mais on peut à bon droit l'appeler une politique européenne, une politique aux larges horizons, car elle sait, au prix de certains sacrifices, concilier l'intérêt national avec celui de la communauté européenne. C'est là, sans aucun doute, la politique qui, en plein accord avec la S. D. N., est destinée à triompher dans l'avenir. La Tchécoslovaquie ne cache pas ses sympathies pour cette conception véritablement européenne.

» Le memorandum allemand part d'un principe tout opposé. Sans le dire, il contient toute une doctrine sur l'évolution de l'Europe Centrale dans l'avenir.

» Politiquement, l'Allemagne croit surtout qu'une entente danubienne place l'Autriche dans une situation, où elle pourrait être l'instrument d'une politique anti-allemande. D'une façon générale, les milieux dirigeants à Berlin tiennent pareille entente pour une entreprise dirigée contre l'Allemagne. Cela parce que ces milieux voient encore l'Europe Centrale d'aujourd'hui avec les yeux des hommes d'Etat d'avant-guerre, parce qu'ils ne parviennent pas à comprendre le mouvement d'émancipation des petites nations danubiennes, qui a définitivement triomphé avec la guerre. Ces Etats sont aujourd'hui parvenus à la maturité politique et ils sont conscients de leur souveraineté, qu'ils protègent jalousement. Ils sont assez importants par l'étendue, la population, les richesses naturelles, la culture nationale, pour être fondés à réclamer en Europe Centrale une situation analogue à celle dont jouissent la Belgique, la Hollande et les pays scandinaves. Ce but, ils ne peuvent y renoncer en aucun cas, et sur ce point la Petite Entente est parfaitement solidaire pour l'avenir avec la Hongrie. C'est pourquoi il conviendrait, à mon sens, que les grandes Puissances cessent de voir dans l'Europe Centrale un terrain de colonisation ou d'expansion politique et économique. Elles devraient y voir un terrain, non pas de domination ou de lutte, mais de collaboration économique, de coopération amicale. J'estime que toute autre conception est vouée à l'insuccès.

» Pour cette raison, je tiens pour viciée dans son principe toute politique centre-européenne, qui tendrait à entraîner

l'Autriche dans un système austro-allemand. Toute tentative de ce genre serait, d'ailleurs, vaine : l'Autriche d'aujourd'hui a une conscience nationale trop accusée pour jamais s'y prêter. Et la Tchécoslovaquie ne saurait souhaiter la constitution en Europe Centrale d'un groupement pareil, car il est de son intérêt d'entretenir avec l'Allemagne les meilleures relations.

» Mais pour les mêmes raisons, je tiens pour erronée la conception que certains milieux allemands ont de l'Europe Centrale, car, psychologiquement, elle produit un résultat exactement inverse et, par surcroît, elle est irréalisable et ne peut que retarder l'évolution qui tend vers une collaboration normale et logique entre les Etats danubiens et l'Allemagne.

» Quant à l'aspect économique de la question, il est un peu différent. Ici, on demande à l'Allemagne, comme aux autres grandes Puissances, de céder sur certains intérêts, de consentir des sacrifices momentanés, en faveur des pays danubiens. En d'autres termes, on lui demande d'acquiescer à l'établissement d'un régime préférentiel entre ces pays, étant entendu que ceux-ci concluront ensuite, en commun, un arrangement économique avec elle. L'Allemagne s'y oppose, car elle juge que pareilles relations seraient à l'avantage de la Tchécoslovaquie et que l'industrie allemande verrait se restreindre ses débouchés en Europe Centrale.

» Je n'entends convaincre personne du contraire. Il s'agit là d'une question d'appréciation des possibilités présentes et futures. La Tchécoslovaquie aurait le droit de se sentir flattée de voir apprécier si haut ses forces économiques et ses possibilités d'expansion. Il est certain que, pour entrée de jeu, on demande à l'Allemagne un geste de désintéressement. C'est à l'Allemagne elle-même d'en mesurer la portée exacte. Je demande seulement si l'intensité des échanges commerciaux entre le Reich et la Tchécoslovaquie, qui ne pourrait que s'accroître dans l'avenir, n'est pas, à elle seule, un puissant argument contre ces craintes allemandes, et s'il n'en irait pas de même pour les autres Etats danubiens sitôt que leur restauration économique aurait relevé leur pouvoir de

consommation. En un mot, il me semble que l'Allemagne, en matière économique, songe trop au présent et pas assez à l'avenir.

» Quant au memorandum du Gouvernement de Rome, il est conçu du point de vue strictement italien. Politiquement, l'intérêt de l'Italie est à peu près le même que celui de la France ; pour elle aussi, il s'agit de neutraliser les influences politiques en Europe Centrale et de placer toutes les grandes puissances sur le même pied, ce qui, pour celles-ci, revient pratiquement à proclamer leur désintéressement. De plus, le point de vue de l'Italie dans la question autrichienne, est le même que celui de la France et de la Tchécoslovaquie et c'est pourquoi le Gouvernement de Rome ne saurait admettre les conceptions, que certains milieux allemands ont de l'Europe Centrale.

» D'un autre côté, le Gouvernement italien, comme il est naturel, repousse tout système centre-européen qui aurait une pointe contre l'Italie. Mais ni les Tchécoslovaques, ni la Roumanie, ni la Hongrie ne désirent quoi que ce soit de semblable ; il en va de même pour la Yougoslavie, dont la situation ne serait nullement facilitée, au contraire, par la constitution d'un groupement anti-italien, exactement comme celle de la Tchécoslovaquie aurait à souffrir d'un groupement anti-allemand.

» Cependant, de même que l'Allemagne, l'Italie songe surtout à la défense de ses intérêts économiques en Europe Centrale. Et comme elle, elle craint l'expansion économique de la Tchécoslovaquie dans la région danubienne. Ces craintes, je le répète, sont flatteuses pour nous ; mais elles ne sont pas fondées. Contre l'Allemagne et l'Italie, nos forces sont insuffisantes. D'autre part, il est de l'intérêt de la Yougoslavie d'avoir avec l'Italie les échanges commerciaux les plus intenses. Aussitôt que les pays danubiens se seraient entendus entre eux, leur devoir serait de se mettre d'accord avec l'Allemagne et l'Italie pour la conclusion d'un « *modus vivendi* », sans lequel aucune collaboration économique n'est possible en Europe Centrale.

» Enfin, en ce qui concerne les conventions particulières,

conclues par l'Italie avec la Hongrie et l'Autriche, on ne saurait, à mon sens, y voir une solution d'ensemble du problème de l'Europe Centrale. Ces conventions ne font que résoudre la question des intérêts italiens en Autriche et en Hongrie, tout en posant, d'ailleurs, celle de nos propres intérêts dans ces deux pays. Je crois, d'ailleurs, qu'une entente là-dessus n'est pas impossible. Et ce que je viens de dire vaut également pour les conventions éventuelles de l'Allemagne avec l'Autriche, la Hongrie et la Roumanie.

» Quelle que soit l'issue des discussions, on peut constater, d'ores et déjà, une heureuse détente entre les pays danubiens. Je voudrais que cette amélioration fût durable. Les pays danubiens sont tributaires les uns des autres, ils doivent donc se comprendre et s'aider mutuellement. Le débat actuel est la première tentative d'accord entre égaux en Europe Centrale. Il importe surtout que les pays, dits victorieux, s'efforcent de comprendre la situation psychologique et les difficultés de l'Autriche et de la Hongrie, et que celles-ci, en revanche, fassent preuve, à leur égard, de loyauté et de bon vouloir. Ceci vaut surtout pour les rapports entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie.

» Si les grandes Puissances réussissent à se mettre d'accord, il est probable qu'elles inviteront d'abord les cinq pays danubiens à engager des pourparlers pour l'établissement d'un régime préférentiel en Europe Centrale. Lorsqu'ils auraient mis sur pied leur entente, ils engageraient les discussions avec les grandes Puissances. Et lorsque cette discussion aurait été menée à bien, une aide financière serait rapidement fournie aux pays danubiens, principalement à la Hongrie et à l'Autriche.

Vu : Le Président de la Thèse,
Roger PICARD.

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
G. ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE.

I. — OUVRAGES.

- A. TIBAL. — *La crise des Etats agricoles européens et l'action internationale.* (Paris, 1931.)
— *Principes de la politique allemande dans l'Europe du Centre et de l'Est.* (Paris, 1930.)
— *La Roumanie.* (Paris, 1930.)
— *L'Autriche.* (Paris, 1932.)
— *La Tchécoslovaquie.* (Paris, 1935.)
J. AULNEAU. — *Histoire de l'Europe Centrale.* (Paris, 1926.)
G. DEMORGNY. — *Danube et Adriatique.* (Paris, 1934.)
— *Danube et Adriatique en 1935.* (Paris, 1936.)
MARSCHAL. — *Union douanière et Organisation européenne.* (Paris, 1929.)
LEMONON. — *La nouvelle Europe Centrale et son Bulletin économique.* (Paris, 1931.)
MARTONNE. — *Europe Centrale.* (Paris, 1931.)
LEBEGUE. — *L'Europe Centrale et nous.* (Paris, 1935.)
ANCEL. — *La politique italienne dans l'Europe Centrale et Orientale.* (Paris, 1933.)
— *Manuel géographique de politique européenne, I. Europe Centrale.* (Paris, 1936.)
ANTONUCCI. — *La liquidation financière de la guerre et la reconstruction en Europe Centrale.* (Paris, 1933.)
NAUMANN (F.). — *L'Europe Centrale.* (Paris, 1929.)
BENES (E.). — *Le problème de l'Europe Centrale et la solution de la question autrichienne.* (Prague, 1934.)
ARGUS. — *Le caractère économique de l'Union douanière austro-allemande.* (Prague, 1931.)
BITTERMAN (M.). — *L'Autriche et l'Union douanière.* (Prague, 1931.)
HANTOS (E.). — *L'Europe Centrale.* (Paris, 1932.)
A. Z. — *Mitteleuropa ou Europe Centrale.* (Paris, 1931.)
CONCILIATION INTERNATIONALE. — *La reconstruction*

- de l'Europe Centrale.* (1926, Bull. 2.)
- *Union douanière européenne.* (1929, Bull. 4.)
- *L'Europe Centrale et la crise.* (1933, Bull. 6.)
- CODRESCO. — *La Petite Entente.* (Paris, 1930.)
- HALASZ. — *La possibilité de constituer un plus vaste territoire douanier en Europe Centrale.* (Paris, 1931.)
- MADGEARU. — *Le traitement préférentiel et l'Entente économique régionale.* (Bucarest.)
- OBRADOVITCH (S.). — *Trgovinski ugovori s najvecim povlascenjem.* (Beograd, 1933, en yougoslave.)
- TODOROVITCH (M.). — *Trgovina i trgovinska politika*, III. (Beograd, en yougoslave.)
- MATITCH (M.). — *Projet d'Union danubienne, le point de vue yougoslave.* (Paris, 1933.)
- ARANITOVITCH. — *Les ressources et l'activité économique de la Yougoslavie.* (Paris, 1930.)
- MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES YUGOSLAVE. — *La Yougoslavie d'aujourd'hui.* (Beograd, 1935.)
- LELEK (A.). — *La collaboration économique des nations de l'Europe Centrale.* (Paris, 1931.)
- POLIVKA. — *La question du blé dans les pays danubiens.* (Paris, 1934.)
- IANCOULESCO. — *La Roumanie nouvelle et ses richesses minières.* (Paris, 1934.)
- DRAGOMIR. — *Les problèmes des sources d'énergie en Roumanie.* (Paris, 1932.)
- STRAT (A.). — *Les possibilités de développement industriel de la Roumanie.* (Paris, 1932.)
- CODRESCO. — *Essai de synthèse sur l'évolution du commerce extérieur de la Roumanie.* (Paris, 1934.)
- STANEF. — *La Bulgarie économique.* (Paris, 1932.)
- PAÏEFF (Hr.). — *Le commerce de la Bulgarie avec ses voisins et les autres.* (Sofia, 1935.)

II. — PERIODIQUES.

L'Eprit international.

Revue d'Economie politique.

- Journal des Economistes.*
Revue Economique Internationale.
L'Europe Centrale (Prague).
L'Europe nouvelle.
L'Economie internationale.
Revue politique et parlementaire.
L'Année politique française et étrangère.
Revue des Sciences politiques.
Revue des Deux Mondes.
Revue de Paris.
Revue Mondiale.
Académie diplomatique internationale (séances et travaux).
L'Etat moderne.
Académie de droit international (Recueil des cours).
Rhin, Danube, Baltique.
Monde Slave.
Revue Economique de Belgrade.
Tchécoslovaquie économique et financière.
Les Balkans.
Nouvelle Revue de Hongrie.
Narodno Blagostanje (en yougoslave).
Ekonomsko-finansiski Zivot (en yougoslave).
Achiv (en yougoslave, Beograd).
Ekonomiste (Beograd).

ANNUAIRES.

- Annuaire statistique du Royaume de Bulgarie.*
Annuaire statistique de Hongrie.
Annuaire statistique de la Roumanie.
Annuaire statistique de la Tchécoslovaquie.

PUBLICATIONS DE LA S. D. N.

- Chiffres essentiels du commerce extérieur des pays danubiens* (1932).
Annuaire statistique de la S. D. N.
Le commerce international de certaines matières premières et denrées alimentaires.
Statistique du commerce international.
La crise agricole.

Clause de la nation la plus favorisée.

QUOTIDIENS.

Parole bulgare.

Echo de Belgrade.

Politika (en yougoslave).

Vreme (en yougoslave).

TABLE DES MATIERES.

<i>Introduction</i>	9
<i>Chapitre I^{er}.</i> — Vue d'ensemble sur l'économie de la région danubienne	15
<i>Chapitre II.</i> — Les idées d'avant-guerre sur le rappro- chement des pays danubiens	55
<i>Chapitre III.</i> — La période d'après-guerre	65
<i>Chapitre IV.</i> — La crise agricole des pays danubiens	75
<i>Chapitre V.</i> — L'union douanière austro-allemande	91
<i>Chapitre VI.</i> — Le plan Tardieu	99
<i>Chapitre VII.</i> — La Petite Entente Economique	125
<i>Chapitre VIII.</i> — L'action de l'Italie dans l'Europe danubienne	149
<i>Chapitre IX.</i> — Le plan Hodza	173
<i>Conclusion</i>	195
<i>Annexes</i>	197
<i>Bibliographie</i>	217

